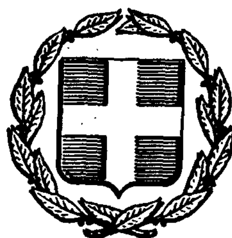


ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 18 ΑΠΡΙΛΙΟΥ 1984	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 50

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1432

Κύρωση διεθνούς Συμφωνίας Φυσικού Καουτσούκ.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Κυρούμεν και εκδίδομεν τον κατωτέρω υπό της Βουλής ψηφισθέντα νόμον:

Άρθρο πρώτο.

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος, η διεθνής Συμφωνία φυσικού καουτσούκ που υπογράφτηκε στη Γενεύη στις 6 Οκτωβρίου 1979 και της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στη Γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην Ελληνική έχει ως εξής:

PRÉAMBULE

LES PARTIES CONTRACTANTES,

RAPPELANT la déclaration et le programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international ([1]),

RECONNAISSANT en particulier l'importance des résolutions 93 (IV) et 124 (V) relatives au programme intégré pour les produits de base que la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement a adoptées à ses quatrième et cinquième sessions,

RECONNAISSANT l'importance que le caoutchouc naturel présente pour l'économie des membres, plus spécialement pour les exportations dans le cas des membres exportateurs et pour l'approvisionnement dans celui des membres importateurs,

RECONNAISSANT EN OUTRE que la stabilisation des cours du caoutchouc naturel servira les intérêts des producteurs, des consommateurs et des marchés du caoutchouc naturel, et qu'un accord international sur le caoutchouc naturel peut contribuer beaucoup à la croissance et au développement de l'industrie du caoutchouc naturel dans l'intérêt tant des producteurs que des consommateurs,

SONT CONVENUES de ce qui suit :

CHAPITRE PREMIER

OBJECTIFS

Article premier

Objectifs

Les objectifs de l'accord international de 1979 sur le caoutchouc naturel (ci-après dénommé « le présent accord »), en vue d'atteindre les objectifs pertinents adoptés par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement dans ses résolutions 93 (IV) et 124 (V) relatives au programme intégré pour les produits de base, sont, entre autres, les suivants :

a) assurer une croissance équilibrée de l'offre et de la demande de caoutchouc naturel, contribuant ainsi à atténuer les graves difficultés que des excédents ou des pénuries de caoutchouc naturel pourraient créer ;

b) assurer la stabilité du commerce du caoutchouc naturel en évitant les fluctuations excessives des prix du caoutchouc naturel, qui nuisent aux intérêts à long terme à la fois des producteurs et des consommateurs, et en stabilisant ces prix sans fausser les tendances à long terme du marché, dans l'intérêt des producteurs et des consommateurs ;

c) aider à stabiliser les recettes que les membres exportateurs tirent de l'exportation du caoutchouc naturel, et accroître leurs recettes par une augmentation des quantités de caoutchouc naturel exportées à des prix équitables et rémunérateurs, contribuant ainsi à donner les encouragements nécessaires à un accroissement dynamique de la production et les ressources permettant une croissance économique et un progrès social accélérés ;

d) chercher à assurer des approvisionnements en caoutchouc naturel qui soient suffisants pour répondre, à des prix équitables et raisonnables, aux besoins des membres importateurs, et renforcer la sécurité et la régularité de ces approvisionnements ;

e) prendre les mesures possibles, en cas d'excédent ou de pénurie de caoutchouc naturel, pour atténuer les difficultés économiques que les membres pourraient rencontrer;

f) chercher à accroître le commerce international du caoutchouc naturel et des produits transformés qui en sont dérivés, et à améliorer leur accès au marché ;

g) améliorer la compétitivité du caoutchouc naturel en encourageant la recherche et le développement sur les problèmes de ce produit ;

h) encourager le développement effectif de l'économie du caoutchouc naturel en cherchant à faciliter et à promouvoir des améliorations dans le traitement, la commercialisation et la distribution du caoutchouc naturel à l'état brut ;

i) favoriser la coopération internationale et des consultations dans le domaine du caoutchouc naturel, au sujet des questions influant sur l'offre et la demande, et faciliter la promotion et la coordination des programmes de recherche, des programmes d'assistance et d'autres programmes concernant ce produit.

([1]) Résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'assemblée générale, du 1er mai 1974.

CHAPITRE II

DÉFINITIONS

Article 2

Définitions

Aux fins du présent accord :

1. Par « caoutchouc naturel », il faut entendre l'élastomère non vulcanisé, sous forme solide ou liquide, provenant de *l'Hevea brasiliensis* et de toute autre plante que le Conseil peut désigner aux fins du présent accord.

2. Par « partie contractante », il faut entendre un gouvernement, ou un organisme intergouvernemental visé à l'article 5, qui a accepté d'être lié par le présent accord à titre provisoire ou définitif.

3. Par « membre », il faut entendre une partie contractante définie au point 2 du présent article.

4. Par « membre exportateur », il faut entendre un membre qui exporte du caoutchouc naturel et qui s'est déclaré lui-même membre exportateur, sous réserve de l'assentiment du Conseil.

5. Par « membre importateur », il faut entendre un membre qui importe du caoutchouc naturel et qui s'est déclaré lui-même membre importateur, sous réserve de l'assentiment du Conseil.

6. Par « Organisation », il faut entendre l'Organisation internationale du caoutchouc naturel visée à l'article 3.

7. Par « Conseil », il faut entendre le Conseil international du caoutchouc naturel visé à l'article 6.

8. Par « vote spécial », il faut entendre un vote requérant les deux tiers au moins des suffrages exprimés par les membres exportateurs présents et votants et les deux tiers au moins des suffrages exprimés par les membres importateurs présents et votants, comptés séparément, à condition que ces suffrages soient exprimés par la moitié au moins des membres de chaque catégorie présents et votants.

9. Par « exportations de caoutchouc naturel », il faut entendre le caoutchouc naturel qui quitte le territoire douanier d'un membre, et par « importations de caoutchouc naturel », le caoutchouc naturel qui entre sur le territoire douanier d'un membre, étant entendu que, aux fins des présentes définitions, le territoire douanier d'un membre qui se compose de deux ou plusieurs territoires douaniers est réputé être constitué par ses territoires douaniers combinés.

10. Par « vote à la majorité simple répartie », il faut entendre un vote requérant plus de la moitié du total des suffrages exprimés par les membres exportateurs présents et votants et plus de la moitié du total des suffrages exprimés par les membres importateurs présents et votants, comptés séparément.

11. Par « monnaies librement utilisables », il faut entendre le mark allemand, le dollar des États-Unis, le franc français, la livre sterling et le yen japonais.

12. Par « exercice », il faut entendre la période allant du 1er janvier au 31 décembre inclusivement.

13. Par « entrée en vigueur », il faut entendre la date à laquelle le présent accord entre en vigueur à titre provisoire ou définitif, conformément à l'article 61.

14. Par « tonne », il faut entendre une tonne métrique, c'est-à-dire 1 000 kilogrammes.

15. Par « promesse de garantie gouvernementale », il faut entendre les obligations financières à l'égard du Conseil que les membres ont souscrites à titre de sûreté pour le financement du stock régulateur d'urgence et dont le Conseil peut demander l'exécution pour faire face à ses obligations financières conformément à l'article 28; les membres sont responsables uniquement à l'égard du Conseil, et ce à concurrence du montant de leur promesse de garantie.

16. Par « cent de Malaysia/Singapour », il faut entendre la moyenne du sen malaisien et du cent de Singapour aux taux de change du moment.

17. Par « contribution nette d'un membre pondérée par un coefficient temps », il faut entendre le montant net de ses contributions pondéré par le nombre d'années où il a été membre de l'Organisation.

CHAPITRE III

ORGANISATION ET ADMINISTRATION

Article 3

Création, siège et structure de l'Organisation internationale du caoutchouc naturel

1. Il est créé une Organisation internationale du caoutchouc naturel chargée d'assurer la mise en œuvre des dispositions du présent accord et d'en superviser le fonctionnement.

2. L'Organisation exerce ses fonctions par l'intermédiaire du Conseil international du caoutchouc naturel, de son directeur exécutif et de son personnel, ainsi que des autres organes prévus dans le présent accord.

3. À sa première session, le Conseil, par un vote spécial, décidera que l'Organisation a son siège à Kuala Lumpur ou à Londres.

4. Le siège de l'Organisation doit toujours être situé sur le territoire d'un membre.

Article 4

Membres de l'Organisation

1. Il est institué deux catégories de membres, à savoir :

a) les exportateurs

et

b) les importateurs.

2. Le Conseil fixe les conditions régissant le passage d'un membre d'une catégorie à l'autre telles que celles-ci sont définies au paragraphe 1 du présent article, compte dûment tenu des dispositions des articles 25 et 28. Un membre qui satisfait à ces conditions peut changer de catégorie, sous réserve que le Conseil donne son accord par un vote spécial.

3. Chaque partie contractante constitue un seul membre de l'Organisation.

Article 5

Participation d'organismes intergouvernementaux

1. Toute mention d'un « gouvernement » ou de « gouvernements » dans le présent accord est réputée valoir aussi pour la Communauté économique européenne et pour tout organisme intergouvernemental ayant des responsabilités dans la négociation, la conclusion et l'application d'accords internationaux, en particulier d'accords sur des produits de base. En conséquence, toute mention, dans le présent accord, de la signature, de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation, ou de la notification de l'application de l'accord à titre provisoire, ou de l'adhésion, est, dans le cas de ces organismes intergouvernementaux, réputée valoir aussi pour la signature, la ratification, l'acceptation ou l'approbation, ou pour la notification de l'application de l'accord à titre provisoire, ou pour l'adhésion, par ces organismes intergouvernementaux.

2. En cas de vote sur des questions relevant de leur compétence, lesdits organismes intergouvernementaux exercent leurs droits de vote avec un nombre de voix égal au nombre total de voix attribuées, conformément à l'article 15, à leurs États membres.

CHAPITRE IV

LE CONSEIL INTERNATIONAL DU CAOUTCHOUC NATUREL

Article 6

Composition du Conseil international du caoutchouc naturel

1. L'autorité suprême de l'Organisation est le Conseil international du caoutchouc naturel, qui se compose de tous les membres de l'Organisation.

2. Chaque membre est représenté au Conseil par un seul représentant et peut désigner des suppléants et des conseillers pour assister aux sessions du Conseil.

3. Un suppléant est habilité à agir et à voter au nom du représentant en l'absence de celui-ci ou en des circonstances exceptionnelles.

Article 7

Pouvoirs et fonctions du Conseil

1. Le Conseil exerce tous les pouvoirs et s'acquitte, ou veille à l'accomplissement, de toutes les fonctions qui sont nécessaires à l'application des dispositions du présent accord.

2. Le Conseil, par un vote spécial, adopte les règlements qui sont nécessaires à l'application des dispositions du présent accord et qui sont compatibles avec celles-ci. Ces règlements comprennent son règlement intérieur et celui des comités institués en application de l'article 19, les règles de gestion et de fonctionnement du stock régulateur, le règlement financier de l'Organisation et le statut du personnel. Le Conseil peut prévoir, dans son règlement intérieur, une procédure lui permettant de prendre, sans se réunir, des décisions sur des questions spécifiques.

3. Le Conseil tient les archives dont il a besoin pour s'acquitter des fonctions que le présent accord lui confère.

4. Le Conseil publie un rapport annuel sur les activités de l'Organisation et tous autres renseignements qu'il juge appropriés.

Article 8

Emprunt dans des circonstances exceptionnelles

1. Le Conseil peut, par un vote spécial, emprunter auprès de sources commerciales pour le compte du stock régulateur et/ou le compte administratif afin de

couvrir les déficits de l'un ou l'autre de ces comptes provoqués par des décalages entre des dépenses autorisées et le versement des contributions requises. Si l'emprunt est effectué à la suite d'un retard dans la perception d'une contribution d'un membre, les coûts financiers assumés par le Conseil au titre dudit emprunt sont mis à la charge du membre qui est en retard dans ses versements, indépendamment du versement intégral de sa contribution.

2. Tout membre peut, à son gré, choisir de verser directement une contribution en espèces au compte approprié, en lieu et place d'un emprunt commercial contracté par le Conseil pour couvrir la part dudit membre dans les fonds requis.

Article 9

Délégation de pouvoirs

1. Le Conseil peut, par un vote spécial, déléguer à tout comité institué en application de l'article 19 tout ou partie de ses pouvoirs dont l'exercice n'exige pas, en vertu des dispositions du présent accord, un vote spécial du Conseil. Nonobstant cette délégation, le Conseil peut à tout moment examiner une question renvoyée à l'un de ses comités et prendre une décision à son sujet.

2. Le Conseil peut, par un vote spécial, révoquer toute délégation de pouvoirs à un comité.

Article 10

Coopération avec d'autres organismes

1. Le Conseil peut prendre toutes dispositions appropriées aux fins de consultation ou de coopération avec l'Organisation des Nations unies, ses organes et ses institutions spécialisées, ainsi qu'avec d'autres organismes intergouvernementaux selon qu'il conviendra.

2. Le Conseil peut aussi prendre des dispositions en vue d'entretenir des contacts avec des organismes internationaux non gouvernementaux appropriés.

Article 11

Admission d'observateurs

Le Conseil peut inviter tout gouvernement non membre, ou tout organisme visé à l'article 10, à assister en qualité d'observateur à l'une quelconque des séances du Conseil ou de l'un quelconque des comités institués en application de l'article 19.

Article 12

Président et vice-président

1. Le Conseil élit, pour chaque année, un président et un vice-président.

2. Le président et le vice-président sont élus, l'un parmi les représentants des membres exportateurs, l'autre parmi ceux des membres importateurs. La présidence et la vice-présidence sont attribuées à tour de rôle à chacune des deux catégories de membres pour une année, étant entendu toutefois que cette alternance n'empêche pas la réélection, dans des circonstances exceptionnelles, du président ou du vice-président, ou de l'un et de l'autre, si le Conseil en décide ainsi par un vote spécial.

3. En cas d'absence temporaire, le président est remplacé par le vice-président. En cas d'absence temporaire simultanée du président et du vice-président, ou en cas d'absence permanente de l'un ou de l'autre ou des deux, le Conseil peut élire de nouveaux titulaires de ces fonctions, temporaires ou permanentes, selon le cas, parmi les représentants des membres exportateurs et/ou parmi les représentants des membres importateurs, ainsi qu'il convient.

4. Ni le président, ni aucun autre membre du bureau qui préside une réunion, n'a le droit de voter à ladite réunion. Il peut toutefois donner pouvoir au représentant d'un membre appartenant à la même catégorie pour exercer les droits de vote du membre qu'il représente.

Article 13

Le directeur exécutif, le directeur du stock régulateur et les autres membres du personnel

1. Le Conseil, par un vote spécial, nomme un directeur exécutif et un directeur du stock régulateur.

2. Les conditions de nomination du directeur exécutif et du directeur du stock régulateur sont fixées par le Conseil.

3. Le directeur exécutif est le plus haut fonctionnaire de l'Organisation; il est responsable devant le Conseil de la gestion et du fonctionnement du présent accord, en conformité des décisions du Conseil.

4. Le directeur du stock régulateur est responsable devant le directeur exécutif et le Conseil de l'exécution des tâches qui lui incombent en vertu du présent accord ainsi que de l'exécution de toute autre tâche que le Conseil peut lui confier. Le directeur du stock régulateur est responsable de la gestion quotidienne du stock régulateur et tient le directeur exécutif au courant des opérations générales du stock régulateur, de sorte que le directeur exécutif puisse s'assurer qu'il répond efficacement aux objectifs du présent accord.

5. Le personnel est nommé par le directeur exécutif, conformément aux règles fixées par le Conseil. Il est responsable devant le directeur exécutif.

6. Ni le directeur exécutif, ni les autres membres du personnel, y compris le directeur du stock régulateur, ne doivent avoir d'intérêt financier dans l'industrie ou le commerce du caoutchouc ni d'activités commerciales connexes.

7. Dans l'exercice de leurs fonctions, le directeur exécutif, le directeur du stock régulateur et les autres membres du personnel ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun membre ni d'aucune autorité extérieure au Conseil ou d'un quelconque des comités institués en application de l'article 19. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux et ne sont responsables que devant le Conseil. Chaque membre de l'Organisation doit respecter le caractère exclusivement international des fonctions du directeur exécutif, du directeur du stock régulateur et des autres membres du personnel et ne pas chercher à les influencer dans l'exécution de leur tâche.

Article 14

Sessions

1. En règle générale, le Conseil se réunit en session ordinaire une fois par semestre.

2. Outre les sessions qu'il tient dans les circonstances expressément prévues dans le présent accord, le Conseil se réunit également en session extraordinaire s'il en décide ainsi ou s'il en est prié :

a) par le président du Conseil ;

b) par le directeur exécutif ;

c) par la majorité des membres exportateurs ;

d) par la majorité des membres importateurs ;

e) par un membre exportateur ou des membres exportateurs détenant au moins 200 voix,
ou

f) par un membre importateur ou des membres importateurs détenant au moins 200 voix.

3. Les sessions se tiennent au siège de l'Organisation, à moins que le Conseil, par un vote spécial, n'en décide autrement. Si, sur l'invitation d'un membre, le Conseil se réunit ailleurs qu'au siège de l'Organisation, ce membre prend à sa charge les frais supplémentaires qui en résultent pour le Conseil.

4. Le directeur exécutif annonce les sessions aux membres et leur en communique l'ordre du jour au moins trente jours à l'avance, sauf en cas d'urgence où le préavis sera d'au moins sept jours.

Article 15

Répartition des voix

1. Les membres exportateurs détiennent ensemble 1 000 voix et les membres importateurs détiennent ensemble 1 000 voix.

2. Chaque membre exportateur reçoit une voix initiale sur les 1 000 voix à répartir, étant entendu toutefois qu'un membre exportateur dont les exportations nettes sont inférieures à 10 000 tonnes par an ne reçoit pas de voix initiale. Le reste desdites voix est réparti entre les membres exportateurs suivant une proportion aussi voisine que possible du volume de leurs exportations nettes respectives de caoutchouc naturel pendant la période de cinq années civiles commençant six années civiles avant la répartition des voix, étant entendu toutefois que les exportations nettes de caoutchouc naturel de Singapour pendant cette période sont réputées représenter 13 % de ses exportations totales pour ladite période.

3. Les voix des membres importateurs sont réparties entre eux proportionnellement à la moyenne de leurs importations nettes respectives de caoutchouc naturel pendant la période de trois années civiles commençant quatre années civiles avant la répartition des voix, étant entendu toutefois que chaque membre importateur reçoit une voix, même si sa part proportionnelle d'importations nettes n'est pas par ailleurs assez forte pour le justifier.

4. Aux fins des paragraphes 2 et 3 du présent article, des paragraphes 2 et 3 de l'article 28 relatifs aux contributions des membres importateurs, et de l'article 39, le Conseil dresse, à sa première session, un tableau des exportations nettes des membres exportateurs et un tableau des importations nettes des membres importateurs, qui sont révisés chaque année conformément au présent article.

5. Il n'y a pas de fractionnement de voix. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3 du présent article, toute fraction inférieure à 0,5 est arrondie au nombre entier inférieur et toute fraction égale ou supérieure à 0,5 est arrondie au nombre entier supérieur.

6. Le Conseil répartit les voix pour chaque exercice au début de la première session de l'exercice conformément aux dispositions du présent article. Cette répartition demeure en vigueur pour le reste de l'exercice, sous réserve des dispositions du paragraphe 7 du présent article.

7. Quand la composition de l'Organisation change ou quand le droit de vote d'un membre est suspendu ou rétabli en application d'une disposition du présent accord, le Conseil procède à une nouvelle répartition des voix à l'intérieur de la ou des catégories de membres en cause, conformément aux dispositions du présent article.

8. Si, du fait de l'exclusion d'un membre en application de l'article 65, ou du retrait d'un membre en application de l'article 64 ou de l'article 63, la part du

commerce total détenue par les membres restant dans l'une ou l'autre catégorie se trouve ramenée à moins de 80 %, le Conseil se réunit et se prononce sur les conditions, les modalités et l'avenir du présent accord, y compris en particulier sur la nécessité de maintenir les opérations effectives du stock régulateur sans imposer une charge financière excessive aux membres restants.

Article 16

Procédure de vote

1. Chaque membre dispose, pour le vote, du nombre de voix qu'il détient au Conseil et il n'a pas la faculté de diviser ses voix.

2. Par notification écrite adressée au président du Conseil, tout membre exportateur peut autoriser tout autre membre exportateur, et tout membre importateur peut autoriser tout autre membre importateur, à représenter ses intérêts et à exercer son droit de vote à toute session ou séance du Conseil.

3. Un membre autorisé par un autre membre à utiliser les voix que celui-ci détient utilise ces voix comme il y est autorisé.

4. En cas d'abstention, un membre est réputé ne pas avoir utilisé ses voix.

Article 17

Quorum

1. Le quorum exigé pour toute séance du Conseil est constitué par la présence de la majorité des membres exportateurs et de la majorité des membres importateurs, sous réserve que les membres ainsi présents détiennent les deux tiers au moins du total des voix dans chacune des catégories.

2. Si le quorum défini au paragraphe 1 du présent article n'est pas atteint le jour fixé pour la séance et le jour suivant, le quorum est constitué le troisième jour et les jours suivants par la présence de la majorité des membres exportateurs et de la majorité des membres importateurs, à condition que ces membres détiennent la majorité du total des voix dans chacune des catégories.

3. Tout membre représenté conformément au paragraphe 2 de l'article 16 est considéré comme présent.

Article 18

Décisions

1. Le Conseil prend toutes ses décisions et fait toutes ses recommandations par un vote à la majorité simple répartie, sauf disposition contraire du présent accord.

2. Quand un membre invoque les dispositions de l'article 16 et que ses voix sont utilisées à une séance du Conseil, ce membre est considéré, aux fins du paragraphe 1 du présent article, comme présent et votant.

Article 19

Institution de comités

1. Les comités suivants sont institués :

a) comité de l'administration ;

b) comité des opérations du stock régulateur ;

c) comité des statistiques ;

et

d) comité des autres mesures.

Le Conseil peut aussi instituer d'autres comités par un vote spécial.

2. Chaque comité est responsable devant le Conseil. Le Conseil, par un vote spécial, fixe la composition et le mandat de chaque comité.

Article 20

Groupe d'experts

1. Le Conseil constitue un groupe d'experts choisis dans l'industrie et le commerce du caoutchouc des membres exportateurs et des membres importateurs.

2. Le groupe d'experts se met à la disposition du Conseil et de ses comités pour leur donner des avis et une assistance, en particulier en ce qui concerne les opérations du stock régulateur et les autres mesures visées à l'article 44.

3. La composition, les fonctions et les dispositions administratives du groupe d'experts sont fixées par le Conseil.

CHAPITRE V

PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

Article 21

Privilèges et immunités

1. L'Organisation a la personnalité juridique. Elle a, en particulier, la capacité de contracter, d'acquérir et de céder des biens meubles et immeubles et d'ester en justice.

2. L'Organisation entreprend, aussitôt que possible après l'entrée en vigueur du présent accord, de conclure avec le gouvernement du pays où son siège doit être situé (ci-après dénommé « le gouvernement hôte ») un

accord (ci-après dénommé « accord de siège ») touchant le statut, les privilèges et les immunités de l'Organisation, de son directeur exécutif, de son personnel et de ses experts, ainsi que des délégations des membres, qui sont normalement nécessaires à l'exercice de leurs fonctions.

3. En attendant la conclusion de l'accord de siège, l'Organisation demande au gouvernement hôte d'exonérer d'impôts, dans la mesure compatible avec sa législation, les émoluments versés par l'Organisation à son personnel, et les avoirs, revenus et autres biens de l'Organisation.

4. L'Organisation peut aussi conclure, avec un ou plusieurs autres gouvernements, des accords, qui doivent être approuvés par le Conseil, touchant les privilèges et immunités qui peuvent être nécessaires à la bonne application du présent accord.

5. Si le siège de l'Organisation est transféré dans un autre pays, le gouvernement de ce pays conclut aussitôt que possible avec l'Organisation un accord de siège qui doit être approuvé par le Conseil.

6. L'accord de siège est indépendant du présent accord. Toutefois, il prend fin:

a) par consentement mutuel du gouvernement hôte et de l'Organisation ;

b) si le siège de l'Organisation est transféré hors du territoire du gouvernement hôte,

ou

c) si l'Organisation cesse d'exister.

CHAPITRE VI

COMPTES ET VÉRIFICATION DES COMPTES

Article 22

Comptes financiers

1. Aux fins du fonctionnement et de la gestion du présent accord, deux comptes sont créés:

a) le compte du stock régulateur,

et

b) le compte administratif.

2. Toutes les recettes et dépenses suivantes découlant de la constitution, du fonctionnement et de l'entretien du stock régulateur sont portées au compte du stock régulateur : contributions versées par les membres en vertu de l'article 28, emprunts effectués pour le compte du stock régulateur en vertu de l'article 8, amortissement du principal de ces emprunts et intérêts correspondants, produit des ventes des stocks composant le stock régulateur, intérêts sur les dépôts du compte du stock régulateur, coûts d'acquisition du stock, commissions, frais d'entreposage, de transport et de manutention, assurances et coûts de la rotation du stock. Le Conseil peut, toutefois, par un vote spécial, porter d'autres recettes ou dépenses imputables à des transactions ou opérations du stock régulateur au compte du stock régulateur.

3. Toutes les autres recettes et dépenses relatives au fonctionnement du présent accord sont portées au compte administratif. Ces autres dépenses sont normalement couvertes par les contributions des membres calculées conformément à l'article 25.

4. L'Organisation ne répond pas des dépenses des délégations ou des observateurs envoyés au Conseil ou à l'un quelconque des comités institués en application de l'article 19.

Article 23

Mode de paiement

Les versements en espèces au compte administratif et au compte du stock régulateur sont faits en monnaies librement utilisables ou en monnaies qui sont convertibles sur les principaux marchés de change étrangers en monnaies librement utilisables, et ils ne sont pas assujettis à des restrictions de change.

Article 24

Vérification des comptes

1. Le Conseil nomme des vérificateurs aux comptes qui sont chargés de vérifier ses livres.

2. Le compte administratif et le compte du stock régulateur vérifiés par des vérificateurs indépendants sont mis à la disposition des membres aussitôt que possible, mais pas moins de trois mois après la clôture de chaque exercice, et sont examinés pour approbation par le Conseil à sa session suivante de la manière appropriée. Un résumé des comptes et du bilan vérifiés est ensuite publié.

CHAPITRE VII

LE COMPTE ADMINISTRATIF

Article 25

Contributions au budget

1. À la première session qu'il tiendra après l'entrée en vigueur du présent accord, le Conseil approuvera le budget du compte administratif pour la période comprise entre la date d'entrée en vigueur et la fin du premier exercice. Par la suite, pendant la deuxième moitié de chaque exercice, le Conseil approuve le budget du compte administratif pour l'exercice suivant.

Le Conseil fixe la contribution de chaque membre à ce budget conformément au paragraphe 2 du présent article.

2. Pour chaque exercice, la contribution de chaque membre est proportionnelle au rapport qui existe, au moment de l'adoption du budget administratif de cet exercice, entre le nombre de voix de ce membre et le nombre total des voix de l'ensemble des membres. Pour fixer les contributions, les voix de chaque membre sont comptées sans prendre en considération la suspension des droits de vote d'un membre ni la nouvelle répartition des voix qui en résulte.

3. Le Conseil fixe la contribution initiale au budget administratif de tout gouvernement qui devient membre après l'entrée en vigueur du présent accord en fonction du nombre des voix qui lui sont attribuées et de la fraction non écoulée de l'exercice en cours; toutefois, les contributions assignées aux autres membres restent inchangées.

Article 26

Versement des contributions au budget administratif

1. Les contributions au premier budget administratif sont exigibles à une date fixée par le Conseil à sa première session. Les contributions aux budgets administratifs ultérieurs sont exigibles le premier jour de chaque exercice. La contribution d'un gouvernement qui devient membre après l'entrée en vigueur du présent accord, calculée conformément au paragraphe 3 de l'article 25, est exigible, pour l'exercice en cause, à une date qui est fixée par le Conseil.

2. Si un membre n'a pas versé intégralement sa contribution au budget administratif dans les deux mois qui suivent la date à laquelle elle est exigible en vertu du paragraphe 1 du présent article, le directeur exécutif lui demande d'en effectuer le paiement le plus tôt possible. Si un membre n'a pas versé sa contribution dans les deux mois qui suivent une telle demande du directeur exécutif, ses droits de vote à l'Organisation sont suspendus à moins que le Conseil, par un vote spécial, n'en décide autrement. Si un membre n'a toujours pas versé sa contribution dans les quatre mois qui suivent une telle demande du directeur exécutif, tous les droits que ledit membre a en vertu du présent accord sont suspendus par le Conseil, à moins que celui-ci, par un vote spécial, n'en décide autrement.

3. Pour les contributions reçues en retard, le Conseil prélève un intérêt au taux préférentiel du pays hôte à compter de la date à laquelle elles étaient exigibles, ou au taux commercial dans le cas d'un emprunt effectué en vertu de l'article 8, selon ce qui conviendra.

4. Un membre dont les droits ont été suspendus en application du paragraphe 2 du présent article reste tenu, en particulier, de verser sa contribution et de s'acquitter de toutes les autres obligations financières qui lui incombent en vertu du présent accord.

CHAPITRE VIII

LE STOCK RÉGULATEUR

Article 27

Volume du stock régulateur

Aux fins du présent accord, il est institué un stock régulateur international de 550 000 tonnes au total. Ce stock régulateur est le seul instrument d'intervention sur le marché pour la stabilisation des prix prévu dans le présent accord. Il comprend :

a) le stock régulateur normal de 400 000 tonnes
et

b) le stock régulateur d'urgence de 150 000 tonnes.

Article 28

Financement du stock régulateur

1. Les membres s'engagent à financer le coût total du stock régulateur international de 550 000 tonnes créé en application de l'article 27.

2. Le financement du stock régulateur normal et du stock régulateur d'urgence est partagé également entre la catégorie des membres exportateurs et la catégorie des membres importateurs. Les contributions des membres au compte du stock régulateur sont calculées d'après la part des voix qu'ils détiennent au Conseil, sous réserve des dispositions des paragraphes 3 et 4 du présent article.

3. S'agissant d'un membre importateur dont la part dans les importations nettes totales indiquée au tableau dressé par le Conseil conformément au paragraphe 4 de l'article 15 représente 0,1 % ou moins des importations nettes totales, la contribution au compte du stock régulateur est calculée comme suit :

a) si sa part des importations nettes totales est inférieure ou égale à 0,1 % mais supérieure à 0,05 %, sa contribution est calculée d'après sa part effective dans les importations nettes totales ;

b) si sa part des importations nettes totales est égale ou inférieure à 0,05 %, sa contribution est calculée sur la base d'une part des importations nettes totales égale à 0,05 %.

4. Pendant toute période durant laquelle le présent accord sera en vigueur à titre provisoire en application du paragraphe 2 ou de la lettre b) du paragraphe 4 de l'article 61, l'engagement financier de chaque membre exportateur ou de chaque membre importateur à l'égard du compte du stock régulateur ne devra pas dépasser au total la contribution dudit membre, calculée d'après le nombre de voix correspondant aux parts en pourcentage indiquées dans les tableaux dressés par le Conseil conformément au paragraphe 4 de l'article 15, dans le total de 275 000 tonnes attribué à la catégorie des exportateurs et à la catégorie des importateurs, respectivement. Les obligations financières incombant aux membres lorsque le présent accord sera en vigueur à titre provisoire seront réparties également entre la catégorie des membres exportateurs et la catégorie des membres importateurs. Quand l'engagement global d'une catégorie dépassera celui de l'autre catégorie, le plus élevé des deux engagements globaux sera réduit de façon à correspondre à l'autre, les voix de chaque membre dans cet engagement global étant diminuées

proportionnellement aux parts dans le total des voies telles qu'elles ressortent des tableaux dressés par le Conseil conformément au paragraphe 4 de l'article 15.

5. Les coûts totaux du stock régulateur normal de 400 000 tonnes sont financés par les contributions en espèces versées par les membres au compte du stock régulateur. Ces contributions peuvent, le cas échéant, être versées par les organismes appropriés des membres intéressés.

6. Les coûts totaux du stock régulateur d'urgence de 150 000 tonnes sont financés par des contributions versées par les membres sous la forme :

a) de montants en espèces réunis grâce à des emprunts effectués auprès de sources commerciales par le Conseil et garantis à la fois par des *warrants* de stock et par des garanties gouvernementales, promesses de garantie gouvernementales,
et/ou

b) de montants en espèces.

Ces contributions peuvent, le cas échéant, être fournies par les organismes appropriés des membres intéressés.

7. Chaque membre est libre d'opter pour la formule de la lettre a) ou celle de la lettre b) du paragraphe 6 du présent article, ou pour l'une et l'autre de ces formules; dans tous les cas, le montant en espèces est déposé au compte du stock régulateur. Dans les cas d'emprunts effectués conformément à la lettre a) du paragraphe 6, la valeur des *warrants* de stock rapportée à la valeur totale du stock régulateur au moment considéré ne doit pas dépasser la part des voix que les membres emprunteurs détiennent au Conseil. Les membres au nom desquels le Conseil a effectué des emprunts à des conditions commerciales en application de la lettre a) du paragraphe 6 doivent assumer toutes les obligations qui leur incombent respectivement du fait de ces emprunts.

8. Les coûts totaux du stock régulateur international de 550 000 tonnes sont payés par prélèvement sur le compte du stock régulateur. Ces coûts comprennent notamment toutes les dépenses correspondant à l'acquisition et au fonctionnement du stock régulateur international de 550 000 tonnes. Si le coût estimatif indiqué à l'annexe C du présent accord ne correspond pas exactement au coût total de l'acquisition et du fonctionnement du stock régulateur, le Conseil se réunit et prend les dispositions nécessaires pour appeler les contributions requises afin de couvrir ce coût total conformément aux parts exprimées en pourcentage du total des voix.

Article 29

Versement des contributions au compte du stock régulateur

1. Il est versé au compte du stock régulateur une contribution initiale en espèces équivalant à 70 millions de ringgits malaisiens. Cette contribution est répartie entre tous les membres d'après la part en pourcentage des voix qu'ils détiennent, compte tenu du paragraphe 3 de l'article 28. La contribution est demandée dès que le directeur exécutif est informé par tous les membres qu'ils sont en mesure de faire face aux exigences financières, dans les dix-huit mois suivant la date d'entrée en vigueur provisoire du présent accord. Ces contributions initiales sont exigibles quarante-cinq jours après que le directeur exécutif les a demandées.

2. Le directeur exécutif peut à tout moment demander le paiement de contributions, à condition que le directeur du stock régulateur ait certifié que les sommes en question seront nécessaires au fonctionnement du compte du stock régulateur au cours des quatre mois à venir.

3. En cas d'appel de contributions, le montant demandé doit être versé par les membres dans les trente jours de la date de notification. S'il en est prié par un membre ou des membres totalisant 200 voix au Conseil, le Conseil se réunit en session extraordinaire et peut modifier ou refuser l'appel de contributions fondé sur une évaluation du besoin de fonds pour appuyer les opérations du stock régulateur au cours des trois mois à venir. Si le Conseil ne peut arriver à une décision, les contributions doivent être versées par les membres conformément à la décision du directeur exécutif.

4. Les contributions demandées pour le stock régulateur normal et pour le stock régulateur d'urgence sont évaluées au prix de déclenchement inférieur en vigueur au moment où ces contributions sont demandées.

5. L'appel de contributions destinées au stock régulateur d'urgence est effectué comme suit.

a) Quand il réexamine le stock régulateur à 300 000 tonnes comme il est prévu à l'article 32, le Conseil :

i) reçoit de chaque membre une déclaration précisant la méthode qu'il utilisera pour financer sa part du stock régulateur d'urgence en application de l'article 28,

et

ii) prend toutes les dispositions financières et autres qui peuvent être nécessaires pour la prompte mise en place du stock régulateur d'urgence, y compris un appel de fonds si besoin est ;

b) quand il réexamine le stock régulateur à 400 000 tonnes comme il est prévu à l'article 32, le Conseil s'assure :

i) que tous les membres ont fait le nécessaire pour le financement de leur part du stock régulateur d'urgence,

ii) que l'intervention du stock régulateur d'urgence a été demandée et que celui-ci est entièrement prêt à intervenir conformément aux dispositions de l'article 31.

Article 30

Fourchette de prix

1. Pour les opérations du stock régulateur, il est institué :

a) un prix de référence ;

b) un prix d'intervention inférieur ;
c) un prix d'intervention supérieur ;
d) un prix de déclenchement inférieur ;
e) un prix de déclenchement supérieur ;
f) un prix indicatif inférieur ;
g) un prix indicatif supérieur.

2. À l'entrée en vigueur du présent accord, le prix de référence sera fixé initialement à 210 cents de Malaysia/Singapour le kilogramme. Il sera revu et révisé conformément aux dispositions de la section A de l'article 32.

3. Il est institué un prix d'intervention supérieur et un prix d'intervention inférieur se situant respectivement à environ 15 % du prix de référence, à moins que le Conseil, par un vote spécial, n'en decide autrement.

4. Il est institué un prix de déclenchement supérieur et un prix de déclenchement inférieur se situant respectivement à environ 20 % du prix de référence, à moins que le Conseil n'en décide autrement par un vote spécial.

5. Les prix visés aux paragraphes 3 et 4 du présent article sont arrondis au cent le plus proche.

6. Sauf dispositions contraires du présent accord, le prix indicatif inférieur sera de 150 cents de Malaysia/Singapour le kilogramme, et le prix indicatif supérieur de 270 cents de Malaysia/Singapour le kilogramme, pendant les trente mois suivant l'entrée en vigueur du présent accord.

Article 31

Fonctionnement du stock régulateur

1. Si, eu égard à la fourchette de prix définie à l'article 30, ou ultérieurement révisée conformément aux dispositions des articles 32 et 40, le prix indicateur du marché prévu à l'article 33 :

a) est égal ou supérieur au prix de déclenchement supérieur, le directeur du stock régulateur défend le prix de déclenchement supérieur en mettant en vente du caoutchouc naturel jusqu'à ce que le prix indicateur du marché descende au-dessous du prix de déclenchement supérieur ;
b) est supérieur au prix d'intervention supérieur, le directeur du stock régulateur peut vendre du caoutchouc naturel pour défendre le prix de déclenchement supérieur ;
c) se situe entre les prix d'intervention supérieur et inférieur ou est égal à l'un ou l'autre de ces deux prix, le directeur du stock régulateur ne doit ni acheter ni vendre de caoutchouc naturel, sauf dans le cadre des responsabilités qui lui incombent en vertu de l'article 36 concernant la rotation du stock ;
d) est inférieur au prix d'intervention inférieur, le directeur du stock régulateur peut acheter du caoutchouc naturel pour défendre le prix de déclenchement inférieur ;
e) est égal ou inférieur au prix de déclenchement inférieur, le directeur du stock régulateur défend le prix de déclenchement inférieur en procédant à des offres d'achat de caoutchouc naturel jusquà ce que le prix indicateur du marché dépasse le prix de déclenchement inférieur.

2. Quand les ventes ou les achats du stock régulateur atteignent le niveau de 400 000 tonnes, le Conseil, par un vote spécial, décide s'il faut faire intervenir le stock régulateur d'urgence :

a) au prix de déclenchement inférieur ou supérieur, ou
b) à un prix se situant entre le prix de déclenchement inférieur et le prix indicatif inférieur, ou entre le prix de déclenchement supérieur et le prix indicatif supérieur.

3. À moins que le Conseil, par un vote spécial, n'en décide autrement en application du paragraphe 2 du présent article, le directeur du stock régulateur utilise le stock régulateur d'urgence pour défendre le prix indicatif inférieur en faisant intervenir le stock régulateur d'urgence, lorsque le prix indicateur du marché se situe à un niveau à mi-chemin entre le prix indicatif inférieur et le prix de déclenchement inférieur, et pour défendre le prix indicatif supérieur en faisant intervenir le stock régulateur d'urgence lorsque le prix indicateur du marché se situe à un niveau à mi-chemin entre le prix indicatif supérieur et le prix de déclenchement supérieur.

4. La totalité du caoutchouc naturel détenu par le stock régulateur, y compris le stock régulateur normal et le stock régulateur d'urgence, est utilisée pour empêcher que le prix indicateur du marché ne tombe au-dessous du prix indicatif inférieur ou ne s'élève au-dessus du prix indicatif supérieur.

5. Le directeur du stock régulateur effectue ses achats et ventes sur les marchés commerciaux établis aux prix en vigueur, et toutes ses transactions doivent porter sur du caoutchouc effectif pour livraison dont le terme ne doit pas dépasser trois mois civils.

6. Pour faciliter le fonctionnement du stock régulateur, le Conseil met en place, dans les cas où cela est nécessaire, des bureaux locaux et des services du bureau du directeur du stock régulateur sur les marchés établis du caoutchouc et sur les emplacements d'entrepôts agréés.

7. Le directeur du stock régulateur prépare un rapport mensuel sur les transactions du stock régulateur et la position financière du compte du stock régulateur. Le rapport de chaque mois est mis à la disposition des membres soixante jours après la fin de ce mois.

8. Les renseignements sur les transactions du stock régulateur concernent notamment les quantités, les prix, les types, les qualités et les marchés pour toutes les opérations du stock régulateur, y compris les rotations effectuées. Les renseignements sur la position financière

du compte du stock régulateur concernent aussi les taux d'intérêt, les conditions et les modalités des dépôts et des prêts, les monnaies utilisées dans les opérations et les autres informations pertinentes sur les questions visées au paragraphe 2 de l'article 22.

Article 32

Examen et révision de la fourchette de prix

A. *Prix de référence*

1. Le prix de référence est revu et révisé en fonction des tendances du marché et/ou des variations nettes du stock régulateur, sous réserve des dispositions de la présente section du présent article. Le prix de référence est revu par le Conseil tous les dix-huit mois à compter de l'entrée en vigueur du présent accord.

a) Si la moyenne des prix indicateurs quotidiens du marché pour le semestre précédant un examen est égale au prix d'intervention supérieur ou au prix d'intervention inférieur, ou si elle se situe entre ces deux prix, le prix de référence n'est pas révisé.

b) Si la moyenne des prix indicateurs quotidiens du marché pour le semestre précédant un examen est inférieure au prix d'intervention inférieur, le prix de référence est automatiquement révisé et réduit de 5 % par rapport à son niveau au moment de l'examen, à moins que le Conseil, par un vote spécial, ne décide d'appliquer au prix de référence un pourcentage de réduction différent.

c) Si la moyenne des prix indicateurs quotidiens du marché pour le semestre précédant un examen est supérieure au prix d'intervention supérieur, le prix de référence est automatiquement révisé et relevé de 5 % par rapport à son niveau au moment de l'examen, à moins que le Conseil ne décide, par un vote à la majorité spéciale, d'appliquer au prix de référence un pourcentage de relèvement différent.

2. S'il s'est produit, depuis la dernière évaluation prévue par le présent paragraphe ou depuis l'entrée en vigueur du présent accord, une variation nette du stock régulateur égale à 100 000 tonnes, le directeur exécutif convoque une session extraordinaire du Conseil pour évaluer la situation. Le Conseil peut, par un vote spécial, décider de prendre des mesures appropriées qui peuvent comprendre :

a) la suspension des opérations du stock régulateur ;

b) un changement dans le rythme des achats ou des ventes du stock régulateur ;
et

c) la révision du prix de référence.

3. Si des achats ou des ventes du stock régulateur d'un montant net de 300 000 tonnes ont eu lieu depuis : a) l'entrée en vigueur du présent accord; b) la dernière révision aux termes du présent paragraphe, ou c) la dernière révision aux termes du paragraphe 2 du présent article, la plus récente des trois dates correspondantes étant retenue, le prix de référence est diminué ou augmenté, selon le cas, de 3 % par rapport à son niveau du moment, à moins que le Conseil, par un vote spécial, ne décide de le diminuer ou de l'augmenter, selon le cas, d'un pourcentage différent.

4. Aucun ajustement du prix de référence, quelle qu'en soit la raison, ne doit être tel que les prix de déclenchement débordent le prix indicatif inférieur ou supérieur.

B. *Prix indicatifs*

5. Le Conseil peut, par un vote spécial, réviser les prix indicatifs inférieur ou supérieur lors des examens prévus dans cette section du présent article.

6. Le Conseil veille à ce que toute révision des prix indicatifs soit compatible avec l'évolution des tendances et de la situation du marché. À cet égard, le Conseil prend en considération les tendances des prix, de la consommation, de l'offre, des coûts de production et des stocks de caoutchouc naturel, ainsi que la quantité de caoutchouc naturel détenue par le stock régulateur et la position financière du compte du stock régulateur.

7. Les prix indicatifs inférieur et supérieur sont revus :

a) tous les trente mois après l'entrée en vigueur du présent accord ;

b) dans des circonstances exceptionnelles, à la demande d'un membre ou de membres totalisant 200 voix ou davantage au Conseil ;

et

c) lorsque le prix de référence a été révisé : i) en baisse depuis la dernière révision du prix indicatif inférieur ou depuis l'entrée en vigueur du présent accord ou, ii) en hausse depuis la dernière révision du prix indicatif supérieur ou depuis l'entrée en vigueur du présent accord, cette baisse ou cette hausse étant d'au moins 3 % conformément au paragraphe 3 du présent article et d'au moins 5 % conformément au paragraphe 1 du présent article, ou d'un montant au moins égal à ce pourcentage conformément aux paragraphes 1, 2 et/ou 3 du présent article, à condition que la moyenne des prix indicateurs quotidiens du marché pour les soixante jours suivant la dernière révision du prix de référence soit, selon le cas, inférieure au prix d'intervention inférieur ou supérieure au prix d'intervention supérieur.

8. Nonobstant les paragraphes 5, 6 et 7 du présent article, le prix indicatif inférieur ou supérieur n'est pas révisé en hausse si la moyenne des prix indicateurs quotidiens du marché pour le semestre précédant un examen de la fourchette de prix prévu par le présent article est inférieure au prix de référence. De même, le prix indicatif inférieur ou supérieur n'est pas révisé en baisse si la moyenne des prix indicateurs quotidiens du marché pour le semestre précédant un examen de la fourchette de prix prévu par le présent article est supérieure au prix de référence.

Article 33

Prix indicateur du marché

1. Il est institué un prix indicateur quotidien du marché, qui est une moyenne composite, pondérée — représentative du marché du caoutchouc naturel — des prix officiels quotidiens pour le mois courant sur les places de Kuala Lumpur, Londres, New-York et Singapour. Initialement, le prix indicateur quotidien du marché est établi d'après les prix du RSS 1, du RSS 3 et du TSR 20, dont les coefficients de pondération doivent être égaux. Toutes les cotations sont converties en prix fob aux ports malaisiens/port de Singapour, exprimé en monnaie malaisienne/de Singapour.

2. La composition par type/qualité, les coefficients de pondération et la méthode de calcul du prix indicateur quotidien du marché sont passés en revue et peuvent être révisés par le Conseil par un vote spécial, afin d'assurer que ce prix soit représentatif du marché du caoutchouc naturel.

3. Le prix indicateur du marché est réputé supérieur, égal ou inférieur aux niveaux de prix spécifiés dans le présent accord si la moyenne des prix indicateurs quotidiens du marché pour les cinq derniers jours de place est supérieure, égale ou inférieure à ces niveaux de prix.

Article 34

Composition des stocks constituant le stock régulateur

1. À sa première session après l'entrée en vigueur du présent accord, le Conseil désigne les qualités et types internationalement reconnus de feuilles de caoutchouc fumé et les caoutchoucs faisant l'objet de spécifications techniques qui peuvent entrer dans le stock régulateur, sous réserve que les critères suivants soient respectés :

a) les qualités et types inférieurs de caoutchouc naturel agréés pour inclusion dans le stock régulateur sont le RSS 3 et le TSR 20,
et

b) toutes les qualités et tous les types agréés en application de la lettre a) du présent paragraphe qui représentent au moins 3 % du commerce international de caoutchouc naturel pendant l'année civile précédente sont désignés.

2. Le Conseil peut, par un vote spécial, modifier ces critères et/ou les types/qualités retenus si c'est nécessaire pour assurer que la composition du stock régulateur reflète l'évolution de la situation du marché, que les objectifs du présent accord en matière de stabilisation sont atteints et qu'il est tenu compte de la nécessité de maintenir à un niveau élevé la qualité commerciale des stocks composant le stock régulateur.

3. Le directeur du stock régulateur devrait veiller à ce que la composition du stock régulateur reflète la structure des exportations/importations de caoutchouc naturel, tout en répondant aux objectifs du présent accord en matière de stabilisation.

4. Le Conseil peut par un vote spécial, charger le directeur du stock régulateur de modifier la composition du stock régulateur si l'objectif de stabilisation des prix l'exige.

Article 35

Emplacement des stocks composant le stock régulateur

1. L'emplacement des stocks composant le stock régulateur doit permettre des opérations commerciales économiques et efficaces. En vertu de ce principe, ces stocks doivent être situés sur le territoire des membres exportateurs et des membres importateurs. Leur répartition entre les membres doit être effectuée de manière à assurer la réalisation des objectifs de stabilisation visés par le présent accord tout en gardant les coûts au niveau minimal.

2. Pour maintenir des normes de qualité commerciale élevées, le stockage doit se faire uniquement dans des entrepôts agréés en fonction de critères arrêtés par le Conseil.

3. Après l'entrée en vigueur du présent accord, le Conseil établit et approuve une liste d'entrepôts ainsi que les dispositions nécessaires pour leur utilisation. Le Conseil revoit cette liste périodiquement.

4. Le Conseil revoit aussi périodiquement l'emplacement des stocks composant le stock régulateur et peut, par un vote spécial, charger le directeur du stock régulateur de modifier l'emplacement de ces stocks pour assurer des opérations commerciales économiques et efficaces.

Article 36

Rotation des stocks composant le stock régulateur

Le directeur du stock régulateur veille à ce que tous les stocks composant le stock régulateur soient achetés et maintenus selon des normes de qualité commerciales élevées. Il renouvelle le caoutchouc naturel entreposé dans le stock régulateur de la manière nécessaire pour assurer le respect de ces normes, en prenant dûment en considération le coût de la rotation et ses répercussions sur la stabilité du marché. Le coût de la rotation est imputé sur le compte du stock régulateur.

Article 37

Limitation ou suspension des opérations du stock régulateur

1. Nonobstant les dispositions de l'article 31, le Conseil, s'il est en session, peut par un vote spécial, limiter ou suspendre les opérations du stock régulateur s'il estime que le respect des obligations imposées au directeur du stock régulateur par ledit article ne

permettra pas d'atteindre les objectifs du présent accord.

2. Si le Conseil n'est pas en session, le directeur exécutif peut, après consultation avec le président, limiter ou suspendre les opérations du stock régulateur s'il estime que le respect des obligations imposées au directeur du stock régulateur par l'article 31 ne permettra pas d'atteindre les objectifs du présent accord.

3. Immédiatement après une décision de limiter ou de suspendre les opérations du stock régulateur en vertu du paragraphe 2 du présent article, le directeur exécutif convoque une session du Conseil à l'effet d'examiner cette décision. Nonobstant les dispositions du paragraphe 4 de l'article 14, le Conseil se réunit dans les sept jours qui suivent la date de la limitation ou de la suspension et, par un vote spécial, confirme ou annule ladite limitation ou suspension. Si au cours de cette session le Conseil ne peut arriver à une décision, les opérations du stock régulateur reprennent sans être limitées par aucune restriction imposée au titre du présent article.

Article 38

Pénalisation pour non-acquittement des contributions au compte du stock régulateur

1. Si un membre ne s'est pas acquitté de son obligation de contribuer au compte du stock régulateur à la date où sa contribution est exigible, il est réputé être en retard dans ses versements. Un membre en retard de soixante jours ou plus ne compte pas comme membre dans un vote sur les questions visées au paragraphe 2 du présent article.

2. Les droits de vote et autres droits au Conseil d'un membre en retard de soixante jours ou plus dans ses versements aux termes du paragraphe 1 du présent article sont suspendus, à moins que le Conseil, par un vote spécial, n'en décide autrement.

3. Un membre en retard dans ses versements paie des intérêts calculés au taux préférentiel en vigueur dans le pays hôte à compter du jour où ces versements sont exigibles, à moins que cet arriéré ne soit couvert par un emprunt contracté par le Conseil en application de l'article 8, auquel cas le membre en cause doit payer les intérêts de l'emprunt. L'arriéré couvert par les autres membres importateurs et exportateurs l'est à titre volontaire.

4. Lorsqu'il a été mis fin au défaut de paiement à la satisfaction du Conseil, le membre en retard de soixante jours ou plus dans ses versements est rétabli dans ses droits de vote et autres droits. Si les sommes non versées ont été avancées par d'autres membres, ceux-ci sont remboursés intégralement.

Article 39

Ajustements des contributions au compte du stock régulateur

1. Quand il est procédé à la nouvelle répartition des voix à la première session de chaque exercice, le Conseil opère l'ajustement nécessaire de la contribution de chaque membre au compte du stock régulateur en conformité des dispositions du présent article. À cette fin, le directeur exécutif calcule :

a) la contribution nette de chaque membre, en retranchant les contributions remboursées à ce membre conformément au paragraphe 2 du présent article de la somme de toutes les contributions versées par ce membre depuis l'entrée en vigueur du présent accord ;

b) le montant total des contributions nettes, en additionnant les contributions nettes de tous les membres ;

c) la contribution nette révisée de chaque membre, en répartissant le montant total des contributions nettes entre les membres en fonction de la part révisée de chaque membre dans le total des voix au Conseil en application de l'article 15, sous réserve du paragraphe 3 de l'article 28 et étant entendu que la part de chaque membre dans le total des voix doit, aux fins du présent article, être calculée sans tenir compte de la suspension des droits de vote d'un membre ni de la nouvelle répartition des voix qui en résulte.

Quand la contribution nette d'un membre dépasse sa contribution nette révisée, la différence lui est remboursée par prélèvement sur le compte du stock régulateur. Quand la contribution nette révisée d'un membre dépasse sa contribution nette, il verse la différence au compte du stock régulateur.

2. Si le Conseil, eu égard aux paragraphes 2 et 3 de l'article 29, conclut qu'il y a des contributions nettes en sus des fonds requis pour appuyer les opérations du stock régulateur dans les quatre mois à venir, le Conseil rembourse ces contributions nettes excédentaires, déduction faite des contributions initiales, à moins qu'il ne décide, par un vote spécial, de ne pas procéder à ce remboursement ou de rembourser un montant moindre. La part des membres dans le montant à rembourser est proportionnelle à leurs contributions nettes en espèces.

3. À la demande d'un membre, le montant au remboursement duquel il a droit peu être gardé au compte du stock régulateur. Si un membre demande que le montant qui doit lui être remboursé soit gardé au compte du stock régulateur, ce montant vient en déduction de toute contribution supplémentaire demandée en application de l'article 29.

4. Le directeur exécutif notifie immédiatement aux membres les versements, ou les remboursements, qu'il faut effectuer par suite d'ajustements opérés conformément aux paragraphes 1 et 2 du présent article. Ces versements demandés aux membres, ou les remboursements en leur faveur, sont effectués dans les soixante jours de la date à laquelle le directeur exécutif a envoyé la notification.

5. Si l'encaisse disponible au compte du stock régulateur, après remboursement des emprunts éventuels, dépasse la valeur des contributions nettes

totales versées par les membres, les fonds excédentaires sont distribués à la fin du présent accord.

Article 40

Le stock régulateur et les modifications des taux de change

1. Si le taux de change entre le ringgit malaisien/dollar de Singapour et les monnaies des principaux membres exportateurs et importateurs de caoutchouc naturel subit une modification d'une ampleur telle qu'elle a des incidences importantes sur les opérations du stock régulateur, le directeur exécutif doit, conformément à l'article 37, ou des membres peuvent, conformément à l'article 14, convoquer une session extraordinaire du Conseil. Le Conseil se réunit dans les dix jours pour confirmer ou annuler les mesures déjà prises par le directeur exécutif en application de l'article 37, et peut, par un vote spécial, décider de prendre des mesures appropriées, y compris la possibilité de réviser la fourchette de prix, en application des principes énoncés à la première phrase des paragraphes 1 et 6 de l'article 32.

2. Le Conseil, par un vote spécial, établit une procédure pour déterminer ce qu'est une modification importante de la parité de ces monnaies à la seule fin d'assurer la convocation en temps voulu du Conseil.

3. S'il existe entre le ringgit malaisien et le dollar de Singapour une divergence d'une ampleur telle qu'elle a des incidences importantes sur les opérations du stock régulateur, le Conseil se réunit pour examiner la situation et peut envisager l'adoption d'une seule monnaie.

Article 41

Procédures de liquidation du compte du stock régulateur

1. À la fin du présent accord, le directeur du stock régulateur établit un état estimatif de toutes les dépenses découlant de la liquidation, ou du transfert à un nouvel accord international sur le caoutchouc naturel, des avoirs du compte du stock régulateur conformément aux dispositions du présent article, et réserve le montant correspondant dans un compte distinct. Si ces soldes sont insuffisants, le directeur du stock régulateur vend une quantité suffisante de caoutchouc naturel du stock régulateur pour se procurer le montant additionnel nécessaire.

2. La part de chaque membre dans le compte du stock régulateur est calculée comme suit :

a) la valeur du stock régulateur est la valeur de la quantité totale de caoutchouc naturel de chaque type/qualité qu'il détient, calculée d'après le plus faible des prix courants des types/qualités respectifs sur les places visées à l'article 33 pendant les trente jours de place précédant la date à laquelle le présent accord prend fin ;

b) la valeur du compte du stock régulateur est la valeur du stock régulateur majorée des avoirs en espèces du compte du stock régulateur à la date à laquelle le présent accord prend fin et déduction faite du montant réservé en application du paragraphe 1 du présent article ;

c) la contribution nette de chaque membre est la somme des contributions qu'il a versées pendant toute la durée du présent accord, déduction faite de tous les remboursements qu'il a reçus en application de l'article 39 ;

d) si la valeur du compte du stock régulateur est supérieure ou inférieure au montant total des contributions nettes, l'excédent ou le déficit, selon le cas, est réparti entre les membres proportionnellement à leur part des contributions nettes pondérée par un coefficient temps, en application du présent accord;

e) la part de chaque membre dans le compte du stock régulateur correspond à sa contribution nette, diminuée ou majorée de sa part dans les déficits ou les excédents du compte du stock régulateur, déduction faite de ses éventuelles obligations au titre d'emprunts non remboursés effectués par le Conseil en son nom.

3. Si le présent accord doit être immédiatement remplacé par un nouvel accord international sur le caoutchouc naturel, le Conseil, par un vote spécial, adopte les procédures propres à assurer le transfert effectif au nouvel accord, selon ce qu'exigera ledit accord, des parts dans le compte du stock régulateur des membres qui ont l'intention de participer au nouvel accord. Tout membre qui ne veut pas participer au nouvel accord a droit au remboursement de sa part :

a) par un prélèvement sur l'encaisse disponible proportionnel à sa part en pourcentage dans le montant total des contributions nettes au compte du stock régulateur, dans un délai de deux mois,

et

b) par prélèvement sur le produit net de l'écoulement des stocks constituant le stock régulateur, au moyen de ventes méthodiques ou au moyen d'un transfert au nouvel accord international sur le caoutchouc naturel aux prix courants du marché, l'opération devant être terminée dans un délai de douze mois,

à moins que le Conseil, par un vote spécial, ne décide d'augmenter les paiements visés sous a) du présent paragraphe.

4. Si le présent accord prend fin sans être remplacé par un nouvel accord international sur le caoutchouc naturel prévoyant un stock régulateur, le Conseil, par un vote spécial, adopte des procédures devant régir l'écoulement méthodique du stock régulateur dans le délai maximal spécifié au paragraphe 7 de l'article 67, sous réserve des prescriptions suivantes :

a) il n'est procédé à aucun autre achat de caoutchouc naturel ;

b) l'Organisation n'engage pas de nouvelles dépenses à l'exception de celles qui sont nécessaires pour écouler le stock régulateur.

5. Sous réserve du droit qu'ont les membres de choisir de se faire rembourser leur part sous forme de caoutchouc naturel conformément au paragraphe 6 du présent article, tout montant en espèces restant éventuellement au compte du stock régulateur est immédiatement distribué aux membres en proportion de leur part telle qu'elle est définie au paragraphe 2 du présent article.

6. Au lieu de se faire rembourser en espèces la totalité ou une fraction de sa part, chaque membre peut choisir de prendre sa part dans les avoirs du compte du stock régulateur sous forme de caoutchouc naturel, sous réserve des procédures adoptées par le Conseil.

7. Le Conseil adopte des procédures appropriées pour l'ajustement et le remboursement des parts des membres dans le compte du stock régulateur. Cet ajustement tient compte :

a) de tout écart pouvant exister entre le prix du caoutchouc naturel spécifié sous a) du paragraphe 2 du présent article et les prix auxquels une partie ou la totalité du stock régulateur est vendue en application des procédures d'écoulement du stock régulateur,

et

b) de la différence entre le montant estimatif et le montant effectif des dépenses de liquidation.

8. Le Conseil se réunit dans les trente jours de la fin des transactions du compte du stock régulateur pour procéder à la liquidation définitive des comptes des membres dans les trente jours suivants.

CHAPITRE IX

RELATIONS AVEC LE FONDS COMMUN

Article 42

Relations avec le Fonds commun

Quand le Fonds commun commencera à fonctionner, le Conseil tirera pleinement parti des facilités offertes par cet organisme, en conformité des principes énoncés dans le présent texte. Le Conseil négociera à cette fin avec le Fonds commun des conditions et modalités mutuellement acceptables pour un accord d'association à signer avec le Fonds commun.

CHAPITRE X

MESURES RELATIVES AUX APPROVISIONNEMENTS

Article 43

Régularité des approvisionnements

1. Les membres exportateurs, dans toute la mesure du possible, s'engagent à mettre en œuvre des politiques et des programmes qui assurent aux consommateurs des approvisionnements réguliers de caoutchouc naturel.

2. Les membres exportateurs continuent de s'efforcer d'améliorer le caoutchouc naturel et d'uniformiser les spécifications des qualités et la présentation du caoutchouc naturel, suivant l'évolution de la technologie et du marché.

3. Au cas où apparaîtrait un risque de pénurie de caoutchouc naturel, le Conseil peut faire des recommandations aux membres en cause concernant les mesures appropriées qui pourraient être prises pour assurer une augmentation aussi rapide que possible des approvisionnements de coutchouc naturel.

Article 44

Autres mesures

1. En vue d'atteindre les objectifs du présent accord, le Conseil définit et propose des mesures et techniques appropriées tendant à promouvoir le développement de l'économie du caoutchouc naturel par les membres producteurs grâce à l'accroissement et à l'amélioration de la production, de la productivité et de la commercialisation, augmentant ainsi les recettes d'exportation des membres producteurs tout en améliorant la sécurité des approvisionnements.

2. À cette fin, le comité des autres mesures procède à des analyses économiques et techniques afin de définir :

a) des programmes et projets de recherche et de développement sur le caoutchouc naturel présentant un intérêt pour les membres exportateurs et importateurs, y compris des activités de recherche scientifique dans des domaines spécifiques ;

b) des programmes et projets de nature à améliorer la productivité de l'industrie du caoutchouc naturel ;

c) les moyens d'améliorer la qualité des approvisionnements de caoutchouc naturel et d'uniformiser la spécification des qualités et la présentation du caoutchouc naturel ;

d) des méthodes permettant d'améliorer le traitement, la commercialisation et la distribution du caoutchouc naturel à l'état brut.

3. Le Conseil examine les incidences financières de ces mesures et techniques et s'emploie à promouvoir et à faciliter l'apport de ressources financières adéquates, selon qu'il convient, par des sources telles que les institutions financières internationales et le deuxième compte du Fonds commun quand il sera créé.

4. Le Conseil peut faire des recommandations, selon qu'il convient, aux membres, aux institutions internationales et autres organisations en vue de promouvoir la mise en œuvre de mesures spécifiques en application du présent article.

5. Le comité des autres mesures revoit périodiquement l'application des mesures que le Conseil décide de promouvoir et de recommander, et fait rapport à ce sujet au Conseil.

CHAPITRE XI

CONSULTATIONS AU SUJET DES POLITIQUES INTÉRIEURES

Article 45

Consultations

Le Conseil procède à des consultations, quand un membre le demande, au sujet des politiques gouvernementales concernant le caoutchouc naturel qui ont des incidences directes sur l'offre ou sur la demande. Le Conseil peut soumettre ses recommandations aux membres pour examen.

CHAPITRE XII

STATISTIQUES, ÉTUDES ET INFORMATION

Article 46

Statistiques et information

1. Le Conseil rassemble, classe et, au besoin, publie les statistiques sur le caoutchouc naturel et les domaines connexes qui sont nécessaires au bon fonctionnement du présent accord.

2. Les membres doivent communiquer rapidement et de façon aussi complète que possible au Conseil les données disponibles concernant la production, la consommation et le commerce international du caoutchouc naturel, en les ventilant par qualités spécifiques.

3. Le Conseil peut aussi demander aux membres de fournir d'autres informations, y compris des renseignements sur des domaines connexes, qui peuvent être nécessaires au bon fonctionnement du présent accord.

4. Les membres doivent, autant que possible, fournir, dans un délai raisonnable, toutes les statistiques et informations susmentionnées, d'une manière qui ne soit pas incompatible avec leur législation nationale.

5. Le Conseil établit des relations étroites avec les organismes internationaux appropriés, dont le groupe international d'étude du caoutchouc, et avec les bourses de commerce pour veiller à ce que des données récentes et fiables soient disponibles sur la production, la consommation, les stocks, le commerce international et les prix du caoutchouc naturel et sur d'autres facteurs qui influencent la demande et l'offre de caoutchouc naturel.

6. Le Conseil veille à ce qu'aucune des informations publiées ne porte atteinte au secret des opérations des particuliers ou des sociétés qui produisent, traitent ou commercialisent le caoutchouc naturel ou des produits apparentés.

Article 47

Évaluation annuelle, estimations et études

1. Le Conseil établit et publie une évaluation annuelle de la situation mondiale du caoutchouc naturel et des domaines connexes, compte tenu des renseignements communiqués par les membres et par tous les organismes intergouvernementaux et internationaux compétents.

2. Au moins une fois par semestre, le Conseil procède à une estimation de la production, de la consommation, des exportations et des importations de caoutchouc naturel de tous types et qualités pour le semestre suivant. Il communique aux membres ces estimations.

3. Le Conseil établit, ou prend les dispositions voulues pour établir, des études sur les tendances de la production, de la consommation, du commerce, de la commercialisation et des prix du caoutchouc naturel, ainsi que sur les problèmes à court et à long terme de l'économie mondiale du caoutchouc naturel.

Article 48

Examen annuel

1. Le Conseil examine chaque année le fonctionnement du présent accord eu égard aux objectifs énoncés à l'article 1er. Il informe les membres des résultats de l'examen.

2. Le Conseil peut ensuite formuler des recommandations à l'intention des membres, et ultérieurement prendre des mesures dans les limites de sa compétence pour améliorer l'efficacité du fonctionnement du présent accord.

CHAPITRE XIII

DISPOSITION DIVERSES

Article 49

Obligations générales des membres

1. Pendant la durée du présent accord, les membres mettront tout en œuvre et coopéreront pour favoriser la réalisation des objectifs du présent accord et ne prendront aucune mesure allant à l'encontre desdits objectifs.

2. Les membres chercheront en particulier à améliorer la situation de l'économie du caoutchouc naturel et à encourager la production et l'emploi de ce produit de manière à promouvoir la croissance et la modernisation de l'économie du caoutchouc naturel dans l'intérêt mutuel des producteurs et des consommateurs.

3. Les membres acceptent de se considérer liés par toutes les décisions que le Conseil prendra en application du présent accord et ne prendront pas de mesures qui auraient pour effet de limiter ou de contrecarrer ces décisions.

Article 50

Obstacles au commerce

1. Le Conseil détermine, d'après l'évaluation annuelle de la situation mondiale du caoutchouc visée à l'article 47, les obstacles à l'expansion du commerce du caoutchouc naturel sous forme brute, semi-transformée ou modifiée.

2. Le Conseil peut, aux fins du présent article, recommander aux membres de rechercher dans des organismes internationaux appropriés des mesures concrètes mutuellement acceptables destinées à supprimer progressivement ces obstacles et, si possible, à les éliminer complètement. Il examine périodiquement les résultats de ces recommandations.

Article 51

Transport et structure du marché du caoutchouc naturel

Le Conseil devrait encourager et faciliter la promotion de taux de fret raisonnables et équitables et l'amélioration du système de transport, de façon à assurer des approvisionnements réguliers aux marchés et à permettre des économies sur le coût des produits commercialisés.

Article 52

Mesures différenciées et correctives

Les membres en développement importateurs, et ceux des pays les moins avancés qui sont membres, dont les intérêts sont lésés par des mesures prises en application du présent accord, peuvent s'adresser au Conseil pour des mesures différenciées et correctives appropriées. Le Conseil envisage de prendre de telles mesures appropriées conformément aux paragraphes 3 et 4 de la section III de la résolution 93 (IV) de la conférence des Nations unies sur le commerce et le développement.

Article 53

Dispenses

1. Quand des circonstances exceptionnelles ou des raisons de force majeure qui ne sont pas expressément envisagées dans le présent accord l'exigent, le Conseil peut, par un vote spécial, dispenser un membre d'une obligation prescrite par le présent accord si les explications données par ce membre le convainquent quant aux raisons qui l'empêchent de respecter cette obligation.

2. Quand il accorde une dispense à un membre en vertu du paragraphe 1 du présent article, le Conseil précise les modalités, les conditions, la durée et les motifs de cette dispense.

Article 54

Normes de travail équitables

Les membres déclarent qu'ils s'efforceront d'appliquer des normes de travail propres à améliorer le niveau de vie de la main-d'œuvre dans leur secteur du caoutchouc naturel.

CHAPITRE XIV

PLAINTES ET DIFFÉRENDS

Article 55

Plaintes

1. Toute plainte contre un membre pour manquement aux obligations que le présent accord lui impose est, à la demande du membre auteur de la plainte, déférée au Conseil, qui statue après consultation des membres intéressés.

2. La décision par laquelle le Conseil conclut qu'un membre a manqué aux obligations que le présent accord lui impose spécifie la nature du manquement.

3. Toutes les fois qu'il conclut, que ce soit ou non à la suite d'une plainte, qu'un membre a enfreint le présent accord, le Conseil peut, par un vote spécial et sans préjudice des autres mesures expressément prévues dans d'autres articles du présent accord :

a) suspendre les droits de vote de ce membre au Conseil et, s'il le juge nécessaire, suspendre tous autres droits du membre en question, y compris le droit d'exercer une fonction au Conseil ou à l'un

quelconque des comités institués en application de l'article 19 ainsi que le droit d'être admis comme membre de ces comités, jusqu'à ce qu'il se soit acquitté de ses obligations,

ou

b) prendre la décision prévue à l'article 65, si le manquement entrave sérieusement le fonctionnement du présent accord.

Article 56

Différends

1. Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent accord qui n'est pas réglé entre les membres en cause est, à la demande de tout membre partie au différend, déféré au Conseil pour décision.

2. Quand un différend est déféré au Conseil en vertu du paragraphe 1 du présent article, une majorité des membres détenant au moins le tiers du total des voix peut demander au Conseil de prendre, après examen de l'affaire et avant de rendre sa décision, l'opinion, sur la question en litige, d'une commission consultative, constituée ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 3 du présent article.

3. a) À moins que le Conseil, par un vote spécial, n'en décide autrement, la commission consultative est composée de cinq personnes se répartissant comme suit :

i) deux personnes, désignées par les membres exportateurs, dont l'une possède une grande expérience des questions du genre de celle qui est en litige et l'autre est un juriste qualifié et expérimenté,

ii) deux personnes de qualifications analogues, désignées par les membres importateurs,

iii) un président choisi à l'unanimité par les quatre personnes désignées conformément aux lettres i) et ii) du présent sous-paragraphe, ou en cas de désaccord entre elles, par le président du Conseil.

b) Des ressortissants de membres et de non-membres peuvent siéger à la commission consultative.

c) Les membres de la commission consultative siègent à titre personnel et sans recevoir d'instructions d'aucun gouvernement.

d) Les dépenses de la commission consultative sont à la charge de l'Organisation.

4. L'opinion motivée de la commission consultative est soumise au Conseil qui, après avoir pris en considération toutes les données pertinentes, statue par un vote spécial.

CHAPITRE XV

CLAUSES FINALES

Article 57

Signature

Le présent accord sera ouvert à la signature des gouvernements invités à la conférence des Nations unies sur le caoutchouc naturel, 1978, au siège de l'Organisation des Nations unies, du 2 janvier au 30 juin 1980 inclus.

Article 58

Dépositaire

Le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies est désigné comme dépositaire du présent accord.

Article 59

Ratification, acceptation et approbation

1. Le présent accord est sujet à ratification, acceptation ou approbation par les gouvernements signataires conformément à leur procédure constitutionnelle ou institutionnelle.

2. Les instruments de ratification, d'approbation ou d'acceptation seront déposés auprès du dépositaire le 30 septembre 1980 au plus tard. Le Conseil pourra, toutefois, accorder des délais aux gouvernements signataires qui n'auront pu déposer leur instrument à cette date.

3. Chaque gouvernement qui dépose un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation se déclare, au moment au dépôt, membre exportateur ou membre importateur.

Article 60

Notification d'application à titre provisoire

1. Un gouvernement signataire qui a l'intention de ratifier, d'accepter ou d'approuver le présent accord, ou un gouvernement pour lequel le Conseil a fixé des conditions d'adhésion mais qui n'a pas encore pu déposer son instrument, peut, à tout moment, notifier au dépositaire qu'il appliquera intégralement le présent accord à titre provisoire, soit quand celui-ci entrera en vigueur conformément à l'article 61, soit, s'il est déjà en vigueur, à une date spécifiée.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent article, un gouvernement peut stipuler, dans sa notification d'application à titre provisoire, qu'il appliquera le présent accord seulement dans les limites de ses procédures constitutionnelles et/ou législatives. Le gouvernement qui fait une telle stipulation doit toutefois honorer toutes ses obligations financières relatives au compte administratif. La qualité de membre

provisoire reconnue au gouvernement qui fait une telle notification ne l'est que pour les dix-huit mois suivant l'entrée en vigueur provisoire du présent accord. S'il s'avère nécessaire de procéder à un appel de fonds destinés au compte du stock régulateur pendant les dix-huit mois en question, le Conseil prend une décision quant au statut d'un gouvernement ayant la qualité de membre provisoire en vertu du présent paragraphe.

Article 61

Entrée en vigueur

1. Le présent accord entrera en vigueur à titre définitif le 1er octobre 1980, ou à toute date ultérieure, si, à cette date, des gouvernements totalisant au moins 80 % des exportations nettes indiquées à l'annexe A du présent accord, et des gouvernements totalisant au moins 80 % des importations nettes indiquées à l'annexe B du présent accord, ont déposé leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou ont assumé dans son intégralité leur engagement financier à l'égard du présent accord.

2. Le présent accord entrera en vigueur à titre provisoire le 1er octobre 1980, ou à une date quelconque dans les deux années qui suivront, si, à cette date, des gouvernements totalisant au moins 65 % des exportations nettes indiquées à l'annexe A du présent accord, et des gouvernements totalisant au moins 65 % des importations nettes indiquées à l'annexe B du présent accord, ont déposé leurs instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou ont notifié au dépositaire en vertu de l'article 60 qu'ils appliqueront le présent accord à titre provisoire. Le présent accord restera en vigueur à titre provisoire pendant dix-huit mois au maximum, à moins qu'il n'entre en vigueur à titre définitif en vertu du paragraphe 1 du présent article ou que le Conseil n'en décide autrement en application du paragraphe 4 du présent article.

3. Si le présent accord n'entre pas en vigueur à titre provisoire en application du paragraphe 2 du présent article dans un délai de deux ans à compter du 1er octobre 1980, le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies invitera, aussitôt qu'il le jugera possible après cette date, les gouvernements qui auront déposé leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou qui lui auront notifié qu'ils appliqueront le présent accord à titre provisoire, et tous les autres gouvernements qui ont participé à la conférence des Nations unies sur le caoutchouc naturel, 1978, à se réunir en vue de recommander si les gouvernements qui sont en mesure de le faire devraient ou non prendre les mesures nécessaires pour mettre le présent accord en vigueur entre eux, à titre provisoire ou définitif, en totalité ou en partie. Si aucune conclusion n'est arrêtée à cette réunion, le secrétaire général de l'Organistaion des Nations unies pourra convoquer ultérieurement d'autres réunions semblables s'il le juge approprié.

4. Si les conditions prévues au paragraphe 1 du présent article pour l'entrée en vigueur définitive au présent accord ne sont pas remplies pendant la période de dix-huit mois civils durant laquelle l'accord était en vigueur à titre provisoire en vertu du paragraphe 2 du présent article, le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies convoquera, aussitôt qu'il le jugera possible, mais en tout état de cause avant l'expiration de la période de dix-huit mois susmentionnée, les gouvernements qui auront déposé leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou qui lui auront notifié qu'ils appliqueront le présent accord à titre provisoire, et tous les autres gouvernements qui ont participé à la conférence des Nations unies sur le caoutchouc naturel, 1978, afin d'examiner l'avenir du présent accord. Compte tenu des recommandations de la réunion convoquée par le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, le Conseil se réunira pour décider de l'avenir du présent accord. Le Conseil, par un vote spécial, décidera alors :

a) de mettre le présent accord en vigueur à titre définitif entre les membres du moment, en totalité ou en partie ;
b) de maintenir le présent accord en vigueur à titre provisoire entre les membres du moment, en totalité ou en partie, pour une année de plus ;
ou
c) de renégocier le présent accord.

Si le Conseil n'arrive à aucune décision, le présent accord prendra fin à l'expiration de la période de dix-huit mois.

5. Si un gouvernement dépose son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion après l'entrée en vigueur du présent accord, celui-ci entrera en vigueur pour ledit gouvernement à la date de ce dépôt.

6. Le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies convoquera la première session du Conseil aussitôt que possible après l'entrée en vigueur du présent accord.

Article 62

Adhésion

1. Les gouvernements de tous les États peuvent adhérer au présent accord aux conditions que le Conseil détermine et qui comprennent un délai pour le dépôt des instruments d'adhésion. Le Conseil peut toutefois accorder une prorogation aux gouvernements qui ne peuvent pas déposer leur instrument d'adhésion dans le délai fixé.

2. L'adhésion se fait par le dépot d'un instrument d'adhésion auprès du dépositaire.

Article 63

Amendements

1. Le Conseil peut, par un vote spécial, recommander aux membres des amendements au présent accord.

2. Le Conseil fixe la date à laquelle les membres doivent notifier au dépositaire qu'ils acceptent l'amendement.

3. Tout amendement entre en vigueur quatre-vingt-dix jours après que le dépositaire a reçu des notifications d'acceptation de membres constituant au moins les deux tiers des membres exportateurs et totalisant au moins 85 % des voix des membres exportateurs, et de membres constituant au moins les deux tiers des membres importateurs et totalisant au moins 85 % des voix des membres importateurs.

4. Après que le dépositaire a informé le Conseil que les conditions requises pour l'entrée en vigueur de l'amendement ont été satisfaites, et nonobstant les dispositions du paragraphe 2 du présent article relatives à la date fixée par le Conseil, tout membre peut encore notifier au dépositaire qu'il accepte l'amendement, à condition que cette notification soit faite avant l'entrée en vigueur de l'amendement.

5. Tout membre qui n'a pas notifié son acceptation d'un amendement à la date à laquelle ledit amendement entre en vigueur cesse d'être partie contractante au présent accord à compter de cette date, à moins qu'il n'ait prouvé au Conseil qu'il n'a pas pu accepter l'amendement en temps voulu par suite de difficultés rencontrées pour mener à terme sa procédure constitutionnelle ou institutionnelle et que le Conseil ne décide de prolonger pour ledit membre le délai d'acceptation. Ce membre n'est pas lié par l'amendement tant qu'il n'a pas notifié qu'il l'accepte.

6. Si les conditions requises pour l'entrée en vigueur de l'amendement ne sont pas satisfaites à la date fixée par le Conseil conformément au paragraphe 2 du présent article, l'amendement est réputé retiré.

Article 64

Retrait

1. Tout membre peut se retirer du présent accord à tout moment après l'entrée en vigueur de celui-ci en notifiant son retrait au dépositaire. Ledit membre informe simultanément le Conseil de la décision qu'il a prise.

2. Un an après que sa notification a été reçue par le dépositaire, ledit membre cesse d'être partie contractante au présent accord.

Article 65

Exclusion

Si le Conseil conclut qu'un membre a manqué aux obligations que le présent accord lui impose et s'il décide en outre que ce manquement entrave sérieusement le fonctionnement du présent accord, il peut, par un vote spécial, exclure ce membre du présent accord. Le Conseil en donne immédiatement notification au dépositaire. Ledit membre cesse d'être partie contractante au présent accord un an après la date de la décision du Conseil.

Article 66

Liquidation des comptes de membres qui se retirent ou sont exclus ou de membres qui ne sont pas en mesure d'accepter un amendement

1. Conformément au présent article, le Conseil procède à la liquidation des comptes d'un membre qui cesse d'être partie contractante au présent accord en raison :

a) de la non-acceptation d'un amendement au présent accord en application de l'article 63 ;

b) du retrait du présent accord en application de l'article 64,

ou

c) de l'exclusion du présent accord en application de l'article 65.

2. Le Conseil garde toute contribution versée au compte administratif par un membre qui cesse d'être partie contractante au présent accord.

3. Le Conseil rembourse, conformément à l'article 41, la part que détient dans le compte du stock régulateur un membre qui cesse d'être partie contractante par suite de non-acceptation d'un amendement au présent accord, de retrait ou d'exclusion, déduction faite de la part dudit membre dans d'éventuels excédents.

a) Le remboursement à un membre qui cesse d'être partie contractante en raison de la non-acceptation d'un amendement au présent accord est effectué un an après que l'amendement en cause est entré en vigueur.

b) Le remboursement à un membre qui se retire est effectué dans un délai de soixante jours après que ledit membre cesse d'être partie contractante au présent accord, à moins que, par suite de ce retrait, le Conseil décide de mettre fin au présent accord, en application du paragraphe 6 de l'article 67, avant le remboursement, auquel cas les dispositions de l'article 41 et du paragraphe 7 de l'article 67 sont applicables.

c) Le remboursement à un membre qui est exclu est effectué dans un délai de soixante jours après que ledit membre cesse d'être partie contractante au présent accord.

4. Si le compte du stock régulateur ne peut effectuer le remboursement en espèces exigible en application des lettres a), b) ou c) du paragraphe 3 du présent article sans que la viabilité du compte du stock régulateur en soit compromise ou sans qu'il soit nécessaire de procéder à un appel de contributions supplémentaires auprès des membres pour couvrir le montant à rembourser, le remboursement est différé jusqu'à ce que la quantité nécessaire de caoutchouc naturel du stock régulateur puisse être vendue à un prix égal ou supérieur au prix d'intervention supérieur. Si, avant la fin de la période d'une année stipulée à l'article 64, le Conseil

informe un membre qui se retire que le remboursement devra être différé conformement au présent paragraphe, la période d'une année entre la notification de l'intention de retrait et le retrait effectif peut, si le membre qui se retire le désire, être prolongée jusqu'à ce que le Conseil informe ce membre que le remboursement de sa part peut être effectué dans les soixante jours.

5. Un membre qui a reçu en remboursement un montant approprié en application du présent article n'aura droit à aucune part du produit de la liquidation de l'Organisation. Il ne pourra lui être imputé non plus aucun déficit éventuel de l'Organisation après que le remboursement aura été effectué.

Article 67

Durée, prorogation et fin du présent accord

1. Le présent accord restera en vigueur pendant une période de cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur, à moins qu'il ne soit prorogé en application des paragraphes 2, 3 ou 4 du présent article ou qu'il n'y soit mis fin en application des paragraphes 5 ou 6 du présent article.

2. Avant l'expiration de la période de cinq ans visée au paragraphe 1 du présent article, le Conseil peut, par un vote spécial, décider de proroger le présent accord pour une période ne dépassant pas deux ans et/ou de le renégocier. Le Conseil notifie cette ou ces décisions au dépositaire.

3. Si, avant l'expiration de la période de cinq ans visée au paragraphe 1 du présent article, les négociations en vue d'un nouvel accord destiné à remplacer le présent accord n'ont pas encore abouti, le Conseil peut, par un vote spécial, proroger le présent accord pour une période ne dépassant pas deux ans. Le Conseil notifie cette prorogation au dépositaire.

4. Si, avant l'expiration de la période de cinq ans visée au paragraphe 1 du présent article, un nouvel accord destiné à remplacer le présent accord a été négocié mais n'est pas encore entré en vigueur à titre provisoire ou définitif, le Conseil peut, par un vote spécial, proroger le présent accord jusqu'à l'entrée en vigueur à titre provisoire ou définitif du nouvel accord, sous réserve que cette prorogation ne dépasse pas deux ans. Le Conseil notifie la prorogation au dépositaire.

5. Si un nouvel accord international sur le caoutchouc naturel est négocié et entre en vigueur alors que le présent accord est en cours de prorogation conformément aux paragraphes 2, 3 ou 4 du présent article, le présent accord, tel qu'il a été prorogé, prend fin au moment de l'entrée en vigueur du nouvel accord.

6. Le Conseil peut à tout moment, par un vote spécial, décider de mettre fin au présent accord avec effet à la date de son choix. Le Conseil notifie sa décision au dépositaire.

7. Nonobstant la fin du présent accord, le Conseil continue d'exister pendant une période ne dépassant pas trois ans pour procéder à la liquidation de l'Organisation, y compris la liquidation des comptes, et à la cession des avoirs en conformité des dispositions de l'article 41 et sous réserve des décisions pertinentes à prendre par un vote spécial, et il a, pendant ladite période, les pouvoirs et fonctions qui peuvent lui être nécessaires à ces fins.

Article 68

Réserves

Aucune réserve ne peut être faite en ce qui concerne l'une quelconque des dispositions du présent accord.

Article 69

Textes du présent accord faisant foi

Les textes du présent accord en anglais, chinois, espagnol, français et russe font tous également foi.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leur gouvernement, ont signé le présent accord à la date qui figure en regard de leur signature.

Fait à Genève, le six octobre mille neuf cent soixante-dix-neuf.

Texte certifié faisant foi

E.V. MBULI

Secrétaire de la conférence des Nations unies sur le caoutchouc naturel, 1978

ANNEXE A

Pays exportateurs et leurs parts, calculées aux fins de l'article 61, dans le total des exportations nettes des pays ayant participé à la conférence des Nations unies sur le caoutchouc naturel

	Pourcentages (¹)
Bolivie	0,081
Cameroun	0,514
Inde	0,199
Indonésie	25,387
Libéria	2,551
Malaisie	48,218
Nigéria	1,313
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,150
Philippines	0,018
Singapour	4,406
Sri Lanka	4,367
Thaïlande	12,004
Zaïre	0,792
Total	100,000

ANNEXE B

Pays et groupes de pays importateurs et leurs parts, calculées aux fins de l'article 61, dans le total des importations nettes des pays ayant participé à la conférence des Nations unies sur le caoutchouc naturel

	Pourcentages (²)
Algérie	0,081
Australie	1,467
Autriche	0,683
Brésil	1,836
Bulgarie	0,394
Canada	2,934
Chine	7,707
Communauté économique européenne	23,283
Allemagne, république fédérale d'	6,435
Belgique/Luxembourg	0,772
Danemark	0,171
France	5,428
Irlande	0,273
Italie	4,150
Pays-Bas	0,733
Royaume-Uni	5,321
Égypte	0,097
Équateur	0,050
Espagne	3,178
États-Unis	24,756
Iraq	0,051
Finlande	0,226
Ghana	0,141
Guatemala	0,070
Hongrie	0,534
Japon	10,780
Madagascar	0,000

(¹) Il s'agit des parts exprimées en pourcentage du total des exportations nettes de caoutchouc naturel pendant la période quinquennale allant de 1974 à 1978.

(²) Il s'agit des parts exprimées en pourcentage du total des importations nettes de caoutchouc naturel pendant la période triennale 1976, 1977 et 1978.

Malte	0,000
Maroc	0,150
Mexique	1,325
Norvège	0,094
Nouvelle-Zélande	0,291
Panama	0,000
Pérou	0,225
Pologne	1,980
République arabe syrienne	0,014
République de Corée	3,189
République démocratique allemande	1,258
Roumanie	1,529
Somalie	0,000
Suède	0,439
Suisse	0,122
Tchécoslovaquie	1,810
Tunisie	0,008
Turquie	0,758
Union des républiques socialistes soviétiques	7,148
Uruguay	0,117
Venezuela	0,306
Yougoslavie	0,969
Total	100,000

ANNEXE C

Coût estimatif du stock régulateur, calculé par le Président de la conférence des Nations unies sur le caoutchouc naturel, 1978

Le coût de l'acquisition et du fonctionnement d'un stock régulateur de 550 000 tonnes pourrait, en temps normal, se calculer en multipliant ce chiffre par le prix de déclenchement inférieur (168 cents de Malaisie/Singapour le kilogramme) et en ajoutant au résultat un montant équivalant à 10 % de ce prix.

ΠΡΟΟΙΜΙΟ

ΤΑ ΣΥΜΒΑΛΛΟΜΕΝΑ ΜΕΡΗ,

ΥΠΕΝΘΥΜΙΖΟΝΤΑΣ τή δήλωση καί τό πρόγραμμα δράσεως περί τῆς ἐγκαθιδρύσεως μιᾶς νέας διεθνοῦς οἰκονομικῆς τάξεως([1]),

ΑΝΑΓΝΩΡΙΖΟΝΤΑΣ ἰδίως τή σπουδαιότητα τῶν ἀποφάσεων 93 (IV) καί 124 (V) περί τοῦ ὁλοκληρωμένου προγράμματος γιά τά βασικά προϊόντα, τίς ὁποῖες ἡ Συνδιάσκεψη τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἐπί τοῦ Ἐμπορίου καί τῆς Ἀναπτύξεως, υἱοθέτησε στήν τέταρτη καί πέμπτη σύνοδό της,

ΑΝΑΓΝΩΡΙΖΟΝΤΑΣ τή σημασία τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ γιά τήν οἰκονομία τῶν μελῶν καί εἰδικώτερα γιά τίς ἐξαγωγές, ὅσον ἀφορᾶ τά ἐξαγωγικά μέλη καί γιά τόν ἐφοδιασμό, ὅσον ἀφορᾶ τά εἰσαγωγικά μέλη,

ΑΝΑΓΝΩΡΙΖΟΝΤΑΣ ΠΕΡΑΙΤΕΡΩ ὅτι ἡ σταθεροποίηση τῶν τιμῶν τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ θά ἐξυπηρετήσει τά συμφέροντα τῶν παραγωγῶν, τῶν καταναλωτῶν καί τῶν ἀγορῶν τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ καί ὅτι μία διεθνής συμφωνία γιά τό φυσικό καουτσούκ δύναται νά συμβάλλει πολύ στήν ἀνάπτυξη καί στήν ἐξέλιξη τῆς βιομηχανίας τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ τόσο ὑπέρ τῶν παραγωγῶν ὅσο καί ὑπέρ τῶν καταναλωτῶν,

ΣΥΝΕΦΩΝΗΣΑΝ ΤΑ ΕΞΗΣ:

ΚΕΦΑΛΑΙΟ Ι

ΣΤΟΧΟΙ

Ἄρθρο 1

Στόχοι

Οἱ στόχοι τῆς διεθνοῦς συμφωνίας τοῦ 1979 γιά τό φυσικό καουτσούκ (ἀποκαλουμένης κατωτέρω «ἡ παρούσα συμφωνία»), μέ σκοπό τήν ἐκπλήρωση τῶν σχετικῶν στόχων πού υἱοθετήθηκαν ἀπό τή Συνδιάσκέψη τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν γιά τό Ἐμπόριο καί τήν Ἀνάπτυξη στίς ἀποφάσεις της 93 (IV) καί 124 (V), περί τοῦ ὁλοκληρωμένου προγράμματος γιά τά βασικά προϊόντα, εἶναι, μεταξύ ἄλλων, οἱ ἀκόλουθοι:

α) νά ἐξασφαλισθεῖ μία ἐξισορροπημένη αὔξηση τῆς προσφορᾶς καί τῆς ζητήσεως τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ, συμβάλλοντας ἔτσι στήν ἄμβλυνση τῶν σοβαρῶν δυσχερειῶν πού εἶναι δυνατόν νά δημιουργήσουν τά πλεονάσματα ἤ τά ἐλλείμματα φυσικοῦ καουτσούκ·

β) νά ἐξασφαλισθεῖ ἡ σταθερότης τοῦ ἐμπορίου τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ, ἀποφευγομένων τῶν ὑπερβολικῶν διακυμάνσεων τῶν τιμῶν τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ πού βλάπτουν συγχρόνως τά μακροπρόθεσμα συμφέροντα τόσο τῶν παραγωγῶν ὅσο καί τῶν καταναλωτῶν, καί σταθεροποιουμένων τῶν τιμῶν αὐτῶν χωρίς νά νοθεύονται μακροπρόθεσμα οἱ τάσεις τῆς ἀγορᾶς, πρός τό συμφέρον τῶν παραγωγῶν καί τῶν καταναλωτῶν·

γ) νά ὑποβοηθηθεῖ ἡ σταθεροποίηση τῶν ἐσόδων τά ὁποῖα ἀντλοῦν τά ἐξαγωγικά μέλη ἀπό τήν ἐξαγωγή τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ καί ἡ ἐπαύξηση τῶν ἐσόδων τους ἀπό αὔξηση τῶν ἐξαγομένων ποσοτήτων τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ σέ δίκαιες καί συμφέρουσες τιμές, συμβάλλοντας ἔτσι στήν ἀναγκαία ἐνθάρρυνση γιά μιά δυναμική αὔξηση τῆς παραγωγῆς καί τῶν παραγωγικῶν πόρων πού νά ἐπιτρέπει τήν ἐπιτάχυνση τῆς οἰκονομικῆς ἀναπτύξεως καί τῆς κοινωνικῆς προόδου·

δ) νά ἐπιδιωχθεῖ ἡ ἐξασφάλιση ἐφοδιασμοῦ σέ φυσικό καουτσούκ πού νά εἶναι ἐπαρκής ὥστε νά ἀνταποκρίνεται, σέ δίκαιες καί λογικές τιμές, στίς ἀνάγκες τῶν εἰσαγωγικῶν μελῶν καί νά ἐνισχυθεῖ ἡ ἀσφάλεια καί ἡ κανονικότητα τοῦ ἐφοδιασμοῦ αὐτοῦ·

ε) νά λαμβάνονται ἐφικτά μέτρα, σέ περίπτωση πλεονάσματος ἤ ἐλλείμματος τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ, γιά τήν ἄμβλυνση τῶν οἰκονομικῶν δυσχερειῶν τίς ὁποῖες ἐνδεχομένως ἀντιμετωπίζουν τά μέλη·

στ) νά ἐπιδιωχθεῖ ἡ ἀνάπτυξη τοῦ διεθνοῦς ἐμπορίου τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ καί τῶν μεταποιημένων προϊόντων πού προέρχονται ἀπό αὐτό καί ἡ βελτίωση τῶν συνθηκῶν εἰσόδου τους στήν ἀγορά·

ζ) νά βελτιωθεῖ ἡ ἀνταγωνιστικότης τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ, ἐνθαρρυνομένης τῆς ἐρεύνης καί τῆς ἐξετάσεως τῶν προβλημάτων τοῦ προϊόντος αὐτοῦ·

([1]) Ἀποφάσεις 3201 (S-VI) καί 3202 (S-VI) τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως τῆς 1ης Μαΐου 1974.

η) νά ἐνθαρρυνθεῖ ἡ πραγματική ἀνάπτυξη τῆς οἰκονομίας τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ μέ τήν διευκόλυνση καί τήν προώθηση τῶν βελτιώσεων στήν ἐπεξεργασία, στήν ἐμπορία καί στή διανομή τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ σέ ἀκατέργαστη μορφή·

θ) νά εὐνοηθεῖ ἡ διεθνής συνεργασία καί οἱ διαβουλεύσεις στόν τομέα τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ, ἐπί θεμάτων πού ἀναφέρονται στήν προσφορά καί στή ζήτηση, καί νά διευκολυνθεῖ ἡ προώθηση καί ὁ συντονισμός τῶν προγραμμάτων ἐρεύνης, τῶν προγραμμάτων βοηθείας καί τῶν ἄλλων προγραμμάτων πού ἀφοροῦν τό προϊόν αὐτό.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΙΙ

ΟΡΙΣΜΟΙ

Ἄρθρο 2

Ὁρισμοί

Κατά τήν ἔννοια τῆς παρούσης συμφωνίας:

1. Ὡς «φυσικό καουτσούκ» νοεῖται τό μή βουλκανισμένο ἐλαστομερές ὑπό ὑγρά ἤ στερεά μορφή, τό ἐξαγόμενο ἀπό τήν *Hevea Brasiliensis* ἤ ἀπό κάθε ἄλλο φυτό τό ὁποῖο τό Συμβούλιο δύναται νά ὁρίσει, πρός τούς σκοπούς τῆς παρούσης συμφωνίας.

2. Ὡς «συμβαλλόμενο μέρος» νοεῖται ἡ κυβέρνηση ἤ ὁ διακυβερνητικός ὀργανισμός πού ἀναφέρεται στό ἄρθρο 5 καί πού δεσμεύεται μέ τήν παρούσα συμφωνία κατά τρόπο προσωρινό ἤ ὁριστικό.

3. Ὡς «μέλος» νοεῖται τό συμβαλλόμενο μέρος ὅπως ὁρίζεται στό σημεῖο 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

4. Ὡς «ἐξαγωγικό μέλος» νοεῖται τό μέλος πού ἐξάγει φυσικό καουτσούκ καί τό ὁποῖο δηλώνει ὅτι εἶναι ἐξαγωγικό μέλος ὑπό τήν ἐπιφύλαξη τῆς συγκαταθέσεως τοῦ Συμβουλίου.

5. Ὡς «εἰσαγωγικό μέλος» νοεῖται τό μέλος πού εἰσάγει φυσικό καουτσούκ καί τό ὁποῖο δηλώνει ὅτι εἶναι εἰσαγωγικό μέλος ὑπό τήν ἐπιφύλαξη τῆς συγκαταθέσεως τοῦ Συμβουλίου.

6. Ὡς «Ὀργανισμός» νοεῖται ὁ Διεθνής Ὀργανισμός Φυσικοῦ Καουτσούκ πού ἀναφέρεται στό ἄρθρο 3.

7. Ὡς «συμβούλιο» νοεῖται τό Διεθνές Συμβούλιο Φυσικοῦ Καουτσούκ πού ἀναφέρεται στό ἄρθρο 6.

8. Ὡς «εἰδική ψηφοφορία» νοεῖται ἡ ψηφοφορία γιά τήν ὁποία ἀπαιτοῦνται τό λιγότερο τά δύο τρίτα τῶν ψηφισάντων ἐκ τῶν παρόντων καί ψηφιζόντων ἐξαγωγικῶν μελῶν καί τό λιγότερο τά δύο τρίτα τῶν ψηφισάντων ἐκ τῶν παρόντων καί ψηφιζόντων εἰσαγωγικῶν μελῶν, ὑπολογιζόμενα χωριστά, ὑπό τήν προϋπόθεση ὅτι οἱ ψηφίσαντες ἀποτελοῦν τό ἥμισυ τῶν παρόντων καί ψηφιζόντων μελῶν ἑκάστης κατηγορίας.

9. Ὡς «ἐξαγωγές φυσικοῦ καουτσούκ» νοοῦνται οἱ ποσότητες φυσικοῦ καουτσούκ πού ἐγκαταλείπουν τό τελωνειακό ἔδαφος ἑνός μέλους καί ὡς «εἰσαγωγές τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ», οἱ ποσότητες φυσικοῦ καουτσούκ πού εἰσέρχονται στό τελωνειακό ἔδαφος ἑνός μέλους, νοουμένου ὅτι, κατά τήν ἔννοια τῶν παρόντων ὁρισμῶν, τό τελωνειακό ἔδαφος ἑνός μέλους πού ἀποτελεῖται ἀπό δύο ἤ περισσότερα τελωνειακά ἐδάφη θεωρεῖται ὅτι ἀποτελεῖται ἀπό τά δύο αὐτά τελωνειακά ἐδάφη ἑνωμένα.

10. Ὡς «ψηφοφορία μέ ἁπλή κατανεμημένη πλειοψηφία», νοεῖται ἡ ψηφοφορία γιά τήν ὁποία ἀπαιτεῖται πλέον τοῦ ἡμίσεος τοῦ συνόλου τῶν ψηφισάντων ἐκ τῶν παρόντων καί ψηφιζόντων ἐξαγωγικῶν μελῶν καί πλέον τοῦ ἡμίσεως τοῦ συνόλου τῶν ψηφισάντων ἐκ τῶν παρόντων καί ψηφιζόντων εἰσαγωγικῶν μελῶν, ὑπολογιζομένων χωριστά.

11. Ὡς «ἐλευθέρως χρησιμοποιούμενα νομίσματα» νοοῦνται τό γερμανικό μάρκο, τό δολλάριο τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν, τό γαλλικό φράγκο, ἡ λίρα στερλίνα καί τό ἰαπωνικό γιέν.

12. Ὡς «χρήση» νοεῖται ἡ περίοδος ἀπό τήν 1η Ἰανουαρίου μέχρι τῆς 31ης Δεκεμβρίου συμπεριλαμβανομένης.

13. Ὡς «ἔναρξη τῆς ἰσχύος» νοεῖται ἡ ἡμερομηνία κατά τήν ὁποία ἀρχίζει νά ἰσχύει ἡ παρούσα συμφωνία κατά τρόπο προσωρινό ἤ ὁριστικό, κατά τό ἄρθρο 61.

14. Ὡς «τόννος» νοεῖται ἕνας μετρικός τόννος δηλαδή 1 000 χιλιόγραμμα.

15. Ὡς «ὑπόσχεση κυβερνητικῆς ἐγγυήσεως» νοοῦνται οἱ χρηματικές ὑποχρεώσεις ἔναντι τοῦ Συμβουλίου τίς ὁποῖες ἀναλαμβάνουν τά μέλη γιά τήν ἐξασφάλιση τῆς χρηματοδοτήσεως τοῦ ἐκτάκτου ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος καί τῶν ὁποίων τό Συμβούλιο δύναται νά ζητήσει τήν ἐκπλήρωση γιά τήν ἀντιμετώπιση τῶν χρηματικῶν ὑποχρεώσεών του σύμφωνα μέ τό ἄρθρο 28· τά μέλη εὐθύνονται ἀποκλειστικά ἔναντι τοῦ Συμβουλίου μέχρι τοῦ ποσοῦ τῆς ὑποσχέσεως ἐγγυήσεως.

16. Ὡς «cent Μαλαισίας-Σιγκαπούρης», νοεῖται ὁ μέσος ὅρος τοῦ μαλαισιανοῦ sen καί τοῦ cent τῆς Σιγκαπούρης στήν τιμή συναλλάγματος κατά μιά δεδομένη χρονική στιγμή.

17. Ὡς «καθαρή συνεισφορά ἑνός μέλους σταθμιζομένη μέ χρονικό συντελεστή», νοεῖται τό καθαρό ὕψος τῶν συνεισφορῶν του πού σταθμίζεται μέ τόν ἀριθμό ἐτῶν κατά τά ὁποῖα ὑπῆρξε μέλος τοῦ Ὀργανισμοῦ.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΙΙΙ

ΟΡΓΑΝΩΣΗ ΚΑΙ ΔΙΟΙΚΗΣΗ

Ἄρθρο 3

Σύσταση, ἕδρα καί διάρθρωση τοῦ Διεθνοῦς Ὀργανισμοῦ Φυσικοῦ Καουτσούκ

1. Συστήνεται Διεθνής Ὀργανισμός Φυσικοῦ Καουτσούκ μέ σκοπό τή διασφάλιση τῆς ἐφαρμογῆς τῶν διατάξεων τῆς παρούσης συμφωνίας καί τήν ἐπίβλεψη τῆς λειτουργίας της.

2. Ὁ Ὀργανισμός ἀσκεῖ τίς ἁρμοδιότητές του μέσω τοῦ Διεθνοῦς Συμβουλίου Φυσικοῦ Καουτσούκ, τοῦ ἐκτελεστικοῦ διευθυντοῦ του καί τοῦ προσωπικοῦ του, καθώς καί δι' ἄλλων ὀργάνων πού ἀναφέρονται στήν παρούσα συμφωνία.

3. Κατά τήν πρώτη του σύνοδο, τό Συμβούλιο, μέ εἰδική ψηφοφορία, ἀποφασίζει ὅτι ὁ Ὀργανισμός ἔχει

ἕδρα τήν Κουάλα Λουμπούρ ἤ τό Λονδίνο.

4. Ἡ ἕδρα τοῦ Ὀργανισμοῦ πρέπει πάντοτε νά εὑρίσκεται στό ἔδαφος ἑνός τῶν μελῶν.

Ἄρθρο 4

Μέλη τοῦ Ὀργανισμοῦ

1. Δημιουργοῦνται δύο κατηγορίες μελῶν, δηλαδή:

α) οἱ ἐξαγωγεῖς· καί

β) οἱ εἰσαγωγεῖς.

2. Τό Συμβούλιο καθορίζει τούς ὅρους πού διέπουν τή μετάβαση ἑνός μέλους ἀπό τή μία κατηγορία στήν ἄλλη, ὅπως αὐτές ὁρίζονται στήν παράγραφο 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, λαμβανομένων δεόντως ὑπόψη τῶν ἄρθρων 25 καί 28. Μέλος τό ὁποῖο πληροῖ τούς ὅρους αὐτούς δύναται νά μεταβάλει κατηγορία μέ τήν ἐπιφύλαξη ὅτι τό Συμβούλιο παρέχει τή συγκατάθεσή του μέ εἰδική ψηφοφορία.

3. Κάθε συμβαλλόμενο μέρος ἀποτελεῖ ἕνα μόνο μέλος τοῦ Ὀργανισμοῦ.

Ἄρθρο 5

Συμμετοχή διακυβερνητικῶν ὀργανισμῶν

1. Κάθε ἀναφορά σέ «κυβέρνηση» ἤ σέ «κυβερνήσεις» στήν παροῦσα συμφωνία θεωρεῖται ὅτι ἰσχύει καί γιά τήν Εὐρωπαϊκή Οἰκονομική Κοινότητα καί γιά κάθε διακυβερνητικό ὀργανισμό πού ἔχει εὐθύνες γιά τή διαπραγμάτευση, τή σύναψη καί τήν ἐφαρμογή τῶν διεθνῶν συμφωνιῶν καί ἰδιαίτερα συμφωνιῶν γιά βασικά προϊόντα. Κατά συνέπεια κάθε ἀναφορά, στήν παροῦσα συμφωνία, τῆς ὑπογραφῆς, ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἤ ἐγκρίσεως, ἤ τῆς κοινοποιήσεως περί προσωρινῆς ἐφαρμογῆς τῆς συμφωνίας ἤ τῆς προσχωρήσεως, θεωρεῖται στήν περίπτωση τῶν διακυβερνητικῶν αὐτῶν ὀργανισμῶν ὅτι ἰσχύει καί γιά τήν ὑπογραφή, τήν ἐπικύρωση, τήν ἀποδοχή ἤ τήν ἔγκριση ἤ γιά τήν κοινοποίηση περί ἐφαρμογῆς τῆς συμφωνίας προσωρινῶς ἤ γιά τήν προσχώρηση, ἐκ μέρους τῶν διακυβερνητικῶν αὐτῶν ὀργανισμῶν.

2. Σέ περίπτωση ψηφοφορίας ἐπί θεμάτων πού ὑπάγονται στήν ἁρμοδιότητά τους, οἱ ἐν λόγω διεθνεῖς ὀργανισμοί ἀσκοῦν τό δικαίωμα ψήφου τους μέ ἀριθμό ψήφων ἴσο πρός τό σύνολο τῶν ψήφων πού παρέχονται στά Κράτη Μέλη τους σύμφωνα μέ τό ἄρθρο 15.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ IV

ΤΟ ΔΙΕΘΝΕΣ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ ΦΥΣΙΚΟΥ ΚΑΟΥΤΣΟΥΚ.

Ἄρθρο 6

Σύνθεση τοῦ Διεθνοῦς Συμβουλίου Φυσικοῦ Καουτσούκ

1. Ἡ ἀνωτάτη ἀρχή τοῦ Ὀργανισμοῦ εἶναι τό Διεθνές Συμβούλιο Φυσικοῦ Καουτσούκ, τό ὁποῖο ἀποτελεῖται ἀπό ὅλα τά μέλη τοῦ Ὀργανισμοῦ.

2. Κάθε μέλος ἀντιπροσωπεύεται στό Συμβούλιο μέ ἕνα μόνο ἀντιπρόσωπο καί δύναται νά ὁρίζει ἀναπληρωτές καί συμβούλους γιά νά μετέχουν στίς συνόδους τοῦ Συμβουλίου.

3. Κάθε ἀναπληρωτής ἔχει τήν ἐξουσία νά ἐνεργεῖ καί νά ψηφίζει ἐξ ὀνόματος τοῦ ἀντιπροσώπου κατά τήν ἀπουσία του ἤ σέ ἐξαιρετικές περιστάσεις.

Ἄρθρο 7

Ἐξουσίες καί καθήκοντα τοῦ Συμβουλίου

1. Τό Συμβούλιο ἀσκεῖ ὅλες τίς ἐξουσίες καί ἐκτελεῖ ἤ μεριμνᾶ γιά τήν ἐκτέλεση τῶν καθηκόντων πού εἶναι ἀναγκαῖα γιά τήν ἐφαρμογή τῶν διατάξεων τῆς παρούσης συμφωνίας.

2. Τό Συμβούλιο, μέ εἰδική ψηφοφορία, ἐκδίδει τούς κανονισμούς οἱ ὁποῖοι κρίνονται ἀναγκαῖοι γιά τήν ἐφαρμογή τῶν διατάξεων τῆς παρούσης συμφωνίας καί οἱ ὁποῖοι πρέπει νά εἶναι σύμφωνοι πρός αὐτές. Οἱ κανονισμοί αὐτοί περιλαμβάνουν τόν ἐσωτερικό κανονισμό του καθώς καί τόν κανονισμό τῶν ἐπιτροπῶν πού συνιστῶνται κατ' ἐφαρμογή τοῦ ἄρθρου 19, τούς κανόνες διαχειρίσεως καί λειτουργίας τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος, τόν δημοσιονομικό κανονισμό τοῦ Ὀργανισμοῦ καί τόν κανονισμό τοῦ προσωπικοῦ. Τό Συμβούλιο δύναται νά προβλέπει, στόν ἐσωτερικό κανονισμό του, διαδικασία διά τῆς ὁποίας εἶναι δυνατόν νά λαμβάνονται ἀποφάσεις ἐπί εἰδικῶν θεμάτων χωρίς νά γίνει σύνοδος.

3. Τό Συμβούλιο τηρεῖ τό ἀρχεῖο τό ὁποῖο κρίνει πώς εἶναι ἀναγκαῖο γιά τήν ἐκπλήρωση τῶν καθηκόντων τά ὁποῖα τοῦ ἀναθέτει ἡ παροῦσα συμφωνία.

4. Τό Συμβούλιο δημοσιεύει ἐτήσια ἔκθεση περί τῶν δραστηριοτήτων τοῦ Ὀργανισμοῦ καί περί ὅλων τῶν ἄλλων πληροφοριῶν τίς ὁποῖες κρίνει κατάλληλες.

Ἄρθρο 8

Δανεισμός σέ ἐξαιρετικές περιστάσεις

1. Τό Συμβούλιο, μέ εἰδική ψηφοφορία, προβαίνει σέ δανεισμό ἀπό ἐμπορικές πηγές γιά τό λογαριασμό τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος καί/ἤ γιά τό διοικητικό λογαριασμό προκειμένου νά καλύψει τό ἔλλειμμα τοῦ ἑνός ἤ τοῦ ἄλλου τῶν λογαριασμῶν αὐτῶν, πού προκαλεῖται ἀπό τή χρονική διαφορά μεταξύ τῶν ἐξουσιοδοτημένων δαπανῶν καί τῆς καταβολῆς τῶν ἀπαιτουμένων συνεισφορῶν. Ἄν τό δάνειο πραγματοποιεῖται ἐπειδή καθυστερεῖται ἡ εἴσπραξη τῆς συνεισφορᾶς ἑνός μέλους, τό χρηματικό κόστος πού ἀναλαμβάνει τό Συμβούλιο λόγω τοῦ δανείου αὐτοῦ ἐπιβαρύνει τό μέλος πού καθυστερεῖ στήν καταβολή του, ἀνεξάρτητα ἀπό τήν πλήρη καταβολή τῆς συνεισφορᾶς του.

2. Ἕκαστο μέλος δύναται νά ἐκλέξει οἰκειοθελῶς τήν ἀπ' εὐθείας καταβολή συνεισφορᾶς σέ μετρητά στόν κατάλληλο λογαριασμό, ἀντί τῆς συνάψεως τοῦ ἐμπορικοῦ δανείου ἀπό τό Συμβούλιο γιά νά καλυφθεῖ τό μερίδιο τοῦ ἐν λόγω μέλους στά ἀναγκαῖα κεφάλαια.

Ἄρθρο 9

Ἀνάθεση ἁρμοδιοτήτων

1. Τό Συμβούλιο, μέ εἰδική ψηφοφορία, δύναται νά ἀναθέσει σέ κάθε ἐπιτροπή πού συστήνεται κατ'

ἐφαρμογή τοῦ ἄρθρου 19, ὅλες ἤ τμῆμα τῶν ἐξουσιῶν του, ἡ ἄσκηση τῶν ὁποίων δέν ἀπαιτεῖ, δυνάμει τῶν διατάξεων τῆς παρούσης συμφωνίας, εἰδική ψηφοφορία τοῦ Συμβουλίου. Τό Συμβούλιο, ἀνεξαρτήτως τῆς ἀναθέσεως αὐτῆς, δύναται νά ἐξετάζει ἀνά πᾶσα στιγμή ζητήματα πού παραπέμπονται σέ μιά ἀπό τίς ἐπιτροπές του καί νά λαμβάνει σχετικές ἀποφάσεις.

2. Τό Συμβούλιο, μέ εἰδική ψηφοφορία, δύναται νά ἀνακαλέσει κάθε ἀνάθεση ἁρμοδιοτήτων πρός μιά ἐπιτροπή.

Ἄρθρο 10

Συνεργασία μέ ἄλλους ὀργανισμούς

1. Τό Συμβούλιο δύναται νά θεσπίσει κάθε κατάλληλη διάταξη πρός τό σκοπό διαβουλεύσεως ἤ συνεργασίας μέ τόν Ὀργανισμό τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, τά ὄργανά του καί τούς εἰδικευμένους ὀργανισμούς, καθώς καί μέ ἄλλους διακυβερνητικούς ὀργανισμούς.

2. Τό Συμβούλιο δύναται ἐπίσης νά θεσπίσει διατάξεις μέ σκοπό νά ἔλθει σέ ἐπικοινωνία μέ τούς καταλλήλους διεθνεῖς μή κυβερνητικούς ὀργανισμούς.

Ἄρθρο 11

Ἀποδοχή παρατηρητῶν

Τό Συμβούλιο δύναται νά προσκαλέσει ὁποιαδήποτε κυβέρνηση μή μέλος ἤ ὁποιοδήποτε ὀργανισμό ὁ ὁποῖος ἀναφέρεται στό ἄρθρο 10, νά παραστεῖ ὡς παρατηρητής σέ μιά ὁποιαδήποτε συνεδρίαση τοῦ Συμβουλίου ἤ μιᾶς ὁποιασδήποτε ἐκ τῶν ἐπιτροπῶν πού συστήνονται κατ' ἐφαρμογή τοῦ ἄρθρου 19.

Ἄρθρο 12

Πρόεδρος καί ἀντιπρόεδρος

1. Τό Συμβούλιο ἐκλέγει, κάθε χρόνο, ἕνα πρόεδρο καί ἕναν ἀντιπρόεδρο.

2. Ὁ πρόεδρος καί ὁ ἀντιπρόεδρος ἐκλέγονται, ὁ ἕνας ἀπό τούς ἀντιπροσώπους τῶν ἐξαγωγικῶν μελῶν, ὁ ἄλλος μεταξύ τῶν εἰσαγωγικῶν μελῶν. Τό ἀξίωμα τοῦ προέδρου καί τοῦ ἀντιπροέδρου περιέρχεται ἐκ περιτροπῆς σέ κάθε μία ἐκ τῶν δύο κατηγοριῶν τῶν μελῶν, γιά ἕνα ἔτος, νοουμένου ὅμως ὅτι αὐτή ἡ ἐναλλαγή δέν κωλύει τήν ἐπανεκλογή, σέ ἐξαιρετικές περιστάσεις, τοῦ προέδρου ἤ τοῦ ἀντιπροέδρου ἤ καί τῶν δύο, ἐάν τό Συμβούλιο ἀποφαίνεται δι' εἰδικῆς ψηφοφορίας.

3. Σέ περίπτωση προσωρινῆς ἀπουσίας, ὁ πρόεδρος ἀντικαθίσταται ἀπό τόν ἀντιπρόεδρο. Σέ περίπτωση ταυτόχρονης προσωρινῆς ἀπουσίας τοῦ προέδρου καί τοῦ ἀντιπροέδρου ἤ σέ περίπτωση διαρκοῦς ἀπουσίας τοῦ ἑνός ἤ τοῦ ἄλλου ἤ καί τῶν δύο μαζί, τό Συμβούλιο ἐκλέγει νέους γιά τό ἀξίωμα αὐτά ἀντιπροσώπους, προσωρινά ἤ μόνιμα, κατά περίπτωση, μεταξύ τῶν ἀντιπροσώπων ἐξαγωγικῶν μελῶν καί/ἤ μεταξύ τῶν ἀντιπροσώπων τῶν εἰσαγωγικῶν μελῶν, ὡς ἁρμόζει.

4. Οὔτε ὁ πρόεδρος, οὔτε κανένα ἄλλο μέλος τοῦ προεδρείου πού προεδρεύει μιᾶς συνεδριάσεως δέν δικαιοῦται ψήφου στήν ἐν λόγω συνεδρίαση. Δύναται ὅμως νά ἐξουσιοδοτήσει ἀντιπρόσωπο ἑνός μέλους ἀνήκοντος στήν ἴδια κατηγορία γιά τήν ἐνάσκηση τῶν δικαιωμάτων ψήφου τοῦ μέλους πού ἀντιπροσωπεύει.

Ἄρθρο 13

Ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής, ὁ διευθυντής τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος καί τά ἄλλα μέρη τοῦ προσωπικοῦ

1. Τό Συμβούλιο διορίζει μέ εἰδική ψηφοφορία ἕνα ἐκτελεστικό διευθυντή καί ἕνα διευθυντή τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος.

2. Οἱ προϋποθέσεις διορισμοῦ τοῦ ἐκτελεστικοῦ διευθυντοῦ καί τοῦ διευθυντοῦ τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος καθορίζονται ἀπό τό Συμβούλιο.

3. Ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής εἶναι ὁ ἀνώτατος ὑπάλληλος τοῦ Ὀργανισμοῦ καί εὐθύνεται ἐνώπιον τοῦ Συμβουλίου γιά τη διαχείριση καί τη λειτουργία τῆς παρούσης συμφωνίας, σύμφωνα μέ τις ἀποφάσεις τοῦ Συμβουλίου.

4. Ὁ διευθυντής τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος εὐθύνεται ἔναντι τοῦ ἐκτελεστικοῦ διευθυντοῦ καί τοῦ Συμβουλίου γιά τήν ἐκτέλεση τῶν ἀνατεθειμένων σέ αὐτόν ἔργων δυνάμει τῆς παρούσης συμφωνίας ὡς καί γιά τήν ἐκτέλεση ὁποιουδήποτε ἄλλου ἔργου πού τό Συμβούλιο τοῦ ἀναθέτει. Ὁ διευθυντής τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος εἶναι ὑπεύθυνος γιά τήν καθημερινή διαχείριση τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος καί ἐνημερώνει τόν ἐκτελεστικό διευθυντή γιά τίς γενικές πράξεις τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος, κατά τρόπο ὥστε ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής νά ἀνταποκρίνεται ἀποτελεσματικά στούς στόχους τῆς παρούσης συμφωνίας.

5. Τό προσωπικό διορίζεται ἀπό τόν ἐκτελεστικό διευθυντή σύμφωνα μέ τούς καθοριζομένους ἀπό τό Συμβούλιο κανόνες. Εὐθύνεται ἔναντι τοῦ ἐκτελεστικοῦ διευθυντοῦ.

6. Οὔτε ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής οὔτε τά ἄλλα μέλη τοῦ προσωπικοῦ, συμπεριλαμβανομένου τοῦ διευθυντοῦ τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος, ἐπιτρέπεται νά ἔχουν οἰκονομικά συμφέροντα στή βιομηχανία ἤ τό ἐμπόριο τοῦ καουτσούκ, οὔτε νά ἀσκοῦν συναφεῖς ἐμπορικές δραστηριότητες.

7. Κατά τήν ἄσκηση τῶν καθηκόντων τους, ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής, ὁ διευθυντής τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος καί τά ὑπόλοιπα μέλη τοῦ προσωπικοῦ δέ ζητοῦν οὔτε δέχονται ὑποδείξεις ἀπό μέλος ἤ ἀρχή ἐκτός τοῦ Συμβουλίου ἤ μιᾶς ὁποιασδήποτε ἐκ τῶν ἐπιτροπῶν τῶν συνιστωμένων κατ' ἐφαρμογή τοῦ ἄρθρου 19. Ἀπέχουν ἀπό κάθε δραστηριότητα ἀσυμβίβαστη πρός τό ἀξίωμα τῶν διεθνῶν ὑπαλλήλων καί εὐθύνονται μόνο ἔναντι τοῦ Συμβουλίου. Ἕκαστο μέλος τοῦ Ὀργανισμοῦ ὀφείλει νά σέβεται τόν ἀποκλειστικά διεθνή χαρακτήρα τῶν καθηκόντων τοῦ ἐκτελεστικοῦ διευθυντοῦ, τοῦ διευθυντοῦ τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος καί τῶν ἄλλων μελῶν τοῦ προσωπικοῦ καί νά μήν ἐπιδιώκει νά τούς ἐπηρεάζει κατά τήν ἄσκηση τοῦ ἔργου τους.

Ἄρθρο 14

Σύνοδοι

1. Κατά γενικό κανόνα, τό Συμβούλιο συνέρχεται σέ τακτική σύνοδο μία φορά κάθε ἑξάμηνο.

2. Τό Συμβούλιο, πλήν τῶν συνόδων πού συγκαλοῦνται σέ περιστάσεις, πού προβλέπονται ρητῶς στήν παρούσα συμφωνία συνέρχεται ἐπίσης σέ ἔκτακτη σύνοδο ἐφ' ὅσον τό ἀποφασίσει ἤ τοῦ ζητηθεῖ:

α) ἀπό τόν πρόεδρο τοῦ Συμβουλίου·

β) ἀπό τόν ἐκτελεστικό διευθυντή·

γ) ἀπό τήν πλειοψηφία τῶν ἐξαγωγικῶν μελῶν·

δ) ἀπό τήν πλειοψηφία τῶν εἰσαγωγικῶν μελῶν·

ε) ἀπό ἕνα ἐξαγωγικό μέλος ἤ ἀπό ἐξαγωγικά μέλη πού κατέχουν τό λιγότερο 200 ψήφους·

στ) ἤ ἀπό ἕνα εἰσαγωγικό μέλος ἤ ἀπό εἰσαγωγικά μέλη πού κατέχουν τό λιγότερο 200 ψήφους.

3. Οἱ σύνοδοι λαμβάνουν χώρα στήν ἕδρα τοῦ Ὀργανισμοῦ, ἐκτός ἐάν τό Συμβούλιο, μέ ειδική ψηφοφορία ἀποφασίσει ἄλλως. Ἐάν, κατόπιν προσκλήσεως ἑνός μέλους, τό Συμβούλιο συνέλθει σέ ἄλλο μέρος καί ὄχι στήν ἕδρα τοῦ Ὀργανισμοῦ, τό μέλος αὐτό ἐπιβαρύνεται μέ τά συμπληρωματικά ἔξοδα πού προκύπτουν γιά τό Συμβούλιο.

4. Ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής ἀναγγέλλει τίς συνόδους στά μέλη καί ἀνακοινώνει τήν ἡμερησία διάταξη τό λιγότερο τριάντα ἡμέρες ἐνωρίτερα ἐκτός ἀπό ἐπείγουσες περιπτώσεις ὅπου ἡ προειδοποίηση γίνεται τό λιγότερο πρό ἑπτά ἡμερῶν.

Ἄρθρο 15

Κατανομή τῶν ψήφων

1. Τά ἐξαγωγικά μέλη διαθέτουν συνολικά 1 000 ψήφους καί τά εἰσαγωγικά μέλη διαθέτουν συνολικά 1 000 ψήφους.

2. Σέ κάθε ἐξαγωγικό μέλος ἀντιστοιχεῖ ἀρχικά μία ψῆφος ἐπί τῶν 1 000 πρός κατανομή ψήφων, νοουμένου ὅμως ὅτι, σέ ἐξαγωγικό μέλος τοῦ ὁποίου οἱ καθαρές ἐξαγωγές εἶναι κατώτερες τῶν 10 000 τόννων ἐτησίως, δέν ἀντιστοιχεῖ ἀρχική ψῆφος. Τό ὑπόλοιπο τῶν ἐν λόγω ψήφων κατανέμεται μεταξύ τῶν ἐξαγωγικῶν μελῶν βάσει μιᾶς ἀναλογίας ὅσο τό δυνατόν πλησιέστερης πρός τόν ὄγκο τῶν ἀντιστοίχων καθαρῶν ἐξαγωγῶν τους σέ φυσικό καουτσούκ κατά περίοδο πέντε ἡμερολογιακῶν ἐτῶν ἡ ὁποία ἀρχίζει ἕξη ἡμερολογιακά ἔτη πρό τῆς κατανομῆς τῶν ψήφων, νοουμένου ὅμως ὅτι οἱ καθαρές ἐξαγωγές φυσικοῦ καουτσούκ τῆς Σιγκαπούρης κατά τήν περίοδο αὐτή θεωροῦνται ὅτι ἀντιπροσωπεύουν τό 13% τῶν συνολικῶν ἐξαγωγῶν γιά τήν περίοδο αὐτή.

3. Οἱ ψῆφοι τῶν εἰσαγωγικῶν μελῶν κατανέμονται μεταξύ τους κατ' ἀναλογία πρός τό μέσο ὄρο τῶν ἀντιστοίχων καθαρῶν εἰσαγωγῶν τους σέ φυσικό καουτσούκ κατά περίοδο τριῶν ἡμερολογιακῶν ἐτῶν ἡ ὁποία ἀρχίζει τέσσερα ἡμερολογιακά ἔτη πρό τῆς κατανομῆς τῶν ψήφων, νοουμένου ὅμως ὅτι σέ κάθε εἰσαγωγικό μέλος ἀντιστοιχεῖ μία ψῆφος, ἀκόμα καί ἐάν ἡ μερίδα ἀναλογίας του σέ καθαρές εἰσαγωγές δέν εἶναι ἀρκετή, ὥστε νά τό δικαιολογεῖ.

4. Γιά τούς σκοπούς τῶν παραγράφων 2 καί 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου, τῶν παραγράφων 2 καί 3 τοῦ ἄρθρου 28 περί τῶν συνεισφορῶν τῶν εἰσαγωγικῶν κρατῶν καί τοῦ ἄρθρου 39, τό Συμβούλιο καταρτίζει στήν πρώτη του σύνοδο, πίνακα τῶν καθαρῶν εἰσαγωγῶν τῶν εἰσαγωγικῶν κρατῶν, οἱ ὁποῖοι ἀναθεωροῦνται κατ' ἔτος, σύμφωνα μέ τό παρόν ἄρθρο.

5. Κατάτμηση ψήφων δέν γίνεται. Μέ τήν ἐπιφύλαξη τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου, κάθε κλάσμα κατώτερο τοῦ 0,5 στρογγυλοποιεῖται στήν κατώτερη ἀκέραια μονάδα καί κάθε κλάσμα ἴσο ἤ ἀνώτερο τοῦ 0,5 στρογγυλοποιεῖται στήν ἀνώτερη ἀκέραια μονάδα.

6. Γιά κάθε χρήση τό Συμβούλιο κατανέμει τίς ψήφους στήν ἀρχή τῆς πρώτης συνόδου τῆς χρήσεως σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου. Ἡ κατανομή αὐτή ἐξακολουθεῖ νά ἰσχύει γιά τήν ὑπόλοιπη χρήση, μέ τήν ἐπιφύλαξη τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 7 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

7. Ὅταν ἀλλάζει ἡ σύνθεση τοῦ Ὀργανισμοῦ ἤ ὅταν τό δικαίωμα ψήφου ἑνός μέλους ἀναστέλλεται ἤ ἀποκαθίσταται κατ' ἐφαρμογή διατάξεως τῆς παρούσης συμφωνίας, τό Συμβούλιο κατανέμει ἐκ νέου τίς ψήφους ἐντός τῆς ἤ τῶν κατηγοριῶν τῶν ἐν λόγω μελῶν, σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου.

8. Ἄν λόγω ἀποκλεισμοῦ ἑνός μέλους κατ' ἐφαρμογή τοῦ ἄρθρου 65, ἤ ἀποχωρήσεως ἑνός μέλους κατ' ἐφαρμογή τοῦ ἄρθρου 64 ἤ τοῦ ἄρθρου 63, τό μερίδιο τοῦ συνολικοῦ ἐμπορίου πού καλύπτεται ἀπό τά μέλη πού παραμένουν στή μία ἤ στήν ἄλλη κατηγορία εἶναι λιγότερο ἀπό 80%, τό Συμβούλιο συνέρχεται καί ἀποφασίζει περί τῶν ὅρων, τοῦ τρόπου ἐφαρμογῆς καί τοῦ μέλλοντος τῆς παρούσης συμφωνίας, συμπεριλαμβανομένης τῆς ἀνάγκης νά διατηρηθοῦν οἱ οὐσιώδεις πράξεις τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος ἄνευ ἐπιβολῆς ὑπερβολικῆς χρηματικῆς ἐπιβαρύνσεως στά ὑπόλοιπα μέλη.

Ἄρθρο 16

Διαδικασία ψηφοφορίας

1. Κάθε μέλος διαθέτει γιά τήν ψηφοφορία τόν ἀριθμό ψήφων πού ἔχει στό Συμβούλιο καί δέν ἔχει τήν εὐχέρεια νά διαιρέσει τίς ψήφους του.

2. Μέ γραπτή κοινοποίηση πού ἀπευθύνεται στόν πρόεδρο τοῦ Συμβουλίου, κάθε ἐξαγωγικό μέλος δύναται νά ἐξουσιοδοτήσει ὁποιοδήποτε ἄλλο ἐξαγωγικό μέλος καί κάθε εἰσαγωγικό μέλος δύναται νά ἐξουσιοδοτήσει ὁποιοδήποτε ἄλλο εἰσαγωγικό μέλος νά ἀντιπροσωπεύει τά συμφέροντά του καί νά ἀσκήσει τό δικαίωμα ψήφου σέ κάθε σύνοδο ἤ συνεδρίαση τοῦ Συμβουλίου.

3. Μέλος πού ἐξουσιοδοτεῖται ἀπό ἄλλο μέλος νά κάνει χρήση τῶν ψήφων του, ἀσκεῖ τό δικαίωμα τῶν ψήφων αὐτῶν μέ τήν ἐξουσιοδότηση.

4. Σέ περίπτωση ἀποχῆς, τό μέλος πού ἀπέχει θεωρεῖται ὅτι δέν ἔχει χρησιμοποιήσει τίς ψήφους του.

Ἄρθρο 17

Ἀπαρτία

1. Ἡ ἀπαρτία ἡ ὁποία ἀπαιτεῖται γιά κάθε συνεδρίαση τοῦ Συμβουλίου συνίσταται ἀπό τήν πλειοψηφία τῶν παρισταμένων ἐξαγωγικῶν μελῶν καί τήν πλειοψηφία τῶν παρισταμένων εἰσαγωγικῶν μελῶν, μέ τήν ἐπιφύλαξη ὅτι τά παρόντα μέλη κατέχουν τό λιγότερο τά δύο τρίτα τοῦ συνόλου τῶν ψήφων σέ κάθε κατηγορία.

2. Ἄν ἡ ἀπαρτία πού καθορίζεται στήν παράγραφο 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου δέν ὑπάρχει κατά τήν ἡμέρα τήν ὁριζομένη γιά τή συνεδρίαση καί κατά τήν ἐπομένη ἡμέρα, ἡ ἀπαρτία συνίσταται τήν τρίτη ἡμέρα καί τίς ἑπόμενες ἡμέρες ἀπό τήν πλειοψηφία τῶν παρισταμένων ἐξαγωγικῶν μελῶν καί τήν πλειοψηφία τῶν παρισταμένων εἰσαγωγικῶν μελῶν, ὑπό τόν ὅρο ὅτι τά μέλη αὐτά κατέχουν τήν πλειοψηφία τοῦ συνόλου τῶν ψήφων σέ κάθε μία ἀπό τίς κατηγορίες.

3. Κάθε μέλος πού άντιπροσωπεύεται σύμφωνα μέ τήν παράγραφο 2 τοῦ ἄρθρου 16 θεωρεῖται ὡς παρόν.

Ἄρθρο 18

Ἀποφάσεις

1. Τό Συμβούλιο λαμβάνει ὅλες τίς ἀποφάσεις του καί διατυπώνει ὅλες τίς συστάσεις του μέ ψηφοφορία διά ἁπλῆς κατανεμημένης πλειοψηφίας, πλήν ἀντιθέτου διατάξεως τῆς παρούσης συμφωνίας.

2. Ὅταν ἕνα μέλος ἐπικαλεῖται τίς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 16 καί ἀσκεῖ τό δικαίωμα τῶν ψήφων του σέ μιά συνεδρίαση τοῦ Συμβουλίου, τό μέλος αὐτό θεωρεῖται, κατά τήν ἔννοια τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ὅτι εἶναι παρόν καί ψηφίζει.

Ἄρθρο 19

Σύσταση ἐπιτροπῶν

1. Συστήνονται οἱ ἀκόλουθες ἐπιτροπές:

α) Διοικητική Ἐπιτροπή·

β) Ἐπιτροπή Πράξεων τοῦ Ρυθμιστικοῦ Ἀποθέματος·

γ) Ἐπιτροπή Στατιστικῶν Στοιχείων· καί

δ) Ἐπιτροπή Λοιπῶν Μέτρων.

Τό Συμβούλιο δύναται ἐπίσης νά συστήσει καί ἄλλες ἐπιτροπές μέ εἰδική ψηφοφορία.

2. Κάθε ἐπιτροπή εὐθύνεται ἔναντι τοῦ Συμβουλίου. Τό Συμβούλιο, μέ εἰδική ψηφοφορία καθορίζει τή σύνθεση καί τήν ἀποστολή κάθε ἐπιτροπῆς.

Ἄρθρο 20

Ὁμάδα ἐμπειρογνωμόνων

1. Τό Συμβούλιο συνιστᾶ ὁμάδα ἐμπειρογνωμόνων οἱ ὁποῖοι ἐπιλέγονται μεταξύ τῶν ἀπασχολουμένων στή βιομηχανία καί τό ἐμπόριο τοῦ καουτσούκ στά ἐξαγωγικά μέλη καί στά εἰσαγωγικά μέλη.

2. Ἡ ὁμάδα τῶν ἐμπειρογνωμόνων τίθεται στή διάθεση τοῦ Συμβουλίου καί τῶν ἐπιτροπῶν γιά νά παρέχουν τή συνδρομή καί τή γνώμη τους, ἰδίως σχετικά μέ τίς πράξεις τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος καί μέ τά ἄλλα μέτρα πού ἀναφέρονται στό ἄρθρο 44.

3. Ἡ σύνθεση, τά καθήκοντα τῆς ὁμάδος τῶν ἐμπειρογνωμόνων καθώς καί οἱ σχετικές διοικητικές διατάξεις καθορίζονται ἀπό τό Συμβούλιο.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ V

ΠΡΟΝΟΜΙΑ ΚΑΙ ΑΣΥΛΙΕΣ

Ἄρθρο 21

Προνόμια καί ἀσυλίες

1. Ὁ Ὀργανισμός ἔχει νομική προσωπικότητα. Ἔχει ἰδίως τήν ἱκανότητα νά συμβάλλεται, νά ἀποκτᾶ καί νά ἐκποιεῖ κινητά καί ἀκίνητα περιουσιακά στοιχεῖα καί νά παρίσταται ἐνώπιον δικαστηρίου.

2. Ὁ Ὀργανισμός συνάπτει μέ την κυβέρνηση τῆς χώρας ὅπου πρέπει νά ἐγκαταστήσει την ἕδρα του (ἀποκαλουμένη κατωτέρω «φιλοξενούσα κυβέρνηση»), τό ταχύτερο δυνατό μετά τή θέση σέ ἰσχύ τῆς παρούσης συμφωνίας, συμφωνία (ἀποκαλουμένη κατωτέρω «συμφωνία ὡς πρός τήν ἕδρα») περί τοῦ καταστατικοῦ, τῶν προνομίων καί τῶν ἀσυλιῶν τοῦ Ὀργανισμοῦ, τοῦ ἐκτελεστικοῦ διευθυντοῦ, τοῦ προσωπικοῦ καί τῶν ἐμπειρογνωμόνων, καθώς καί τῶν ἀντιπροσωπειῶν τῶν μελῶν, πού εἶναι συνήθως ἀναγκαῖα γιά τήν ἐνάσκηση τῶν καθηκόντων τους.

3. Ἐν ἀναμονῇ τῆς συνάψεως τῆς συμφωνίας ὡς πρός τήν ἕδρα, ὁ Ὀργανισμός ζητεῖ ἀπό τή φιλοξενούσα κυβέρνηση νά ἀπαλλαγοῦν ἀπό τούς φόρους, στό βαθμό πού ἐπιτρέπεται ἀπό τή νομοθεσία της, οἱ ἀμοιβές πού καταβάλλονται ἀπό τόν Ὀργανισμό στό προσωπικό του, καί τό ἐνεργητικό, τά εἰσοδήματα καί τά ἄλλα περιουσιακά στοιχεῖα τοῦ Ὀργανισμοῦ.

4. Ὁ Ὀργανισμός συνάπτει ἀκόμη, μέ μία ἤ περισσότερες ἄλλες κυβερνήσεις συμφωνίες, οἱ ὁποῖες πρέπει νά ἐγκρίνονται ἀπό τό Συμβούλιο, περί τῶν προνομίων καί ἀσυλιῶν πού κρίνονται ἀναγκαῖα γιά τήν ὀρθή ἐφαρμογή τῆς παρούσης συμφωνίας.

5. Ἄν ἡ ἕδρα τοῦ Ὀργανισμοῦ μεταφερθεῖ σέ ἄλλη χώρα, ἡ κυβέρνηση τῆς χώρας αὐτῆς συνάπτει μέ τόν Ὀργανισμό, τό ταχύτερο δυνατό, συμφωνία ὡς πρός τήν ἕδρα τήν ὁποία ἐγκρίνει τό Συμβούλιο.

6. Ἡ συμφωνία ὡς πρός τήν ἕδρα εἶναι ἀνεξάρτητη τῆς παρούσης ἀποφάσεως. Παρά ταῦτα λήγει:

α) διά ἀμοιβαίας συγκαταθέσεως τῆς φιλοξενούσης κυβερνήσεως καί τοῦ Ὀργανισμοῦ·

β) ἄν ἡ ἕδρα τοῦ Ὀργανισμοῦ μεταφερθεῖ ἐκτός τοῦ ἐδάφους τῆς φιλοξενούσης κυβερνήσεως· ἤ

γ) ἄν ὁ Ὀργανισμός παύσει ὁριστικά νά ὑφίσταται. σταται.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ VI

ΛΟΓΑΡΙΑΣΜΟΙ ΚΑΙ ΕΛΕΓΧΟΙ ΛΟΓΑΡΙΑΣΜΩΝ

Ἄρθρο 22

Χρηματικοί λογαριασμοί

1. Γιά τή λειτουργία καί τή διαχείριση τῆς παρούσης συμφωνίας δημιουργοῦνται δύο λογαριασμοί:

α) ὁ λογαριασμός τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος· καί

β) ὁ διοικητικός λογαριασμός.

2. Ὅλα τά ἀκόλουθα ἔσοδα καί ἔξοδα πού ἀπορρέουν ἀπό τή σύσταση, τή λειτουργία καί τή διατήρηση τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος, μεταφέρονται στό λογαριασμό τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος: συνεισφορές πού καταβάλλονται ἀπό τά μέλη δυνάμει τοῦ ἄρθρου 28, δάνεια πού συνάπτονται γιά λογαριασμό τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος δυνάμει τοῦ ἄρθρου 8, ἀποσβέσεις τοῦ κεφαλαίου τῶν δανείων αὐτῶν καί ἀντίστοιχοι τόκοι, προϊόν ἐκ τῶν πωλήσεων ἀποθεμάτων πού ἀποτελοῦν τό ρυθμιστικό ἀπόθεμα, τόκοι τῶν καταθέσεων τοῦ λογαριασμοῦ τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος, κόστος κτήσεως τοῦ ἀποθέματος, προμήθειες, ἔξοδα ἀποθηκεύσεως, μεταφορᾶς καί ἀποθέματος, ἀσφαλίσεις καί κόστος ἀνανεώσεως τοῦ ἀποθέματος. Τό Συμβούλιο δύναται, ἐν τούτοις δι' εἰδικῆς ψηφοφορίας, νά μεταφέρει ἄλλα ἔξοδα καί ἔσοδα πού

καταλογίζονται σέ συναλλαγές ἤ πράξεις τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος, στό λογαριασμό τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος.

3. Ὅλα τά ἄλλα ἔσοδα καί ἔξοδα τά σχετικά μέ τή λειτουργία τῆς παρούσας συμφωνίας μεταφέρονται στό διοικητικό λογαριασμό. Τά ἔξοδα αὐτά καλύπτονται κανονικά ἀπό τίς συνεισφορές τῶν μελῶν πού ὑπολογίζονται σύμφωνα μέ τό ἄρθρο 25.

4. Ὁ Ὀργανισμός δέν καλύπτει ἔξοδα ἀντιπροσωπειῶν ἤ παρατηρητῶν, ἀπεσταλμένων στό Συμβούλιο ἤ σέ μιά ὁποιαδήποτε ἀπό τίς ἐπιτροπές πού συνιστῶνται κατ' ἐφαρμογή τοῦ ἄρθρου 19.

Ἄρθρο 23

Τρόπος πληρωμῆς

Οἱ καταβολές σέ μετρητά στό διοικητικό λογαριασμό καί στό λογαριασμό τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος διενεργοῦνται σέ ἐλευθέρως χρησιμοποιούμενα νομίσματα ἤ σέ νομίσματα πού εἶναι μετατρέψιμα στίς κύριες ξένες ἀγορές συναλλάγματος σέ ἐλευθέρως χρησιμοποιούμενα νομίσματα καί δέν ὑπόκεινται σέ συναλλαγματικούς περιορισμούς.

Ἄρθρο 24

Ἔλεγχος λογαριασμῶν

1. Τό Συμβούλιο διορίζει ἐλεγκτές λογαριασμῶν πού ἐπιφορτίζονται μέ τόν ἔλεγχο τῶν βιβλίων του.

2. Ὁ διοικητικός λογαριασμός καί ὁ λογαριασμός τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος ἀφοῦ ἐλεγχθοῦν ἀπό ἀνεξάρτητους ἐλεγκτές τίθενται στή διάθεση τῶν μελῶν τό ταχύτερο δυνατό, ἀλλά ὄχι λιγότερο ἀπό τρεῖς μῆνες μετά τό κλείσιμο κάθε χρήσεως καί ἐξετάζονται γιά ἔγκριση ἀπό τό Συμβούλιο στήν ἑπόμενη σύνοδό του μέ τόν κατάλληλο τρόπο. Μία περίληψη τῶν ἐλεγχθέντων λογαριασμῶν καί τοῦ ἰσολογισμοῦ δημοσιεύονται ἀκολούθως.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ VII

Ο ΔΙΟΙΚΗΤΙΚΟΣ ΛΟΓΑΡΙΑΣΜΟΣ

Ἄρθρο 25

Συνεισφορές στόν προϋπολογισμό

1. Τό Συμβούλιο, κατά τήν πρώτη σύνοδο πού συγκαλεῖται μετά τήν ἔναρξη τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης συμφωνίας, ἐγκρίνει τόν προϋπολογισμό τοῦ διοικητικοῦ λογαριασμοῦ γιά τήν περίοδο πού περιλαμβάνεται μεταξύ τῆς ἡμερομηνίας ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος καί τῆς λήξεως τῆς πρώτης χρήσεως. Ἐν συνεχεία, στό δεύτερο ἥμισυ κάθε χρήσεως, τό Συμβούλιο ἐγκρίνει τόν προϋπολογισμό τοῦ διοικητικοῦ λογαριασμοῦ γιά τήν ἑπομένη χρήση. Τό Συμβούλιο καθορίζει τή συνεισφορά ἑκάστου μέλους στόν προϋπολογισμό αὐτό σύμφωνα μέ τήν παράγραφο 2 τῆς παρούσης συμφωνίας.

2. Γιά κάθε χρήση, ἡ συνεισφορά ἑκάστου μέλους εἶναι ἀνάλογη πρός τή σχέση πού ὑπάρχει, κατά τή στιγμή ἀποδοχῆς τοῦ διοικητικοῦ προϋπολογισμοῦ τῆς χρήσεως αὐτῆς, μεταξύ τοῦ ἀριθμοῦ τῶν ψήφων τοῦ μέλους αὐτοῦ καί τοῦ συνολικοῦ ἀριθμοῦ τῶν ψήφων τοῦ συνόλου τῶν μελῶν. Γιά νά καθορισθοῦν οἱ συνεισφορές, οἱ ψῆφοι κάθε μέλους ὑπολογίζονται δίχως νά ληφθεῖ ὑπόψη ἡ ἀναστολή τῶν δικαιωμάτων ψήφου μέλους οὔτε ἡ νέα κατανομή ψήφων πού προκύπτει ὡς ἐκ τούτου.

3. Τό Συμβούλιο ὁρίζει τήν ἀρχική συνεισφορά πρός τόν διοικητικό προϋπολογισμό κάθε κυβερνήσεως πού καθίσταται μέλος μετά τήν ἔναρξη τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης συμφωνίας σέ συνάρτηση μέ τόν ἀριθμό ψήφων πού τῆς παρέχονται καί τοῦ μέρους τῆς τρέχούσης χρήσεως πού δέν ἔχει παρέλθει· δέν μεταβάλλονται ὅμως οἱ συνεισφορές πού ἀντιστοιχοῦν στα ἄλλα μέλη.

Ἄρθρο 26

Καταβολή τῶν συνεισφορῶν πρός τό διοικητικό προϋπολογισμό

1. Οἱ συνεισφορές στόν πρῶτο διοικητικό προϋπολογισμό καθίστανται ἀπαιτητές σέ ἡμερομηνία πού καθορίζεται ἀπό τό Συμβούλιο κατά τήν πρώτη του σύνοδο. Οἱ συνεισφορές στούς μεταγενέστερους διοικητικούς προϋπολογισμούς καθίστανται ἀπαιτητές τήν πρώτη ἡμέρα ἑκάστης χρήσεως. Ἡ συνεισφορά μιᾶς κυβερνήσεως πού καθίσταται μέλος μετά τήν ἔναρξη τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης συμφωνίας καί ἡ ὁποία ὑπολογίζεται σύμφωνα μέ τήν παράγραφο 3 τοῦ ἄρθρου 25, εἶναι ἀπαιτητή, γιά τήν ἐν λόγω χρήση, σέ ἡμερομηνία πού καθορίζεται ἀπό τό Συμβούλιο.

2. Ἐάν μέλος δέν κατέβαλε πλήρως τή συνεισφορά του στό διοικητικό προϋπολογισμό ἐντός δύο μηνῶν ἀπό τήν ἡμερομηνία κατά τήν ὁποία καθίσταται ἀπαιτητή δυνάμει τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής ζητεῖ ἀπό τοῦτο νά προβεῖ στήν καταβολή τό ταχύτερο δυνατό. Ἐάν μέλος δέν καταβάλει τή συνεισφορά του ἐντός δύο μηνῶν ἀπό τήν πρόσκληση τοῦ ἐκτελεστικοῦ διευθυντοῦ πρός καταβολή, τά δικαιώματά του ψήφου στόν Ὀργανισμό ἀναστέλλονται ἐκτός ἐάν τό Συμβούλιο, δι' εἰδικῆς ψηφοφορίας, ἀποφασίσει ἄλλως. Ἐάν μέλος δέν καταβάλει τή συνεισφορά του ἐντός τῶν τεσσάρων κατά συνέχεια μηνῶν μετά τήν πρόσκληση τοῦ διοικητικοῦ διευθυντοῦ, ἀνακαλοῦνται ἀπό τό Συμβούλιο ὅλα τά δικαιώματα τοῦ ἐν λόγω μέλους δυνάμει τῆς παρούσης συμφωνίας ἐκτός ἐάν, μέ εἰδική ψηφοφορία τό Συμβούλιο ἀποφασίσει ἄλλως.

3. Γιά τίς συνεισφορές πού λαμβάνονται καθυστερημένα, τό Συμβούλιο εἰσπράττει τόκο βάσει τοῦ προτιμησιακοῦ ἐπιτοκίου τῆς φιλοξενούσης χώρας, ὁ ὁποῖος τρέχει ἀπό τήν ἡμερομηνία κατά τήν ὁποία οἱ συνεισφορές κατέστησαν ἀπαιτητές, ἤ βάσει τοῦ ἐμπορικοῦ ἐπιτοκίου στήν περίπτωση δανείου συναφθέντος δυνάμει τοῦ ἄρθρου 8, κατά περίπτωση.

4. Μέλος τοῦ ὁποίου τά δικαιώματα ἀνεκλήθησαν δυνάμει τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου ὑποχρεοῦται ἰδιαιτέρως νά καταβάλει τή συνεισφορά του καί νά ἀπαλλαγεῖ ἀπό ὅλες τίς ἄλλες ὑποχρεώσεις μέ τίς ὁποῖες βαρύνεται δυνάμει τῆς παρούσης συμφωνίας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ VIII

ΤΟ ΡΥΘΜΙΣΤΙΚΟ ΑΠΟΘΕΜΑ

Ἄρθρο 27

Μέγεθος τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος

Γιά τούς σκοπούς τῆς παρούσης συμφωνίας, δημιουρ-

γεῖται διεθνές ρυθμιστικό ἀπόθεμα μεγέθους 550 000 τόννων συνολικά. Τό ἀπόθεμα αὐτό εἶναι τό μόνο μέσο παρεμβάσεως στήν ἀγορά γιά τή σταθεροποίηση τῶν τιμῶν πού προβλέπεται στήν παρούσα συμφωνία. Περιλαμβάνει:

α) τό κανονικό ρυθμιστικό ἀπόθεμα μέ 400 000 τόννους· καί

β) τό ἔκτακτο ρυθμιστικό ἀπόθεμα μέ 150 000 τόννους.

Ἄρθρο 28

Χρηματοδότηση τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος

1. Τά μέλη ἀναλαμβάνουν νά χρηματοδοτοῦν τό συνολικό κόστος τοῦ διεθνοῦς ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος τῶν 550 000 τόννων πού δημιουργεῖται κατ' ἐφαρμογή τοῦ ἄρθρου 27.

2. Ἡ χρηματοδότηση τοῦ κανονικοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος καθώς καί τοῦ ἐκτάκτου ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος κατανέμεται ἐξ ἴσου μεταξύ τῆς κατηγορίας τῶν ἐξαγωγικῶν μελῶν καί τῆς κατηγορίας τῶν εἰσαγωγικῶν μελῶν. Οἱ συνεισφορές τῶν μελῶν στό λογαριασμό τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος ὑπολογίζονται βάσει τῶν ψήφων πού διαθέτουν στό Συμβούλιο, μέ τήν ἐπιφύλαξη τῶν διατάξεων τῶν παραγράφων 3 καί 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

3. Ἡ συνεισφορά στό λογαριασμό τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος ὑπολογίζεται ὡς ἀκολούθως ὅταν πρόκειται περί εἰσαγωγικοῦ μέλους τοῦ ὁποίου ἡ συμμετοχή στίς ὁλικές καθαρές εἰσαγωγές ὅπως ἐμφανίζονται στόν πίνακα πού τό Συμβούλιο κατάρτισε σύμφωνα μέ τήν παράγραφο 4 τοῦ ἄρθρου 15, ἀντιπροσωπεύει 0,1% ἤ λιγότερο ἐπί τῶν καθαρῶν ὁλικῶν εἰσαγωγῶν:

α) ἄν ἡ συμμετοχή του στίς ὁλικές καθαρές εἰσαγωγές εἶναι κατώτερη ἤ ἴση πρός 0,1% ἀλλά ἀνώτερη τοῦ 0,05%, ἡ συνεισφορά του ὑπολογίζεται σύμφωνα μέ τήν πραγματική μερίδα του στίς ὁλικές καθαρές εἰσαγωγές·

β) ἄν ἡ συμμετοχή του στίς καθαρές ὁλικές εἰσαγωγές εἶναι ἴση ἤ κατώτερη ἀπό 0,05%, ἡ συνεισφορά του ὑπολογίζεται βάσει μερίδος στίς ὁλικές καθαρές εἰσαγωγές ἴσης πρός 0,05%.

4. Σέ ὁποιαδήποτε περίοδο κατά τή διάρκεια τῆς ὁποίας ἡ παρούσα συμφωνία θά εἶναι σέ προσωρινή ἰσχύ κατ' ἐφαρμογή τῆς παραγράφου 2 ἤ τῆς περιπτώσεως β) τῆς παραγράφου 4 τοῦ ἄρθρου 61, ἡ χρηματική ὑποχρέωση ἑκάστου ἐξαγωγικοῦ μέλους ἤ ἑκάστου εἰσαγωγικοῦ μέλους στό λογαριασμό τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος δέν πρέπει νά ὑπερβαίνει συνολικά τή συνεισφορά τοῦ ἐν λόγω μέλους, ὑπολογιζομένη σύμφωνα μέ τόν ἀριθμό ψήφων πού ἀντιστοιχοῦν στά μερίδια σέ ποσοστά, ὅπως ἐμφανίζονται στούς πίνακες πού καταρτίζει τό Συμβούλιο σύμφωνα μέ τήν παράγραφο 4 τοῦ ἄρθρου 15, ἐπί τοῦ συνόλου τῶν 275 000 τόννων πού καταλογίζονται στήν κατηγορία τῶν ἐξαγωγέων καί στήν κατηγορία τῶν εἰσαγωγέων ἀντιστοίχως. Οἱ χρηματικές ὑποχρεώσεις τῶν μελῶν κατά τή θέση σέ προσωρινή ἰσχύ τῆς παρούσης συμφωνίας θά κατανέμονται ἐξ ἴσου μεταξύ τῆς κατηγορίας τῶν ἐξαγωγικῶν μελῶν καί τῆς κατηγορίας τῶν εἰσαγωγικῶν μελῶν. Ὅταν ἡ συνολική ὑποχρέωση μιᾶς κατηγορίας ὑπερβαίνει ἐκείνη τῆς ἄλλης κατηγορίας, ἡ βαρύτερη ἀπό τίς δύο ὑποχρεώσεις μειώνεται κατά τρόπο πού νά ἀντιστοιχεῖ στήν ἄλλη, οἱ δέ ψῆφοι κάθε μέλους στή συνολική αὐτή ὑποχρέωση μειώνονται ἀναλόγως μέ τά μερίδια ἐπί τοῦ συνόλου τῶν ψήφων, ὅπως προκύπτουν ἀπό τούς πίνακες πού καταρτίζει τό Συμβούλιο σύμφωνα μέ τήν παράγραφο 4 τοῦ ἄρθρου 15.

5. Τό συνολικό κόστος τοῦ κανονικοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος 400 000 τόννων χρηματοδοτεῖται ἀπό τίς συνεισφορές σέ μετρητά, οἱ ὁποῖες καταβάλλονται ἀπό τά μέλη στό λογαριασμό τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος. Οἱ συνεισφορές αὐτές εἶναι δυνατό, κατά περίπτωση, νά καταβληθοῦν ἀπό τούς κατάλληλους ὀργανισμούς τῶν ἐνδιαφερομένων μελῶν.

6. Τό συνολικό κόστος τοῦ ἐκτάκτου ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος 150 000 τόννων χρηματοδοτεῖται ἀπό τίς συνεισφορές πού καταβάλλονται ἀπό τά μέλη ὑπό μορφή:

α) ποσῶν σέ μετρητά, τά ὁποῖα συγκεντρώνονται βάσει δανείων πού συνάπτονται ἀπό ἐμπορικές πηγές ἐκ μέρους τοῦ Συμβουλίου καί τά ὁποῖα ἐξασφαλίζονται ταυτόχρονα μέ warrants ἀποθέματος καί μέ κυβερνητικές ἐγγυήσεις καί κυβερνητικές ὑποσχέσεις περί ἐγγυήσεως· καί/ἤ

β) ποσῶν σέ μετρητά.

Οἱ συνεισφορές αὐτές εἶναι δυνατόν κατά περίπτωση νά δοθοῦν, ἀπό καταλλήλους ὀργανισμούς τῶν ἐνδιαφερομένων μελῶν.

7. Κάθε μέλος εἶναι ἐλεύθερο νά ἐπιλέξει εἴτε τήν περίπτωση α) ἤ τήν περίπτωση β) τῆς παραγράφου 6 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἤ καί τίς δύο· ὁπωσδήποτε, τό ποσό σέ μετρητά κατατίθεται στό λογαριασμό τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος. Στήν περίπτωση τῶν δανείων πού συνάπτονται σύμφωνα μέ τήν περίπτωση α) τῆς παραγράφου 6, ἡ ἀξία τῶν warrants τοῦ

ἀποθέματος, ἀναγομένη στή συνολική ἀξία τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος κατά τόν σχετικό χρόνο δέν πρέπει νά ὑπερβαίνει τή μερίδα τῶν ψήφων τήν ὁποία τά μέλη δανεισταί διαθέτουν στό Συμβούλιο. Τά μέλη ὑπέρ τῶν ὁποίων τό Συμβούλιο προέβη σέ δάνεια ὑπό ἐμπορικούς ὅρους κατ' ἐφαρμογή τῆς περιπτώσεως α) τῆς παραγράφου 6, ἀναλαμβάνουν ὅλες τίς ὑποχρεώσεις πού συνεπάγονται ἀντιστοίχως τά δάνεια αὐτά.

8. Τό συνολικό κόστος τοῦ διεθνοῦς ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος 550 000 τόννων ἐξοφλεῖται μέ ἀπόληψη ἐκ τοῦ λογαριασμοῦ τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος. Τό κόστος αὐτό περιλαμβάνει ἰδίως ὅλα τά ἔξοδα πού ἀντιστοιχοῦν στήν κτήση καί στή λειτουργία τοῦ διεθνοῦς ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος 550 000 τόννων. Ἐάν τό κατ' ἐκτίμηση κόστος πού ἀναφέρεται στό παράρτημα Γ τῆς παρούσης συμφωνίας δέν ἀντιστοιχεῖ ἀκριβῶς πρός τό ὁλικό κόστος κτήσεως καί λειτουργίας τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος, τό Συμβούλιο συνέρχεται καί θεσπίζει τίς ἀναγκαῖες διατάξεις περί καταβολῆς εἰσφορῶν γιά νά καλυφθεῖ τό συνολικό αὐτό κόστος, σύμφωνα πρός τίς μερίδες οἱ ὁποῖες ἐκφράζονται σέ ποσοστά ἐπί τοῦ συνόλου τῶν ψήφων.

Ἄρθρο 29

Καταβολή τῶν συνεισφορῶν στό λογαριασμό τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος

1. Μία ἀρχική εἰσφορά σέ μετρητά, ἡ ὁποία ἀντιστοιχεῖ σέ 70 ἑκατομμύρια μαλαισιανά ringgits καταβάλλεται στό λογαριασμό τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος. Ἡ συνεισφορά αὐτή κατανέμεται μεταξύ ὅλων τῶν μελῶν σύμφωνα μέ τό μερίδιο σέ ποσοστά ἐπί τῶν ψήφων πού διαθέτουν, λαμβανομένης ὑπόψη τῆς παραγράφου 3 τοῦ ἄρθρου 28. Ἡ συνεισφορά ζητεῖται εὐθύς ὡς ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής ἐνημερωθεῖ ἀπό ὅλα τά μέλη ὅτι εἶναι ἕτοιμα νά ἀντιμετωπίσουν τίς χρηματικές ἀπαιτήσεις, ἐντός δεκαοκτώ μηνῶν ἀπό τήν ἡμερομηνία προσωρινῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης συμφωνίας. Οἱ ἀρχικές αὐτές συνεισφορές καθίστανται ἀπαιτητές σαράντα πέντε ἡμέρες ἀφ' ὅτου ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής ζητήσει τήν καταβολή τους.

2. Ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής ἔχει πάντοτε τή δυνατότητα νά ἀπαιτήσει τήν πληρωμή τῶν συνεισφορῶν, ὑπό τόν ὅρο ὅτι ὁ διευθυντής τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος βεβαιώνει ὅτι τά ἐν λόγω ποσά εἶναι ἀναγκαῖα γιά τή λειτουργία τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος κατά τούς τέσσερεις ἑπόμενους μῆνες.

3. Σέ περίπτωση κλήσεως πρός καταβολή τῶν συνεισφορῶν, τό αἰτούμενο ποσό πρέπει νά καταβάλλεται ἀπό τά μέλη ἐντός τριάντα ἡμερῶν ἀπό τήν ἡμερομηνία κοινοποιήσεως. Κατόπιν αἰτήσεως ἑνός μέλους ἤ μελῶν τά ὁποῖα συγκεντρώνουν 28 ψήφους στό Συμβούλιο, τό Συμβούλιο συνέρχεται σε ἔκτακτη σύνοδο καί δύναται νά τροποποιήσει ἤ νά ἀρνηθεῖ τήν κλήση πρός καταβολή τῶν συνεισφορῶν, ἡ ὁποία βασίσθηκε στήν ἐκτίμηση τῶν ἀναγκῶν τοῦ ταμείου πρός στήριξη τῶν πράξεων τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος ἐπί τρεῖς μῆνες κατά συνέχεια. Ἐάν τό Συμβούλιο ἀδυνατεῖ νά λάβει ἀπόφαση, οἱ συνεισφορές καταβάλλονται πρός τά μέλη σύμφωνα μέ τήν ἀπόφαση τοῦ ἐκτελεστικοῦ διευθυντοῦ.

4. Οἱ συνεισφορές πού ἀπαιτοῦνται γιά τό σύνηθες ρυθμιστικό ἀπόθεμα καί γιά τό ἔκτακτο ρυθμιστικό ἀπόθεμα ἐκτιμῶνται στήν κατώτερη τιμή ἐνεργοποιήσεως πού ἰσχύει κατά τή στιγμή πού ζητοῦνται οἱ συνεισφορές.

5. Ἡ κλήση πρός καταβολή τῶν συνεισφορῶν πού προορίζονται γιά τό ἔκτακτο ρυθμιστικό ἀπόθεμα πραγματοποιεῖται κατά τόν ἀκόλουθο τρόπο:

α) τό Συμβούλιο, ὅταν ἐπανεξετάζει τό ρυθμιστικό ἀπόθεμα σέ ἐπίπεδο 300 000 τόννων ὅπως προβλέπεται στό ἄρθρο 32:

  i) δέχεται ἀπό κάθε μέλος δήλωση, ἡ ὁποία ὁρίζει τή μέθοδο μέ τήν ὁποία αὐτό θά χρηματοδοτήσει τή μερίδα του στό ἔκτακτο ρυθμιστικό ἀπόθεμα κατ' ἐφαρμογή τοῦ ἄρθρου 28· καί

  ii) θεσπίζει κάθε δημοσιονομική καί ἄλλη διάταξη πού κρίνεται ἀναγκαία γιά τήν ταχεία δημιουργία τοῦ ἐκτάκτου ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος συμπεριλαμβανομένης καί τῆς αἰτήσεως κεφαλαίων ἐάν παραστεῖ ἀνάγκη·

β) τό Συμβούλιο, ὅταν ἐπανεξετάζει τό ρυθμιστικό ἀπόθεμα σέ ἐπίπεδο 400 000 τόννων, ὅπως προβλέπεται στό ἄρθρο 32 βεβαιοῦται:

  i) ὅτι ὅλα τά μέλη ἔπραξαν τό ἀναγκαῖο γιά νά χρηματοδοτήσουν τό μερίδιό τους στό ἔκτακτο ρυθμιστικό ἀπόθεμα· καί

  ii) ὅτι ἐζητήθη ἡ παρέμβαση τοῦ ἐκτάκτου ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος καί ὅτι τοῦτο εἶναι ἐντελῶς ἕτοιμο νά παρέμβει, σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 31.

Ἄρθρο 30

Πλαίσιο τιμῶν

1. Πρός τό σκοπό τῶν πράξεων ἐκτελέσεως τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος καθορίζεται:

α) τιμή ἀναγωγῆς·

β) κατώτερη τιμή παρεμβάσεως·

γ) ανώτερη τιμή παρεμβάσεως·

δ) κατώτερη τιμή ενεργοποιήσεως·

ε) ανώτερη τιμή ενεργοποιήσεως·

στ) κατώτερη ενδεικτική τιμή· καί

ζ) ανώτερη ενδεικτική τιμή.

2. Κατά τήν έναρξη ισχύος τῆς παρούσης συμφωνίας, ή τιμή αναγωγῆς ορίζεται αρχικά σέ 210 cents Μαλαισίας-Σιγκαπούρης τό χιλιόγραμμο. Ἐπανεξετάζεται καί αναθεωρεῖται σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ τμήματος Α τοῦ ἄρθρου 32.

3. Καθορίζονται ανώτερη τιμή παρεμβάσεως καί κατώτερη τιμή παρεμβάσεως οἱ ὁποῖες ἀπέχουν αντίστοιχα 15% από τήν τιμή αναγωγῆς, εκτός ἄν τό Συμβούλιο αποφασίσει ἄλλως μέ ειδική ψηφοφορία.

4. Καθορίζονται ανώτερη τιμή ενεργοποιήσεως καί κατώτερη τιμή ενεργοποιήσεως, οἱ ὁποῖες ἀπέχουν αντίστοιχα 20% από τήν τιμή αναγωγῆς, εκτός ἄν τό Συμβούλιο αποφασίσει ἄλλως μέ ειδική ψηφοφορία.

5. Οἱ τιμές πού αναφέρονται στήν παράγραφο 3 καί 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου στρογγυλοποιοῦνται στό εγγύτερο cent.

6. Πλήν αντιθέτων διατάξεων τῆς παρούσης συμφωνίας, ή κατώτερη ενδεικτική τιμή θά εἶναι 150 cents Μαλαισίας-Σιγκαπούρης τό χιλιόγραμμο καί ή ανώτερη ενδεικτική τιμή 270 cents Μαλαισίας-Σιγκαπούρης τό χιλιόγραμμο, κατά τούς τριάντα μῆνες από τήν έναρξη τῆς ισχύος τῆς παρούσης συμφωνίας.

Ἄρθρο 31

Λειτουργία τοῦ ρυθμιστικοῦ αποθέματος

1. Ἄν ή τιμή δείκτης τῆς αγορᾶς, ὅπως προβλέπεται στό ἄρθρο 33, ἔχοντας ὑπόψη τό πλαίσιο τιμῶν τό ὁποῖο ορίζεται στό ἄρθρο 30, ἤ ὅπως διαμορφώνεται μεταγενέστερα κατά τά ἄρθρα 32 καί 40:

α) εἶναι ἴση ἤ ανώτερη τῆς ανώτερης τιμῆς ενεργοποιήσεως, ὁ διευθυντής τοῦ ρυθμιστικοῦ αποθέματος στηρίζει τήν ανώτερη τιμή ενεργοποιήσεως διαθέτοντας πρός πώληση φυσικό καουτσούκ ἕως ὅτου ή τιμή δείκτης κατέλθει κάτω τῆς ανώτερης τιμῆς ενεργοποιήσεως·

β) εἶναι ανώτερη τῆς ανώτερης τιμῆς παρεμβάσεως, ὁ διευθυντής τοῦ ρυθμιστικοῦ αποθέματος δύναται νά πωλήσει φυσικό καουτσούκ γιά νά στηρίξει τήν ανώτερη τιμή ενεργοποιήσεως·

γ) κεῖται μεταξύ τῆς ανώτερης καί κατώτερης τιμῆς παρεμβάσεως ἤ εἶναι ἴση πρός τή μία ἤ τήν ἄλλη, ὁ διευθυντής τοῦ ρυθμιστικοῦ αποθέματος δέν αγοράζει οὔτε πωλεῖ φυσικό καουτσούκ, παρά μόνο εντός τοῦ πλαισίου τῶν εξουσιῶν πού παρέχονται σέ αὐτόν δυνάμει τοῦ ἄρθρου 36 ὅσον ἀφορᾶ τήν ανανέωση τοῦ αποθέματος·

δ) εἶναι κατώτερη τῆς κατώτερης τιμῆς παρεμβάσεως, ὁ διευθυντής τοῦ ρυθμιστικοῦ αποθέματος δύναται νά αγοράσει φυσικό καουτσούκ γιά νά στηρίξει τήν κατώτερη τιμή ενεργοποιήσεως·

ε) εἶναι ἴση ἤ κατώτερη τῆς κατώτερης τιμῆς ενεργοποιήσεως, ὁ διευθυντής τοῦ ρυθμιστικοῦ αποθέματος στηρίζει τήν κατώτερη τιμή ενεργοποιήσεως προβαίνοντας σέ προσφορές αγορᾶς φυσικοῦ καουτσούκ ἕως ὅτου ή τιμή δείκτης τῆς αγορᾶς ὑπερβεῖ τήν κατώτερη τιμή ενεργοποιήσεως.

2. Ὅταν οἱ πωλήσεις ἤ οἱ αγορές τοῦ ρυθμιστικοῦ αποθέματος φθάνουν τό επίπεδο τῶν 400 000 τόννων, τό Συμβούλιο αποφασίζει μέ ειδική ψηφοφορία εάν πρέπει νά προκληθεῖ παρέμβαση τοῦ ἔκτακτου ρυθμιστικοῦ αποθέματος:

α) στήν κατώτερη ἤ ανώτερη τιμή ενεργοποιήσεως· ἤ

β) σέ μία τιμή πού νά ευρίσκεται μεταξύ τῆς κατώτερης τιμῆς ενεργοποιήσεως καί τῆς κατώτερης ενδεικτικῆς τιμῆς, ἤ μεταξύ τῆς ανώτερης τιμῆς ενεργοποιήσεως καί τῆς ανώτερης ενδεικτικῆς τιμῆς.

3. Ἐκτός ἄν τό Συμβούλιο αποφασίσει ἄλλως μέ ειδική ψηφοφορία κατ' εφαρμογή τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ὁ διευθυντής τοῦ ρυθμιστικοῦ αποθέματος χρησιμοποιεῖ τό ἔκτακτο ρυθμιστικό απόθεμα γιά νά στηρίξει τήν κατώτερη ενδεικτική τιμή, μέ τήν παρέμβαση τοῦ εκτάκτου ρυθμιστικοῦ αποθέματος, ὅταν ή τιμή δείκτης αγορᾶς ευρίσκεται στό μέσο μεταξύ τῆς κατώτερης ενδεικτικῆς τιμῆς καί τῆς κατώτερης τιμῆς ενεργοποιήσεως, καί γιά τή στήριξη τῆς ανώτερης ενδεικτικῆς τιμῆς μέ τήν παρέμβαση τοῦ εκτάκτου ρυθμιστικοῦ αποθέματος ὅταν ή τιμή δείκτης αγορᾶς ευρίσκεται στό μέσο μεταξύ τῆς ανώτερης ενδεικτικῆς τιμῆς καί τῆς ανώτερης τιμῆς ενεργοποιήσεως.

4. Οἱ συνολικές διευκολύνσεις τοῦ ρυθμιστικοῦ αποθέματος, περιλαμβανομένου τοῦ κανονικοῦ καί τοῦ εκτάκτου ρυθμιστικοῦ αποθέματος, θά χρησιμοποιηθοῦν ὥστε νά διασφαλιστεῖ ὅτι ή τιμή δείκτης αγορᾶς δέν πέφτει κάτω από τήν κατώτερη ενδεικτική τιμή ἤ ανεβαίνει πάνω από τήν ανώτερη ενδεικτική τιμή.

5. Ὁ διευθυντής τοῦ ρυθμιστικοῦ αποθέματος διενεργεῖ τίς πωλήσεις καί τίς ανταλλαγές μέσω εγκαθιδρυμένων εμπορικῶν αγορῶν μέ τίς τιμές πού ισχύουν, καί ὅλες οἱ συναλλαγές του πρέπει νά γίνονται σέ φυσικό καουτσούκ πού θά παραδίδεται ὄχι αργότερα από τρεῖς ημερολογιακούς μῆνες πρίν.

6. Γιά νά διευκολυνθεῖ ή λειτουργία τοῦ ρυθμιστικοῦ αποθέματος, τό Συμβούλιο, εκτός από ὑποκαταστήματα, θά δημιουργήσει τίς αναγκαῖες διευκολύνσεις στό γραφεῖο τοῦ διευθυντῆ τοῦ ρυθμιστικοῦ αποθέματος σέ εγκαθιδρυμένες αγορές καουτσούκ καί εγκεκριμένους χώρους αποθήκευσης.

7. Ὁ διευθυντής τοῦ ρυθμιστικοῦ αποθέματος ετοιμάζει μιά μηνιαία αναφορά γιά τίς συναλλαγές ρυθμιστικοῦ αποθέματος καί τήν οικονομική κατάσταση

τοῦ λογαριασμοῦ αὐτοῦ. Ἑξήντα μέρες μετά τό τέλος κάθε μήνα, ἡ ἀναφορά γι' αὐτόν τό μήνα θά μπορεῖ νά ἀποβαίνει ἐπωφελής γιά τά μέλη.

8. Οἱ πληροφορίες γιά τίς συναλλαγές πού ἀφοροῦν τό ρυθμιστικό ἀπόθεμα περιλαμβάνουν ποσότητας, τιμές, τύπους, βαθμίδες καί ἀγορές ὅλων τῶν ὀργανισμῶν τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος, περιλαμβανομένων καί τῶν πιθανῶν ἀλλαγῶν. Οἱ πληροφορίες γιά τήν οἰκονομική κατάσταση τοῦ λογαριασμοῦ τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος περιλαμβάνει ἐπίσης τά ἐπιτόκια, τούς ὅρους καί τίς καταστάσεις τῶν καταθέσεων καί δανείων, τά ποσά πού διακινοῦνται καί ἄλλες σχετικές πληροφορίες γιά τά θέματα πού ἀναφέρονται στήν παράγραφο 2 τοῦ ἄρθρου 22.

Ἄρθρο 32

Ἔλεγχος καί ἀναθεώρηση τοῦ πλαισίου τιμῶν

Α. ΤΙΜΗ ΑΝΑΓΩΓΗΣ

1. Ἡ τιμή ἀναγωγῆς ἐπανεξετάζεται καί ἀναθεωρεῖται σέ συνάρτηση μέ τίς τάσεις τῆς ἀγορᾶς καί/ἤ τίς καθαρές διακυμάνσεις τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος, ὑπό τήν ἐπιφύλαξη τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος τμήματος τοῦ παρόντος ἄρθρου. Ἡ τιμή ἀναγωγῆς ἐπανεξετάζεται ἀπό τό Συμβούλιο κάθε δεκαοκτώ μῆνες ἀπό τήν ἔναρξη τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης συμφωνίας.

α) Ἐάν ὁ μέσος ὅρος τῶν ἡμερησίων τιμῶν δεικτῶν ἀγορᾶς τό ἑξάμηνο πού προηγεῖται μιᾶς ἐξετάσεως ἰσοῦται μέ τήν ἀνώτερη τιμή παρεμβάσεως ἤ τήν κατώτερη τιμή παρεμβάσεως, ἤ ἄν περιλαμβάνεται μεταξύ τῶν δύο αὐτῶν τιμῶν, ἡ τιμή ἀναγωγῆς δέν ἀναθεωρεῖται.

β) Ἐάν ὁ μέσος ὅρος τῶν ἡμερησίων τιμῶν δεικτῶν ἀγορᾶς τό ἑξάμηνο πού προηγεῖται μιᾶς ἐξετάσεως εἶναι κατώτερος τῆς κατώτερης τιμῆς παρεμβάσεως, ἡ τιμή ἀναγωγῆς ἀναθεωρεῖται αὐτομάτως καί μειώνεται κατά 5% σέ σχέση μέ τό ἐπίπεδό της κατά τή στιγμή τῆς ἐξετάσεως, ἐκτός ἄν τό Συμβούλιο ἀποφασίσει μέ εἰδική ψηφοφορία νά ἐφαρμόσει στήν τιμή ἀναγωγῆς διαφορετικό ποσοστό μειώσεως.

γ) Ἐάν ὁ μέσος ὅρος τῶν ἡμερήσιων τιμῶν δεικτῶν ἀγορᾶς τό ἑξάμηνο πού προηγεῖται τῆς ἐξετάσεως εἶναι κατώτερος τῆς κατώτερης τιμῆς παρεμβάσεως, ἡ τιμή ἀναγωγῆς αὐτομάτως ἀναθεωρεῖται καί αὐξάνεται κατά 5% σέ σχέση μέ τό ἐπίπεδό της κατά τή στιγμή τῆς ἐξετάσεως, ἐκτός ἄν τό Συμβούλιο ἀποφασίσει μέ εἰδική ψηφοφορία νά ἐφαρμόσει στήν τιμή ἀναγωγῆς διαφορετικό ποσοστό αὐξήσεως.

2. Ἐάν μετά τήν τελευταία ἐκτίμηση πού προβλέπεται ἀπό τήν παρούσα παράγραφο ἤ ἀπό τήν ἔναρξη τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης συμφωνίας, ἐπέλθει καθαρή μεταβολή τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος ἴση πρός 100 000 τόννους, ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής συγκαλεῖ ἔκτακτη σύνοδο τοῦ Συμβουλίου γιά νά ἐκτιμήσει τήν κατάσταση. Τό Συμβούλιο δύναται, μέ εἰδική ψηφοφορία, νά λάβει τά κατάλληλα μέτρα τά ὁποῖα δύνανται νά περιλαμβάνουν:

α) τήν ἀναστολή τῶν πράξεων τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος·

β) ἀλλαγή τοῦ ρυθμοῦ ἀγορῶν ἤ πωλήσεων τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος· ἤ

γ) τήν ἀναθεώρηση τῆς τιμῆς ἀναγωγῆς.

3. Ἐάν ἔλαβαν χώρα ἀγορές ἤ πωλήσεις τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος ποσοῦ καθαροῦ 300 000 τόννων ἀπό: α) τήν ἔναρξη τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης συμφωνίας, β) τήν τελευταία ἀναθεώρηση βάσει τῶν ὅρων τῆς παρούσης παραγράφου ἤ γ) τήν τελευταία ἀναθεώρηση βάσει τῶν ὅρων τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, μέ βάση τήν πιό πρόσφατη ἀπό τίς τρεῖς ἀντίστοιχες ἡμερομηνίες, ἡ τιμή ἀναγωγῆς ἐλαττώνεται ἤ αὐξάνεται, κατά περίπτωση, κατά 3% σέ σχέση μέ τό ἐπίπεδό της κατά τόν ἐν λόγω χρόνο, ἐκτός ἐάν τό Συμβούλιο,μέ εἰδική ψηφοφορία, ἀποφασίζει νά τό μειώσει ἤ αὐξήσει, κατά περίπτωση, κατά διάφορο ποσοστό.

4. Καμμία προσαρμογή τῆς τιμῆς ἀναγωγῆς, οἱοσδήποτε καί ἄν εἶναι ὁ λόγος, δέν πρέπει νά γίνεται κατά τρόπο ὥστε οἱ τιμές ἀναγωγῆς νά ὑπερβαίνουν τήν κατώτερη ἤ ἀνώτερη ἐνδεικτική τιμή.

Β. ΕΝΔΕΙΚΤΙΚΕΣ ΤΙΜΕΣ

5. Τό Συμβούλιο δύναται, μέ εἰδική ψηφοφορία, νά ἀναθεωρήσει τήν κατώτερη ἤ ἀνώτερη ἐνδεικτική τιμή κατά τήν ἐξέταση πού προβλέπεται στό τμῆμα αὐτό τοῦ παρόντος ἄρθρου.

6. Τό Συμβούλιο μεριμνᾶ ὥστε κάθε ἀναθεώρηση τῶν ἐνδεικτικῶν τιμῶν νά εἶναι σύμφωνη πρός τήν ἐξέλιξη τῶν τάσεων καί τῆς καταστάσεως τῆς ἀγορᾶς. Πρός τό σκοπό αὐτό, τό Συμβούλιο λαμβάνει ὑπόψη τίς τάσεις τῶν τιμῶν, τῆς καταναλώσεως, τῆς προσφορᾶς, τοῦ κόστους παραγωγῆς καί τῶν ἀποθεμάτων τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ καθώς καί τήν ποσότητα τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ πού περιλαμβάνεται στό ρυθμιστικό ἀπόθεμα καί τήν οἰκονομική κατάσταση τοῦ λογαριασμοῦ τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος.

7. Ἡ κατώτερη καί ἀνώτερη ἐνδεικτική τιμή ἐπανεξετάζονται:

α) κάθε τριάντα μῆνες ἀπό τήν ἔναρξη τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης συμφωνίας·

β) σέ ἐξαιρετικές περιστάσεις, κατ' αἴτηση ἑνός μέλους ἤ μελῶν πού συγκεντρώνουν 200 ἤ περισσότερες ψήφους στό Συμβούλιο· καί

γ) ὅταν ἡ τιμή ἀναγωγῆς ἔχει ἀναθεωρηθεῖ: i) πρός τά κάτω ἀπό τήν τελευταία ἀναθεώρηση τῆς κατώτερης ἐνδεικτικῆς τιμῆς ἤ ἀπό τήν ἔναρξη τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης συμφωνίας ἤ ii) πρός τά ἄνω ἀπό τήν τελευταία ἀναθεώρηση τῆς ἀνώτερης ἐνδεικτικῆς τιμῆς ἤ ἀπό τήν ἔναρξη τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης συμφωνίας, καί ὅταν ἡ μείωση ἤ ἡ ὕψωση αὐτή τουλάχιστον 3% σύμφωνα μέ τήν

παράγραφο 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου καί τουλάχιστον 5% σύμφωνα μέ τήν παράγραφο 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἤ ὕψους τό λιγώτερο ἴσον πρός τό ποσοστό αὐτό σύμφωνα μέ τίς παραγράφους 1, 2 καί/ἤ 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ὑπό τήν προϋπόθεση ὅτι ὁ μέσος ὅρος τῆς ἡμερησίας τιμῆς δείκτου ἀγορᾶς, κατά τίς ἑξήντα ἡμέρες ἀπό τήν τελευταία ἀναθεώρηση τῆς τιμῆς ἀναγωγῆς εἶναι, κατά περίπτωση, κατώτερος τῆς κατώτερης τιμῆς παρεμβάσεως ἤ ἀνώτερος τῆς ἀνώτερης τιμῆς παρεμβάσεως.

8. Ἀνεξαρτήτως τῶν παραγράφων 5, 6 καί 7 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἡ κατώτερη ἤ ἡ ἀνώτερη ἐνδεικτική τιμή δέν ἀναθεωρεῖται πρός τά ἄνω ἐάν ὁ μέσος ὅρος τῆς ἡμερησίας τιμῆς δείκτου ἀγορᾶς γιά τό ἑξάμηνο πού προηγεῖται τῆς ἐξετάσεως τοῦ πλαισίου τῶν τιμῶν, ἡ ὁποία προβλέπεται ἀπό τό παρόν ἄρθρο εἶναι κατώτερη τῆς τιμῆς ἀναγωγῆς. Κατά τόν ἴδιο τρόπο, ἡ κατώτερη ἤ ἀνώτερη ἐνδεικτική τιμή δέν ἀναθεωρεῖται πρός τά κάτω ἐάν ὁ μέσος ὅρος τῆς ἡμερησίας τιμῆς δείκτου ἀγορᾶς γιά τό ἑξάμηνο πού προηγεῖται τῆς ἐξετάσεως τοῦ πλαισίου τῶν τιμῶν ὅπως προβλέπεται στό παρόν ἄρθρο εἶναι ἀνώτερη τῆς τιμῆς ἀναγωγῆς.

Ἄρθρο 33

Τιμή δείκτης ἀγορᾶς

1. Δημιουργεῖται μία ἡμερήσια τιμή δείκτης ἀγορᾶς, ἡ ὁποία εἶναι σύνθετος, σταθμισμένος μέσος ὅρος ἀντιπροσωπευτικός τῆς ἀγορᾶς τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ τῶν ἐπισήμων ἡμερησίων τιμῶν γιά τόν τρέχοντα μήνα στίς ἀγορές τῆς Κουάλα Λουμπούρ, τοῦ Λονδίνου, τῆς Νέας Ὑόρκης καί τῆς Σιγκαπούρης. Ἀρχικά, ἡ ἡμερήσια τιμή δείκτης τῆς ἀγορᾶς διαμορφώνεται βάσει τῶν τιμῶν τοῦ RSS 1, τοῦ RSS 3 καί τοῦ TSR 20, τῶν ὁποίων οἱ συντελεστές σταθμίσεως πρέπει νά εἶναι ἴσοι. Ὅλες οἱ τιμές μετατρέπονται σέ τιμή fob στά λιμάνια Μαλαισίας-Σιγκαπούρης, σέ νομίσματα Μαλαισίας-Σιγκαπούρης.

2. Ἡ σύνθεση ἀνά τύπο/ποιότητα, οἱ συντελεστές σταθμίσεως καί οἱ μέθοδοι ὑπολογισμοῦ τῆς ἡμερησίας τιμῆς δείκτου ἀγορᾶς ἐπανεξετάζονται καί δύνανται νά ἀναθεωρηθοῦν ἀπό τό Συμβούλιο μέ εἰδική ψηφοφορία οὕτως ὥστε ἡ τιμή αὐτή νά εἶναι ἀντιπροσωπευτική τῆς ἀγορᾶς τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ.

3. Ἡ τιμή δείκτης ἀγορᾶς θεωρεῖται ἀνώτερη, ἴση ἤ κατώτερη τῶν ἐπιπέδων τῶν τιμῶν πού ἀναφέρονται στήν παροῦσα συμφωνία ἐάν ὁ μέσος ὅρος τῶν ἡμερησίων τιμῶν δεικτῶν ἀγορᾶς κατά τίς τελευταῖες πέντε ἡμέρες εἶναι ἀνώτερος, ἴσος ἤ κατώτερος πρός αὐτά τά ἐπίπεδα τιμῶν.

Ἄρθρο 34

Σύνθεση τῶν ἀποθεμάτων πού ἀποτελοῦν τό ρυθμιστικό ἀπόθεμα

1. Τό Συμβούλιο, κατά τήν πρώτη του σύνοδο μετά τήν ἔναρξη τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης συμφωνίας, ὁρίζει τίς ποιότητες καί τύπους, διεθνῶς ἀναγνωρισμένους, τῶν φύλλων ἀποστεγνωμένου καουτσούκ (caoutchouc fumé) καί τοῦ καουτσούκ πού ὑπόκειται σέ τεχνικές προδιαγραφές τά ὁποῖα δύνανται νά ὑπεισέλθουν στό ρυθμιστικό ἀπόθεμα ὑπό τήν ἐπιφύλαξη τῆς τηρήσεως τῶν ἀκολούθων κριτηρίων:

α) οἱ κατώτερες ποιότητες καί τύποι τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ πού γίνονται δεκτοί γιά νά συμπεριληφθοῦν στό ρυθμιστικό ἀπόθεμα εἶναι οἱ RSS 3 καί TSR 20·

β) ὑποδεικνύονται ὅλες οἱ ποιότητες καί ὅλοι οἱ τύποι πού γίνονται δεκτοί κατ' ἐφαρμογή τῆς περιπτώσεως α) τῆς παρούσης παραγράφου, καί οἱ ὁποῖες ἀντιπροσωπεύουν τουλάχιστον 3% τοῦ διεθνοῦς ἐμπορίου τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ κατά τό προηγούμενο ἡμερολογιακό ἔτος.

2. Τό Συμβούλιο δύναται μέ εἰδική ψηφοφορία, νά τροποποιήσει τά κριτήρια καί/ἤ τούς τύπους/ποιότητες πού γίνονται δεκτά ἐφ' ὅσον κρίνεται ἀναγκαῖο, μέ σκοπό νά ἐξασφαλισθεῖ ὅτι ἡ σύνθεση τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος ἀντανακλᾶ τήν ἐξέλιξη τῆς καταστάσεως στήν ἀγορά, ὅτι ἐπιτυγχάνονται οἱ στόχοι τῆς παρούσης συμφωνίας ὡς πρός τή σταθεροποίηση καί νά διατηρεῖται σέ ἐπίπεδο ὑψηλό ἡ ἐμπορική ποιότης τῶν ἀποθεμάτων πού συνιστοῦν τό ρυθμιστικό ἀπόθεμα.

3. Ὁ διευθυντής τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος θά πρέπει νά μεριμνᾶ ὥστε ἡ σύνθεση τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος νά ἀντανακλᾶ τή διάρθρωση τῶν ἐξαγωγῶν/εἰσαγωγῶν τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ, καί νά ἀνταποκρίνεται συγχρόνως στούς στόχους τῆς παρούσης συμφωνίας ὡς πρός τή σταθεροποίηση.

4. Τό Συμβούλιο δύναται, μέ εἰδική ψηφοφορία, νά ἀναθέσει στό διευθυντή τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος νά τροποποιήσει τή σύνθεση τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος ἐάν κρίνεται ἀναγκαῖο γιά τό στόχο τῆς σταθεροποιήσεως τῶν τιμῶν.

Ἄρθρο 35

Τόπος ὅπου εὑρίσκονται τά ἀποθέματα πού συνιστοῦν τό ρυθμιστικό ἀπόθεμα

1. Ὁ τόπος τῶν ἀποθεμάτων πού συνιστοῦν τό ρυθμιστικό ἀπόθεμα πρέπει νά ἐπιτρέπει ἐμπορικές πράξεις οἰκονομικές καί ἀποτελεσματικές. Δυνάμει τῆς ἀρχῆς αὐτῆς, τά ἀποθέματα αὐτά πρέπει νά βρίσκονται στό ἔδαφος ἐξαγωγικῶν μελῶν καί εἰσαγωγικῶν μελῶν. Ἡ κατανομή τους μεταξύ τῶν μελῶν πρέπει νά πραγματοποιεῖται κατά τρόπο πού νά ἐπιτυγχάνονται οἱ στόχοι τῆς σταθεροποιήσεως πού ἀναφέρονται στήν

παρούσα συμφωνία, διατηρώντας ὅμως τό κόστος στό κατώτατο δυνατό ἐπίπεδο.

2. Γιά νά διατηρηθοῦν ὑψηλοί κανόνες ἐμπορικῆς ποιότητος ἡ ἀποθεματοποίηση πρέπει νά γίνεται ἀποκλειστικῶς σέ ἀποθῆκες πού ἔχουν τύχει ἐγκρίσεως σέ συνάρτηση μέ τά κριτήρια πού ἀποφασίζονται ἀπό τό Συμβούλιο.

3. Μετά τήν ἔναρξη τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης συμφωνίας, τό Συμβούλιο καταρτίζει καί ἐγκρίνει πίνακα ἀποθηκῶν καθώς καί ἀναγκαῖες διατάξεις γιά τή χρησιμοποίησή τους. Τό Συμβούλιο ἐπανεξετάζει τόν πίνακα αὐτό περιοδικῶς.

4. Τό Συμβούλιο ἐπανεξετάζει ἐπίσης περιοδικῶς τόν τόπο τῶν ἀποθεμάτων πού συνιστοῦν τό ρυθμιστικό ἀπόθεμα καί δύναται, μέ εἰδική ψηφοφορία, νά ἀναθέσει στό διευθυντή τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος νά τροποποιήσει τόν τόπο τῶν ἀποθεμάτων αὐτῶν γιά νά ἐξασφαλίσει ἐμπορικές πράξεις οἰκονομικές καί ἀποτελεσματικές.

Ἄρθρο 36

Ἀνανέωση τῶν ἀποθεμάτων πού συνιστοῦν τό ρυθμιστικό ἀποθεματικό

Ὁ διευθυντής τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος φροντίζει ὥστε ὅλα τά ἀποθέματα πού συνιστοῦν τό ρυθμιστικό ἀπόθεμα νά ἀγοράζονται καί νά διατηροῦνται σύμφωνα μέ κανόνες ὑψηλῆς ἐμπορικῆς ποιότητος. Ἀνανεώνει τό φυσικό καουτσούκ πού ἔχει ἀποθηκευθεῖ στό ρυθμιστικό ἀπόθεμα κατά τρόπο κατάλληλο γιά νά ἐξασφαλίσει τήν τήρηση τῶν κανόνων αὐτῶν, λαμβάνοντας δεόντως ὑπόψη τό κόστος ἀνανεώσεως καί τίς ἐπιπτώσεις στή σταθερότητα τῆς ἀγορᾶς. Τό κόστος τῆς ἀνανεώσεως καταλογίζεται στό λογαριασμό τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος.

Ἄρθρο 37

Περιορισμός ἤ ἀναστολή τῶν πράξεων τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος

1. Ἀνεξαρτήτως τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 31, τό Συμβούλιο, ἐάν εὑρίσκεται σέ σύνοδο, δύναται μέ εἰδική ψηφοφορία νά περιορίσει ἤ νά ἀναστείλει τίς πράξεις τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος, ἐάν κρίνει ὅτι ἡ τήρηση τῶν ὑποχρεώσεων πού ἐπιβάλλονται στό διευθυντή τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος ἀπό τό ἐν λόγω ἄρθρο, παρεμποδίζει τήν ἐπίτευξη τῶν στόχων τῆς παρούσης συμφωνίας.

2. Ἐάν τό Συμβούλιο δέν εὑρίσκεται σέ σύνοδο, ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής εἶναι δυνατό, ἀφοῦ συμβουλευθεῖ τόν πρόεδρο, νά περιορίσει ἤ νά ἀναστείλει τίς πράξεις τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος ἐάν κρίνει ὅτι ἡ τήρηση τῶν ὑποχρεώσεων ἐκ μέρους τοῦ διευθυντοῦ τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος κατά τό ἄρθρο 31 δέν ἐπιτρέπει τήν ἐπίτευξη τῶν στόχων τῆς παρούσης συμφωνίας.

3. Ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής, ἀμέσως μετά τήν ἀπόφαση περί περιορισμοῦ ἤ ἀναστολῆς τῶν πράξεων τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος δυνάμει τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, συγκαλεῖ σέ σύνοδο τό Συμβούλιο πρός ἐξέταση τῆς ἀποφάσεως αὐτῆς. Ἀνεξαρτήτως τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 4 τοῦ ἄρθρου 14, τό Συμβούλιο συνέρχεται ἐντός ἑπτά ἡμερῶν ἀπό τήν ἡμερομηνία περί περιορισμοῦ ἤ ἀναστολῆς καί, μέ εἰδική ψηφοφορία, ἐπικυρώνει ἤ καταργεῖ τόν ἐν λόγω περιορισμό ἤ ἀναστολή. Ἐάν κατά τή σύνοδο αὐτή τό Συμβούλιο δέν δύναται νά ἀποφασίσει, οἱ πράξεις τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος ἐπαναλαμβάνονται δίχως οἱονδήποτε περιορισμό πού τυχόν ἐπεβλήθη δυνάμει τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Ἄρθρο 38

Κυρώσεις γιά τή μή ἐξόφληση τῶν συνεισφορῶν στό λογαριασμό τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος

1. Ἐάν μέλος δέν ἐκπληρώνει τήν ὑποχρέωσή του νά συνεισφέρει στό λογαριασμό τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος κατά τήν ἡμερομηνία κατά τήν ὁποία ἡ συνεισφορά του καθίσταται ἀπαιτητή, θεωρεῖται ὅτι καθυστερεῖ στήν καταβολή του. Μέλος πού καθυστερεῖ ἑξήντα ἡμέρες ἤ περισσότερο δέν λογίζεται ὡς μέλος στίς ψηφοφορίες ἐπί τῶν θεμάτων πού ἀναφέρονται στήν παράγραφο 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

2. Τά δικαιώματα ψήφου ὡς καί ἄλλα δικαιώματα στό Συμβούλιο ἑνός μέλους πού καθυστερεῖ ἑξήντα ἡμέρες ἤ περισσότερο τίς καταβολές του κατά τήν παράγραφο 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀνακαλοῦνται, ἐκτός ἐάν τό Συμβούλιο ἀποφασίσει ἄλλως, μέ εἰδική ψηφοφορία.

3. Μέλος τό ὁποῖο καθυστερεῖ τίς καταβολές του πληρώνει τόκους οἱ ὁποῖοι ὑπολογίζονται βάσει τοῦ ἰσχύοντος προτιμησιακοῦ ἐπιτοκίου στή φιλοξενοῦσα χώρα ἀπό τήν ἡμέρα κατά τήν ὁποία οἱ καταβολές αὐτές καθίστανται ἀπαιτητές, ἐκτός ἐάν τό καθυστεροῦν μέλος καλύπτεται μέ συναφθέν ἀπό τό Συμβούλιο δάνειο κατ' ἐφαρμογή τοῦ ἄρθρου 8, ὁπότε τό ἐν λόγω μέλος ὀφείλει νά πληρώνει τούς τόκους τοῦ δανείου. Ἄλλα εἰσαγωγικά καί ἐξαγωγικά μέλη δύνανται οἰκειοθελῶς νά καλύψουν τό καθυστεροῦν μέλος.

4. Ὅταν λήξει ἡ καθυστέρηση καταβολῆς κατά τρόπο ἱκανοποιητικό, τό μέλος πού καθυστέρησε ἑξήντα ἡμέρες ἤ περισσότερο στήν καταβολή του, ἐπανακτᾶ τό δικαίωμα ψήφου καθώς καί ἄλλα δικαιώματά του. Ἐάν τά ποσά πού δέν κατεβλήθησαν προκατεβλήθησαν ἀπό ἄλλα μέλη, τούς ἐπιστρέφονται εἰς ὁλόκληρο.

Ἄρθρο 39

Προσαρμογές τῶν συνεισφορῶν στό λογαριασμό τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος

1. Ὅταν γίνεται νέα κατανομή τῶν ψήφων κατά τήν πρώτη σύνοδο κάθε χρήσεως, τό Συμβούλιο πραγματοποιεῖ τήν ἀναγκαία προσαρμογή τῆς συνεισφορᾶς ἑκάστου μέλους στό λογαριασμό τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου. Πρός τό σκοπό αὐτό ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής ὑπολογίζει:

α) τήν καθαρή συνεισφορά κάθε μέλους, ἐκπίπτοντας τίς συνεισφορές πού ἐπεστράφησαν στό μέλος αὐτό σύμφωνα μέ τήν παράγραφο 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀπό τό σύνολο ὅλων τῶν συνεισφορῶν πού κατεβλήθησαν ἀπό τό μέλος αὐτό ἀπό τήν ἔναρξη τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης συμφωνίας·

β) τό συνολικό ὕψος τῶν καθαρῶν συνεισφορῶν, προσθέτοντας τίς καθαρές συνεισφορές ὅλων τῶν μελῶν·

γ) τήν ἀναθεωρημένη καθαρή συνεισφορά κάθε μέλους, διά τῆς κατανομῆς τοῦ συνολικοῦ ὕψους τῶν καθαρῶν συνεισφορῶν μεταξύ τῶν μελῶν σέ συνάρτηση μέ τό ἀναθεωρημένο μερίδιο ἑκάστου μέλους στό σύνολο τῶν ψήφων στό Συμβούλιο κατ' ἐφαρμογή τοῦ ἄρθρου 15, ὑπό τήν ἐπιφύλαξη τῆς παραγράφου 3 τοῦ ἄρθρου 28 καί νοουμένου ὅτι τό μερίδιο κάθε μέλους στό σύνολο τῶν ψήφων πρέπει, κατά τήν ἔννοια τοῦ παρόντος ἄρθρου, νά ὑπολογίζεται χωρίς νά λαμβάνεται ὑπόψη ἡ ἀναστολή τῶν δικαιωμάτων ψήφου ἑνός μέλους οὔτε ἡ νέα κατανομή τῶν ψήφων πού ὡς ἐκ τούτου προκύπτει.

Ὅταν ἡ καθαρή συνεισφορά ἑνός μέλους ὑπερβαίνει τήν ἀναθεωρημένη καθαρή συνεισφορά του, ἡ διαφορά τοῦ ἐπιστρέφεται, εἰς βάρος τοῦ λογαριασμοῦ τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος. Ὅταν ἡ ἀναθεωρημένη καθαρή συνεισφορά ἑνός μέλους ὑπερβαίνει τήν καθαρή συνεισφορά του, τοῦτο καταβάλλει τή διαφορά στό λογαριασμό τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος.

2. Ἐάν τό Συμβούλιο, ἔχοντας ὑπόψη τίς παραγράφους 2 καί 3 τοῦ ἄρθρου 29 ἀποφαίνεται ὅτι ὑπάρχουν καθαρές συνεισφορές ἐπί πλέον τῶν ἀπαιτουμένων κεφαλαίων γιά τή στήριξη τῶν πράξεων τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος γιά τούς τέσσερις ἑπόμενους μῆνες, τό Συμβούλιο ἐπιστρέφει τίς πλεονάζουσες καθαρές συνεισφορές, ἀφαιρουμένων τῶν ἀρχικῶν συνεισφορῶν, ἐκτός ἄν ἀποφασίσει μέ εἰδική ψηφοφορία νά μήν προβεῖ στήν ἐπιστροφή αὐτή ἤ νά ἐπιστρέψει μικρότερο ποσό. Τό μερίδιο τῶν μελῶν ἔναντι τοῦ συνολικοῦ πρός ἐπιστροφή ποσοῦ εἶναι ἀνάλογο πρός τήν καθαρή συνεισφορά τους σέ μετρητά.

3. Κατόπιν αἰτήσεως ἑνός μέλους, εἶναι δυνατό νά κρατηθεῖ στό λογαριασμό τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος τό ποσό, τήν ἐπιστροφή τοῦ ὁποίου αὐτό δικαιοῦται. Ἐάν μέλος ζητήσει τό ποσό πού πρέπει νά τοῦ ἐπιστραφεῖ νά παραμείνει στό λογαριασμό τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος, τό ποσό αὐτό ἀφαιρεῖται ἀπό κάθε συμπληρωματική συνεισφορά πού ζητεῖται κατ' ἐφαρμογή τοῦ ἄρθρου 29.

4. Ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής κοινοποιεῖ ἀμέσως στά μέλη τίς καταβολές ἤ τίς ἐπιστροφές στίς ὁποῖες πρέπει νά προβεῖ μετά ἀπό προσαρμογές πού πραγματοποιήθηκαν σύμφωνα μέ τίς παραγράφους 1 καί 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου. Οἱ καταβολές πού ζητοῦνται ἀπό τά μέλη ἤ οἱ ὑπέρ αὐτῶν ἐπιστροφές πραγματοποιοῦνται ἐντός ἑξήντα ἡμερῶν ἀπό τήν ἡμερομηνία κατά τήν ὁποία ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής ἀπέστειλε τήν κοινοποίηση.

5. Ἄν τά ἀπομένοντα στό λογαριασμό τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος χρηματικά κεφάλαια, μετά τήν ἐξόφληση ἐνδεχομένων δανείων, ὑπερβαίνουν τήν ἀξία τῶν συνολικῶν καθαρῶν συνεισφορῶν πού κατεβλήθησαν ἀπό τά μέλη, τά πλεονάζοντα κεφάλαια διανέμονται κατά τή λήξη τῆς παρούσης συμφωνίας.

Ἄρθρο 40

Τό ρυθμιστικό ἀπόθεμα καί οἱ μεταβολές τῶν τιμῶν συναλλάγματος

1. Ἄν ἡ τιμή συναλλάγματος μεταξύ τοῦ μαλαισιανοῦ ringgit/δολλαρίου Σιγκαπούρης καί τῶν νομισμάτων τῶν κυριωτέρων ἐξαγωγικῶν καί εἰσαγωγικῶν μελῶν φυσικοῦ καουτσούκ ὑφίσταται τέτοια μεταβολή ὥστε νά δημιουργοῦνται σοβαρές ἐπιπτώσεις στίς πράξεις τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος, ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής ὀφείλει, σύμφωνα μέ τό ἄρθρο 37, ἤ τά μέλη δύνανται, σύμφωνα μέ τό ἄρθρο 14, νά συγκαλέσουν ἔκτακτη σύνοδο τοῦ Συμβουλίου. Τό Συμβούλιο συνέρχεται ἐντός δέκα ἡμερῶν γιά νά ἐπικυρώσει ἤ νά καταργήσει τά μέτρα πού ἤδη ἐλήφθησαν ἀπό τόν ἐκτελεστικό διευθυντή κατ' ἐφαρμογή τοῦ ἄρθρου 37 καί δύναται μέ εἰδική ψηφοφορία, νά λάβει τά κατάλληλα μέτρα, συμπεριλαμβανομένης τῆς ἀναθεωρήσεως τοῦ πλαισίου τιμῶν, κατ' ἐφαρμογή τῶν ἀρχῶν πού διετυπώθησαν στήν πρώτη φράση τῶν παραγράφων 1 καί 6 τοῦ ἄρθρου 32.

2. Τό Συμβούλιο, μέ εἰδική ψηφοφορία, ὁρίζει διαδικασία γιά νά καθορίσει τί ἀποτελεῖ μιά σημαντική μεταβολή τῆς ἰσοτιμίας τῶν νομισμάτων αὐτῶν, μέ μόνο σκοπό νά ἐξασφαλισθεῖ ἡ ἔγκαιρη σύγκληση τοῦ Συμβουλίου.

3. Ἄν μεταξύ τοῦ μαλαισιανοῦ ringgit καί τοῦ δολλαρίου Σιγκαπούρης ὑφίσταται διαφορά ἡ ὁποία ἐπιφέρει σημαντικές ἐπιπτώσεις στίς πράξεις τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος, τό Συμβούλιο συνέρχεται πρός ἐξέταση τῆς καταστάσεως καί δύναται νά υἱοθετήσει ἕνα μόνο νόμισμα.

Άρθρο 41

Διαδικασίες ἐκκαθαρίσεως τοῦ λογαριασμοῦ τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος

1. Κατά τή λήξη τῆς παρούσης συμφωνίας, ὁ διευθυντής τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος καταρτίζει πίνακα ἐκτιμήσεως ὅλων τῶν δαπανῶν πού ἀπορρέουν ἀπό τήν ἐκκαθάριση ἤ ἀπό τή μεταβίβαση σέ νέα διεθνή συμφωνία περί τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ, τῶν στοιχείων τοῦ ἐνεργητικοῦ τοῦ λογαριασμοῦ τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος κατά τό παρόν ἄρθρο καί διατηρεῖ τό ἀντίστοιχο ποσό σέ ξεχωριστό λογαριασμό. Ἐάν τά ὑπόλοιπα αὐτά εἶναι ἀνεπαρκῆ, ὁ διευθυντής τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος πωλεῖ ἐπαρκή ποσότητα φυσικοῦ καουτσούκ τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος γιά νά προμηθευθεῖ τό ἀναγκαῖο πρόσθετο ποσό.

2. Τό μερίδιο κάθε μέλους στό λογαριασμό τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος ὑπολογίζεται κατά τόν ἀκόλουθο τρόπο:

α) ἡ ἀξία τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος εἶναι ἡ ἀξία τῆς συνολικῆς ποσότητος φυσικοῦ καουτσούκ κάθε τύπου/ποιότητος πού διαθέτει, ὑπολογιζομένη βάσει τῆς μικρότερης ἀπό τίς τρέχουσες τιμές τῶν ἀντιστοίχων τύπων/ποιοτήτων πού ἐπιβάλλονται στούς ἀναφερόμενους στό ἄρθρο 33 τόπους κατά τήν διάρκεια τριάντα ἡμερῶν πρό τῆς λήξεως τῆς παρούσης συμφωνίας·

β) ἡ ἀξία τοῦ λογαριασμοῦ τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος εἶναι ἡ ἀξία τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος ἐπαυξημένη μέ τά στοιχεῖα ἐνεργητικοῦ σέ μετρητά τοῦ λογαριασμοῦ τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος κατά τήν ἡμερομηνία λήξεως τῆς παρούσης συμφωνίας καί κατόπιν ἐκπτώσεως τοῦ κρατηθέντος ποσοῦ κατ' ἐφαρμογή τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου·

γ) ἡ καθαρή συνεισφορά ἑκάστου μέλους εἶναι τό ἄθροισμα τῶν συνεισφορῶν πού κατέβαλε καθ' ὅλη τή διάρκεια της παρούσας συμφωνίας, κατόπιν ἐκπτώσεως ὅλων τῶν ἐπιστροφῶν πού ἔλαβε κατ' ἐφαρμογή τοῦ ἄρθρου 39·

δ) ἐάν ἡ ἀξία τοῦ λογαριασμοῦ τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος εἶναι ἀνώτερη ἤ κατώτερη ἀπό τό συνολικό ποσό τῶν καθαρῶν συνεισφορῶν, τό πλεόνασμα ἤ τό ἔλλειμμα, κατά περίπτωση, κατανέμεται μεταξύ τῶν μελῶν ἀνάλογα μέ τό μερίδιό τους τῶν καθαρῶν συνεισφορῶν σταθμιζόμενο βάσει ἑνός χρονικοῦ συντελεστοῦ, κατ' ἐφαρμογή τῆς παρούσης συμφωνίας·

ε) τό μερίδιο ἑκάστου μέλους στό λογαριασμό τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος ἀντιστοιχεῖ στήν καθαρή του συνεισφορά μειουμένη ἤ ἐπαυξανομένη ἀπό τό μερίδιό του ἐντός τοῦ πλαισίου τῶν ἐλλειμμάτων ἤ τῶν πλεονασμάτων τοῦ λογαριασμοῦ τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος, κατόπιν ἀφαιρέσεως τῶν ἐνδεχομένων ὑποχρεώσεων λόγω δανείων πού δέν ἐξοφλήθηκαν καί τά ὁποῖα συνήφθησαν ἀπό τό Συμβούλιο γιά λογαριασμό του.

3. Ἐάν ἡ παρούσα συμφωνία πρόκειται νά ἀντικατασταθεῖ ἀμέσως μέ μία νέα διεθνή συμφωνία περί τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ, τό Συμβούλιο, μέ εἰδική ψηφοφορία, ὁρίζει τίς κατάλληλες διαδικασίες γιά τήν ἀποτελεσματική μεταφορά στή νέα συμφωνία, σύμφωνα μέ τούς ὅρους τῆς νέας αὐτῆς συμφωνίας, τῶν μεριδίων τοῦ λογαριασμοῦ τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος τῶν μελῶν πού προτίθενται νά συμμετάσχουν στή νέα συμφωνία. Κάθε μέλος πού δέν ἐπιθυμεῖ νά συμμετάσχει στή νέα συμφωνία ἔχει δικαίωμα στήν ἐπιστροφή τοῦ μεριδίου του:

α) μέ ἀπόληψη ἀπό τά ἀπομένοντα χρηματικά κεφάλαια ἀνάλογα μέ τό μερίδιό του σέ ποσοστό ἐπί τοῦ συνολικοῦ ποσοῦ τῶν καθαρῶν συνεισφορῶν στό λογαριασμό τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος, ἐντός δύο μηνῶν· καί

β) μέ ἀπόθεμα ἐπί τοῦ καθαροῦ προϊόντος τῆς διαθέσεως τῶν ἀποθεμάτων πού ἀποτελοῦν τό ρυθμιστικό ἀπόθεμα, διά κανονικῶν πωλήσεων ἤ διά μεταφορᾶς στή νέα διεθνή συμφωνία γιά τό φυσικό καουτσούκ στίς τρέχουσες τιμές τῆς ἀγορᾶς, τῆς ὅλης διαδικασίας ὀφειλούσης νά λήξει ἐντός προθεσμίας δώδεκα μηνῶν·

ἐκτός ἐάν τό Συμβούλιο, μέ εἰδική ψηφοφορία, ἀποφασίσει τήν αὔξηση τῶν πληρωμῶν πού ἀναφέρονται στήν περίπτωση α) τῆς παρούσης παραγράφου.

4. Ἐάν ἡ παρούσα συμφωνία λήξει χωρίς νά ἀντικατασταθεῖ ἀπό μία νέα διεθνή συμφωνία περί τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ πού νά προβλέπει ρυθμιστικό ἀπόθεμα, τό Συμβούλιο, μέ εἰδική ψηφοφορία, ὁρίζει τίς διαδικασίες πού θά διέπουν τή μεθοδική διάθεση τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος ἐντός μεγίστης προθεσμίας πού ὁρίζεται στήν παράγραφο 7 τοῦ ἄρθρου 67 μέ τήν ἐπιφύλαξη τῶν ἀκολούθων προδιαγραφῶν:

α) δέν γίνεται καμία ἄλλη ἀγορά τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ·

β) ὁ Ὀργανισμός δέν ἀναλαμβάνει νέες δαπάνες ἐκτός ἀπό ἐκεῖνες πού εἶναι ἀναγκαῖες γιά τήν διάθεση τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος.

5. Ὑπό τήν ἐπιφύλαξη τοῦ δικαιώματος πού ἔχουν τά μέλη νά ἐπιλέξουν τήν ἐπιστροφή τοῦ μεριδίου τους ὑπό τή μορφή φυσικοῦ καουτσούκ κατά τήν παράγραφο 6 τοῦ παρόντος ἄρθρου, κάθε ποσό σέ μετρητά πού παραμένει προσωρινά στό λογαριασμό τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος διανέμεται ἀμέσως σέ ἀναλογία πρός τό μερίδιό τους, ὅπως αὐτό ὁρίζεται στήν παράγραφο 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

6. Κάθε μέλος, ἀντί τῆς ἐπιστροφῆς σέ μετρητά ὁλόκληρου ἤ τμήματος τοῦ μεριδίου του, δύναται νά ἐπιλέξει νά ἀναλάβει τό μερίδιό του ἀπό τά στοιχεῖα τοῦ ἐνεργητικοῦ τοῦ λογαριασμοῦ τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος ὑπό μορφή φυσικοῦ καουτσούκ μέ τήν ἐπιφύλαξη τῶν διαδικασιῶν πού ὁρίζονται στό Συμβούλιο.

7. Τό Συμβούλιο ὁρίζει τίς κατάλληλες διαδικασίες γιά τήν προσαρμογή καί τήν ἐπιστροφή τῶν μεριδίων τῶν μελῶν στό λογαριασμό τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος. Κατά τήν προσαρμογή αὐτή λαμβάνεται ὑπόψη:

α) κάθε διαφορά μεταξύ τῆς τιμῆς τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ ὅπως ὁρίζεται εἰδικά στήν περίπτωση α) τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου καί τῶν τιμῶν στίς ὁποῖες ἐπωλήθη ἕνα τμῆμα ἤ ὁλόκληρο τό ρυθμιστικό ἀπόθεμα, κατ' ἐφαρμογή τῆς διαδικασίας διαθέσεως τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος· καί

β) ἡ διαφορά μεταξύ τοῦ κατ' ἐκτίμηση ποσοῦ καί τοῦ πραγματικοῦ ποσοῦ τῶν δαπανῶν ρευστοποιήσεως.

8. Τό Συμβούλιο συνέρχεται ἐντός τριάντα ἡμερῶν ἀπό τή λήξη τῶν συναλλαγῶν τοῦ λογαριασμοῦ τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος, γιά νά προβεῖ στήν ὁριστική ἐκκαθάριση τῶν λογαριασμῶν τῶν μελῶν ἐντός τῶν τριάντα ἑπομένων ἡμερῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΙΧ
ΣΧΕΣΕΙΣ ΜΕ ΤΟ ΚΟΙΝΟ ΤΑΜΕΙΟ

Ἄρθρο 42

Σχέσεις μέ τό Κοινό Ταμεῖο

Ὅταν ἀρχίσει ἡ λειτουργία τοῦ Κοινοῦ Ταμείου, τό Συμβούλιο θά ὠφεληθεῖ πλήρως ἀπό τίς διευκολύνσεις πού θά προσφέρει ὁ ὀργανισμός αὐτός, σύμφωνα μέ τίς ἀρχές πού διατυπώνονται στό παρόν κείμενο. Τό Συμβούλιο, πρός τό σκοπό αὐτό, θά διαπραγματευθεῖ μέ τό Κοινό Ταμεῖο ὅρους καί λεπτομέρειες ἀμοιβαίως ἀποδεκτές γιά τήν ὑπογραφή συμφωνίας συνδέσεως μέ τό Κοινό Ταμεῖο.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ Χ
ΜΕΤΡΑ ΠΕΡΙ ΤΟΥ ΕΦΟΔΙΑΣΜΟΥ

Ἄρθρο 43

Κανονικότης τοῦ ἐφοδιασμοῦ

1. Τά ἐξαγωγικά μέλη, κατά τό μέτρο πού εἶναι δυνατό, ὑποχρεοῦνται νά ἐφαρμόσουν πολιτική καί προγράμματα πού νά ἐξασφαλίζουν στούς καταναλωτές κανονικό ρυθμό ἐφοδιασμοῦ σέ φυσικό καουτσούκ.

2. Τά ἐξαγωγικά μέλη συνεχίζουν τήν προσπάθεια γιά τή βελτίωση τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ καί γιά τήν ἑνοποίηση τῶν προδιαγραφῶν, τῶν ποιοτήτων καί τῆς ἐμφανίσεως τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ, σύμφωνα μέ τήν ἐξέλιξη τῆς τεχνολογίας καί τῆς ἀγορᾶς.

3. Σέ περίπτωση κατά τήν ὁποία ἐμφανίζεται κίνδυνος ἐλλείψεως φυσικοῦ καουτσούκ, τό Συμβούλιο δύναται νά προβεῖ σέ συστάσεις πρός τά ἐν λόγω μέλη γιά τή λήψη καταλλήλων μέτρων, μέ στόχο τήν ὅσο τό δυνατόν ταχύτερη ἐξασφάλιση τῆς αὐξήσεως τοῦ ἐφοδιασμοῦ σέ φυσικό καουτσούκ.

Ἄρθρο 44

Ἄλλα μέτρα

1. Μέ σκοπό τήν ἐπίτευξη τῶν στόχων τῆς παρούσης συμφωνίας, τό Συμβούλιο καθορίζει καί προτείνει μέτρα καί κατάλληλες τεχνικές μεθόδους ἔτσι ὥστε τά παραγωγικά μέλη νά προωθήσουν τήν ἀνάπτυξη τῆς οἰκονομίας τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ χάρις στήν αὔξηση καί τή βελτίωση τῆς παραγωγῆς, τῆς παραγωγικότητος καί τῆς ἐμπορίας, ὥστε κατ' αὐτό τόν τρόπο νά αὐξηθοῦν οἱ ἐξαγωγικές εἰσπράξεις τῶν παραγωγικῶν μελῶν μέ ταυτόχρονη διασφάλιση τοῦ ἐφοδιασμοῦ.

2. Πρός τό σκοπό αὐτό, ἡ ἐπιτροπή ἄλλων μέτρων συντάσσει οἰκονομικές καί τεχνικές ἀναλύσεις γιά νά καθορίσει:

α) προγράμματα καί σχέδια ἔρευνας καί ἀναπτύξεως πού ἔχουν ὡς ἀντικείμενο τό φυσικό καουτσούκ πού παρουσιάζει ἐνδιαφέρον γιά τά ἐξαγωγικά καί εἰσαγωγικά μέλη, περιλαμβανομένης τῆς ἐπιστημονικῆς ἐρεύνης σέ εἰδικούς τομεῖς·

β) προγράμματα καί σχέδια γιά τή βελτίωση τῆς παραγωγικότητος τῆς βιομηχανίας τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ·

γ) μέσα βελτιώσεως στίς ποιότητες τοῦ ἐφοδιασμοῦ φυσικοῦ καουτσούκ καί τήν ἑνοποίηση τῶν προδιαγραφῶν, τῆς ποιότητος καί τῆς ἐμφανίσεως τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ·

δ) μεθόδους βελτιώσεως τῆς κατεργασίας, τῆς ἐμπορίας καί διανομῆς τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ σέ ἀκατέργαστη μορφή.

3. Τό Συμβούλιο ἐξετάζει τίς οἰκονομικές ἐπιπτώσεις αὐτῶν τῶν μέτρων καί τεχνικῶν μεθόδων καί προωθεῖ καί διευκολύνει τήν ἐνίσχυση μέ κατάλληλα οἰκονομικά μέσα, κατά περίπτωση, ἀπό πηγές ὅπως εἶναι οἱ διεθνεῖς χρηματοδοτικοί ὀργανισμοί καί ὁ δεύτερος λογαριασμός τοῦ Κοινοῦ Ταμείου, ὅταν αὐτό ἱδρυθεῖ.

4. Τό Συμβούλιο δύναται νά προβαίνει σέ συστάσεις, κατά περίπτωση, στά μέλη, στούς διεθνεῖς ὀργανισμούς καί σέ ἄλλες ὀργανώσεις ἐν ὄψει τῆς προωθήσεως τῶν εἰδικῶν μέτρων κατ' ἐφαρμογή τοῦ παρόντος ἄρθρου.

5. Ἡ ἐπιτροπή ἄλλων μέτρων ἐξετάζει περιοδικῶς τήν ἐφαρμογή τῶν μέτρων τά ὁποῖα ἀποφασίζει τό Συμβούλιο, τήν προώθηση καί τή σύσταση, καί ἀπευθύνει ἔκθεση πρός τό Συμβούλιο.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ XI

ΔΙΑΒΟΥΛΕΥΣΕΙΣ ΕΠΙ ΤΗΣ ΕΣΩΤΕΡΙΚΗΣ ΠΟΛΙΤΙΚΗΣ

Ἄρθρο 45

Διαβουλεύσεις

Τό Συμβούλιο προβαίνει σέ διαβουλεύσεις, κατόπιν αἰτήσεως ἑνός μέλους, ὡς πρός τήν πολιτική τῶν κυβερνήσεων σχετικά μέ τό φυσικό καουτσούκ, πού ἔχει ἄμεσες ἐπιπτώσεις στήν προσφορά ἤ στή ζήτηση. Τό Συμβούλιο δύναται νά ὑποβάλλει συστάσεις στά μέλη πρός ἐξέταση.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ XII

ΣΤΑΤΙΣΤΙΚΕΣ, ΜΕΛΕΤΕΣ ΚΑΙ ΠΛΗΡΟΦΟΡΗΣΗ

Ἄρθρο 46

Στατιστικές καί πληροφόρηση

1. Τό Συμβούλιο συγκεντρώνει, ταξινομεῖ καί ἐν ἀνάγκη δημοσιεύει τίς στατιστικές πού ἀφοροῦν τό φυσικό καουτσούκ καί τούς συναφεῖς τομεῖς καί οἱ ὁποῖες κρίνονται ἀναγκαῖες γιά τήν καλή λειτουργία τῆς παρούσης συμφωνίας.

2. Τά μέλη ἀνακοινώνουν στό Συμβούλιο ταχέως καί κατά τρόπο ὅσο τό δυνατό πλήρη, τά ὑπάρχοντα στοιχεῖα πού ἀφοροῦν τήν παραγωγή, τήν κατανάλωση καί τό διεθνές ἐμπόριο τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ, διαχωρίζοντας αὐτά κατά εἰδικές ποιότητες.

3. Τό Συμβούλιο ζητᾶ ἐπίσης ἀπό τά μέλη τήν παροχή καί ἄλλων πληροφοριῶν, συμπεριλαμβανομένων τῶν πληροφοριῶν σέ συναφεῖς τομεῖς καί οἱ ὁποῖες κρίνονται ἀναγκαῖες γιά τήν καλή λειτουργία τῆς παρούσης συμφωνίας.

4. Τά μέλη ὀφείλουν, κατά τό δυνατόν, νά παρέχουν σέ εὔλογο διάστημα ὅλες τίς στατιστικές καί πληροφορίες πού ἔχουν ἤδη μνημονευθεῖ, κατά τρόπο πού νά μήν ἀντιβαίνει στήν ἐθνική τους νομοθεσία.

5. Τό Συμβούλιο δημιουργεῖ στενές σχέσεις μέ τούς κατάλληλους διεθνεῖς ὀργανισμούς, μεταξύ τῶν ὁποίων καί τή διεθνή ὁμάδα μελέτης τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ, καθώς καί μέ τά χρηματιστήρια ἐμπορευμάτων καί μεριμνᾶ ὥστε νά διατίθενται στοιχεῖα πρόσφατα καί ἀξιόπιστα σχετικά μέ τήν παραγωγή, τήν κατανάλωση, τά ἀποθέματα, τό διεθνές ἐμπόριο καί τίς τιμές τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ καθώς καί μέ ἄλλους παράγοντες πού ἐπηρεάζουν τήν προσφορά καί τή ζήτηση.

6. Τό Συμβούλιο μεριμνᾶ ὥστε καμία ἀπό τίς δημοσιευμένες πληροφορίες νά μή θίγει τή μυστικότητα τῶν ἐνεργειῶν ἰδιωτῶν ἤ ἑταιριῶν πού παράγουν, ἐπεξεργάζονται ἤ ἐμπορεύονται τό φυσικό καουτσούκ ἤ συγγενῆ προϊόντα.

Ἄρθρο 47

Ἐτήσια ἐκτίμηση, προβλέψεις καί μελέτες

1. Τό Συμβούλιο συντάσσει καί δημοσιεύει ἐτήσια ἐκτίμηση τῆς παγκόσμιας καταστάσεως τοῦ φυσικου καουτσούκ καί τῶν συναφῶν τομέων, λαμβάνοντας ὑπόψη τίς πληροφορίες πού ἀνακοινώνουν τά μέλη καί ὅλοι οἱ ἁρμόδιοι διακυβερνητικοί καί διεθνεῖς ὀργανισμοί.

2. Τό Συμβούλιο, μιά τουλάχιστον φορά κάθε ἑξάμηνο, προβαίνει σέ πρόβλεψη τῆς παραγωγῆς, τῆς καταναλώσεως, τῶν ἐξαγωγῶν καί εἰσαγωγῶν τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ ὅλων τῶν τύπων καί ποιοτήτων γιά τό ἑπόμενο ἑξάμηνο. Ἀνακοινώνει στά μέλη τίς προβλέψεις αὐτές.

3. Τό Συμβούλιο συντάσσει ἤ λαμβάνει τά ἀπαραίτητα μέτρα γιά νά συντάξει μελέτες γιά τίς τάσεις τῆς παραγωγῆς, τῆς καταναλώσεως, τοῦ ἐμπορίου, τῆς ἐμπορίας καί τῶν τιμῶν τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ καθώς καί γιά τά βραχυπρόθεσμα καί μακροπρόθεσμα προβλήματα τῆς παγκόσμιας οἰκονομίας τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ.

Ἄρθρο 48

Ἐτήσια ἐξέταση

1. Τό Συμβούλιο ἐξετάζει κάθε ἔτος τή λειτουργία τῆς παρούσης συμφωνίας, λαμβάνοντας ὑπόψη τούς στόχους οἱ ὁποῖοι διατυπώνονται στό ἄρθρο 1. Ἐνημερώνει τά μέλη γιά τά ἀποτελέσματα τῆς ἐξετάσεως.

2. Τό Συμβούλιο δύναται ἀκολούθως νά διατυπώνει συστάσεις πρός τά μέλη καί νά λαμβάνει μεταγενεστέρως μέτρα ἐντός τῶν ὁρίων τῆς ἁρμοδιότητός του, γιά τή βελτίωση τῆς ἀποτελεσματικῆς λειτουργίας τῆς παρούσης συμφωνίας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ XIII

ΔΙΑΦΟΡΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Ἄρθρο 49

Γενικές ὑποχρεώσεις τῶν μελῶν

1. Κατά τή διάρκεια τῆς παρούσης συμφωνίας τά μέλη θά λάβουν κάθε ἀναγκαῖο μέτρο καί θά συνεργασθοῦν γιά τήν ἐπίτευξη τῶν στόχων τῆς παρούσης συμφωνίας καί δέν θά λαμβάνουν μέτρα πού ἀντίκειται πρός τούς ἐν λόγω στόχους.

2. Τά μέλη θά ἐπιζητήσουν ἰδιαιτέρως νά βελτιώσουν τήν κατάσταση τῆς οἰκονομίας τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ καί νά ἐνθαρρύνουν τήν παραγωγή καί τήν χρησιμοποίηση τοῦ προϊόντος αὐτοῦ κατά τρόπο πού νά συντελεῖ στήν ἀνάπτυξη καί τόν ἐκσυγχρονισμό τῆς οἰκονομίας τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ πρός τό ἀμοιβαῖο συμφέρον τῶν παραγωγῶν καί τῶν καταναλωτῶν.

3. Τά μέλη δέχονται νά θεωροῦν ἑαυτά ὡς δεσμευμένα ἀπό ὅλες τίς ἀποφάσεις τίς ὁποῖες τό Συμβούλιο θά λάβει κατ' ἐφαρμογή τῆς παρούσης συμφωνίας καί νά λαμβάνουν μέτρα πού θά ἔχουν ὡς ἀποτέλεσμα νά περιορίσουν ἤ νά ἀντιταχθοῦν στίς ἀποφάσεις αὐτές.

Ἄρθρο 50

Ἐμπόδια στό ἐμπόριο

1. Τό Συμβούλιο καθορίζει, σύμφωνα μέ τήν ἐτήσια ἐκτίμηση τῆς παγκόσμιας καταστάσεως τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ πού ἀναφέρεται στό ἄρθρο 47, τά ἐμπόδια στήν ἐξέλιξη τοῦ ἐμπορίου τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ σέ μορφή ἀκατέργαστη, ἡμικατεργασμένη ἤ μεταλλαγμένη.

2. Τό Συμβούλιο δύναται, κατά τήν έννοια τοῦ παρόντος ἄρθρου, νά συστήσει στά μέλη νά ἀποταθοῦν σέ διεθνεῖς ὀργανισμούς γιά τήν ἀναζήτηση συγκεκριμένων μέτρων πού νά εἶναι ἀμοιβαίως παραδεκτά μέ σκοπό τή βαθμιαία ἐξάλειψη τῶν ἐμποδίων αὐτῶν καί, ἐάν εἶναι δυνατό, τήν ὁλική τους ἐξαφάνιση. Ἐξετάζει περιοδικῶς τά ἀποτελέσματα τῶν συστάσεων αὐτῶν.

Ἄρθρο 51

Μεταφορά καί διάρθρωση τῆς ἀγορᾶς τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ

Τό Συμβούλιο ἐνθαρρύνει καί διευκολύνει τήν προώθηση τῶν λογικῶν καί δικαίων ναύλων καί τή βελτίωση τοῦ συστήματος μεταφορᾶς, κατά τρόπο πού νά ἐξασφαλίζεται κανονικός ἐφοδιασμός τῶν ἀγορῶν καί νά ἐπέρχεται οἰκονομία στό κόστος τῶν προϊόντων πού ἀποτελοῦν ἀντικείμενο ἐμπορίας.

Ἄρθρο 52

Διαφοροποιητικά καί διορθωτικά μέτρα

Τά ἀναπτυσσόμενα μέλη-εἰσαγωγεῖς καί οἱ ὑπό ἀνάπτυξη χῶρες πού εἶναι μέλη, τῶν ὁποίων τά ἐνδιαφέροντα ἐπηρεάζονται ἀρνητικά ἀπό τά μέτρα πού ἔχουν ληφθεῖ σ' αὐτή τή συμφωνία, μποροῦν νά κάνουν αἴτηση στό Συμβούλιο γιά τά κατάλληλα διαφοροποιητικά καί διορθωτικά μέτρα. Τό Συμβούλιο θά ἀποφασίσει γιά τά μέτρα αὐτά ἀκολουθώντας τό ψήφισμα 93 (IV) τῆς Συνδιασκέψεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν γιά τό Ἐμπόριο καί τήν ἀνάπτυξη, παράγραφοι 3 καί 4, τμῆμα III.

Ἄρθρο 53

Ἀπαλλαγή ἀπό ὑποχρεώσεις

1. Ὅταν εἶναι ἀναγκαῖο, σέ ἐξαιρετικές ἤ ἐπείγουσες περιπτώσεις ἤ σέ περίπτωση ἀνωτέρας βίας, πού δέν προβλέπονται ἀναλυτικά σ' αὐτήν τή συμφωνία, τό Συμβούλιο, μέ εἰδική ψῆφο, μπορεῖ νά ἀπαλλάξει ἕνα μέλος ἀπό μιά ὑποχρέωση, ἄν μείνει ἱκανοποιημένο ἀπό τήν ἐξήγηση πού τό μέλος αὐτό θά δώσει γιά τίς αἰτίες πού τό ἀναγκάζουν νά μήν μπορεῖ νά ἀνταποκριθεῖ στήν ὑποχρέωση.

2. Τό Συμβούλιο, θέλοντας νά ἀπαλλάξει ἕνα μέλος, δικαίωμα πού προβλέπεται στήν παράγραφο 1 αὐτοῦ τοῦ ἄρθρου, θά ἀναφέρει ρητῶς τούς ὅρους καί τίς συνθῆκες, καθώς καί τήν περίοδο πού τό μέλος ἀπαλλάσσεται ἀπό τέτοια ὑποχρέωση καί τούς λόγους γιά τούς ὁποίους παραχωρήθηκε ἡ ἀπαλλαγή.

Ἄρθρο 54

Καλές συνθῆκες ἐργασίας

Τά μέλη δηλώνουν ὅτι θά προσπαθήσουν νά διατηρήσουν τίς συνθῆκες ἐργασίας πού καθορίστηκαν μέ σκοπό νά βελτιωθοῦν αὐτές οἱ συνθῆκες σέ σχέση μέ τούς ἐθνικούς τομεῖς καουτσούκ.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ XIV

ΠΡΟΣΦΥΓΕΣ ΚΑΙ ΔΙΑΦΟΡΕΣ

Ἄρθρο 55

Προσφυγές

1. Κάθε προσφυγή πού ἀσκεῖται ἐναντίον μέλους γιά παράβαση ὑποχρεώσεων πού ὑποβάλλει ἡ παροῦσα συμφωνία εἰσάγεται, κατ' αἴτηση τοῦ μέλους πού ἀσκεῖ τήν προσφυγή, στό Συμβούλιο, τό ὁποῖο ἀποφαίνεται κατόπιν διαβουλεύσεως μετά τῶν ἐνδιαφερομένων μελῶν.

2. Ἡ ἀπόφαση, μέ τήν ὁποία τό Συμβούλιο ἀποφαίνεται ὅτι ἕνα μέλος παρέβη τίς ὑποχρεώσεις πού τοῦ ἐπιβάλλει ἡ παροῦσα συνθήκη, αἰτιολογεῖ τή φύση τῆς παραβάσεως.

3. Τό Συμβούλιο, ὅταν ἀποφαίνεται, κατόπιν προσφυγῆς ἤ μή, ὅτι ἕνα μέλος παρέβη τήν παροῦσα συμφωνία, δύναται μέ εἰδική ψηφοφορία καί μέ τήν ἐπιφύλαξη ἄλλων μέτρων πού ρητῶς προβλέπονται σέ ἄλλα ἄρθρα τῆς παρούσης συμφωνίας:

α) νά ἀναστείλει τά δικαιώματα ψήφου τοῦ μέλους αὐτοῦ στό Συμβούλιο καί, ἐάν κρίνει ἀναγκαῖο, νά ἀναστείλει ὁποιοδήποτε ἄλλο δικαίωμα τοῦ ἐν λόγω μέλους συμπεριλαμβανομένου τοῦ δικαιώματος νά ἀσκεῖ καθήκοντα στό Συμβούλιο ἤ σέ οἱαδήποτε ἀπό τίς ἐπιτροπές οἱ ὁποῖες συνεστήθησαν κατ' ἐφαρμογή τοῦ ἄρθρου 19, καθώς καί τό δικαίωμα νά εἶναι μέλος στίς ἐπιτροπές αὐτές, ἕως ὅτου ἐκπληρώσει τίς ὑποχρεώσεις του· ἤ

β) νά ἀναλάβει δράση, ὅπως προβλέπεται στό ἄρθρο 65, ἐάν τέτοια παράβαση προκαλεῖ ζημίες στήν ἐφαρμογή αὐτῆς τῆς συμφωνίας.

Ἄρθρο 56

Διαφορές

1. Κάθε διαφορά ὡς πρός τήν ἑρμηνεία ἤ τή διασάφηση αὐτῆς τῆς συμφωνίας, ἡ ὁποία δέν ἔχει γίνει ἀκόμη ἀποδεκτή ἀπό τά συμβαλλόμενα μέρη, πρέπει νά παραπέμπεται στό Συμβούλιο τό ὁποῖο θά ἀποφανθεῖ μετά ἀπό αἴτηση κάθε μέλους πού συμμετέχει στή διαφορά.

2. Κάθε φορά πού ἡ διαφορά παραπέμπεται στό Συμβούλιο, σύμφωνα μέ τήν παράγραφο 1 αὐτοῦ τοῦ ἄρθρου, μιά πλειοψηφία μελῶν, πού διαθέτει τό λιγότερο τό ἕνα τρίτο τῶν συνολικῶν ψήφων, μπορεῖ νά ἀπαιτήσει ἀπό τό Συμβούλιο, μετά ἀπό συζήτηση, νά ζητήσει τή γνώμη μιᾶς συμβουλευτικῆς ἐκτροπῆς, πού σχηματίζεται σύμφωνα μέ τήν παράγραφο 3 αὐτοῦ τοῦ ἄρθρου, ἡ ὁποία θά βγάλει ἕνα πόρισμα γιά τή διένεξη πρίν ἀπό τήν ὁριστική ἀπόφαση.

3. α) Ἐκτός ἀπό τήν περίπτωση πού τό Συμβούλιο, μέ εἰδική ψῆφο, λάβει διαφορετική ἀπόφαση, ἡ συμβουλευτική ἐπιτροπή θά ἀποτελεῖται ἀπό πέντε ἄτομα:

i) δύο ἄτομα ἀπό τά ὁποῖα τό ἕνα νά ἔχει μεγάλη ἐμπειρία σέ θέματα διαφορῶν καί τό ἄλλο νομική θέση καί πείρα· τά ἄτομα αὐτά ὁρίζονται ἀπό τά μέλη-ἐξαγωγεῖς·

ii) δύο ἄτομα πού ὁρίζονται ἀπό τά μέλη-εἰσαγωγεῖς καί

iii) ἕναν πρόεδρο πού ἐπιλέγεται ὁμόφωνα ἀπό τά τέσσερα πρόσωπα πού ὁρίζονται σύμφωνα μέ τά στοιχεῖα i) καί ii) τοῦ παρόντος ἐδαφίου, ἤ σέ περίπτωση ἀσυμφωνίας μεταξύ τους, ἀπό τόν πρόεδρο τοῦ Συμβουλίου.

β) Ὑπήκοοι μελῶν καί μή μελῶν δύνανται νά μετάσχουν στή συμβουλευτική ἐπιτροπή.

γ) Τά μέλη τῆς συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς συνε-

δριάζουν ὑπό τήν προσωπική τους ἰδιότητα καί δίχως νά δέχονται ὑποδείξεις ἀπό οἱαδήποτε κυβέρνηση.

δ) Οἱ δαπάνες τῆς συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς βαρύνουν τόν Ὀργανισμό.

4. Ἡ αἰτιολογημένη γνώμη τῆς συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς ὑποβάλλεται στό Συμβούλιο τό ὁποῖο, ἀφοῦ λάβει ὑπόψη του ὅλα τά σχετικά στοιχεῖα, ἀποφαίνεται μέ είδική ψηφοφορία.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ XV

ΤΕΛΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Ἄρθρο 57

Ὑπογραφή

Ἡ παρούσα συμφωνία παραμένει ἀνοικτή γιά ὑπογραφή ἀπό τίς κυβερνήσεις πού προσεκλήθησαν στή Συνδιάσκεψη τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν γιά τό φυσικό καουτσούκ, 1978, στήν ἕδρα τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ἀπό τῆς 2ας Ἰανουαρίου ἕως τῆς 30ῆς Ἰουνίου 1980 συμπεριλαμβανομένης.

Ἄρθρο 58

Θεματοφύλακας

Ὁ Γενικός Γραμματέας τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν ὁρίζεται θεματοφύλακας τῆς παρούσης συμφωνίας.

Ἄρθρο 59

Ἐπικύρωση, ἀποδοχή καί ἔγκριση

1. Ἡ παρούσα συμφωνία ὑπόκειται σέ ἐπικύρωση, ἀποδοχή ἤ ἔγκριση ἀπό τίς ὑπογράφουσες κυβερνήσεις σύμφωνα μέ τίς συνταγματικές ἤ θεσμικές τους διαδικασίες.

2. Τά ἔγγραφα ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς καί ἐγκρίσεως κατατίθενται στό θεματοφύλακα στίς 30 Σεπτεμβρίου 1980 τό ἀργότερο. Τό Συμβούλιο πάντως δύναται νά παρατείνει τήν προθεσμία γιά ὅσες ὑπογράφουσες κυβερνήσεις δέν ἔχουν καταθέσει τά ἔγγραφά τους κατά τήν ἡμερομηνία αὐτή.

3. Ἡ κυβέρνηση πού καταθέτει ἔγγραφο ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἤ ἐγκρίσεως δηλώνει κατά τήν κατάθεσή του ὅτι εἶναι ἐξαγωγικό μέλος ἤ εἰσαγωγικό μέλος.

Ἄρθρο 60

Κοινοποίηση περί προσωρινῆς ἐφαρμογῆς

1. Μία ὑπογράφουσα κυβέρνηση πού προτίθεται νά κυρώσει, ἀποδεχθεῖ ἤ ἐγκρίνει τήν παρούσα συμφωνία, ἤ μία κυβέρνηση στήν ὁποία τό Συμβούλιο ἔθεσε ὅρους προσχωρήσεως ἀλλά ἡ ὁποία δέν κατέθεσε τό ἔγγραφό της, δύναται ἀνά πᾶσα στιγμή νά κοινοποιήσει στό θεματοφύλακα ὅτι θά ἐφαρμόσει προσωρινά στό ἀκέραιο τήν παρούσα συμφωνία εἴτε ὅταν ἀρχίσει νά ἰσχύει κατά τό ἄρθρο 61, εἴτε ἐάν ἔχει ἤδη ἀρχίσει νά ἰσχύει, σέ μία συγκεκριμένη ἡμερομηνία.

2. Παρά τίς διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, μία κυβέρνηση δύναται νά δηλώσει στήν κοινοποίησή της περί προσωρινῆς ἐφαρμογῆς, ὅτι θά ἐφαρμόσει τήν παρούσα συμφωνία μόνο ἐντός τῶν ὁρίων τῶν συνταγματικῶν ἤ/καί νομοθετικῶν διατάξεών της. Ἡ κυβέρνηση ἡ ὁποία προβαίνει σέ μία παρόμοια δήλωση, ὀφείλει πάντως νά ἀνταποκριθεῖ σέ ὅλες τίς οἰκονομικές της ὑποχρεώσεις πού ἀφοροῦν στό διοικητικό λογαριασμό. Ἡ ἰδιότης προσωρινοῦ μέλους πού ἀναγνωρίζεται στήν κυβέρνηση πού προβαίνει σέ μιά παρόμοια κοινοποίηση ἀσκεῖται μόνον γιά δέκα ὀκτώ μῆνες ἀπό τῆς προσωρινῆς θέσεως σέ ἰσχύ τῆς παρούσης συμφωνίας. Ἐάν παραστεῖ ἀνάγκη νά γίνει πρόσκληση γιά καταβολή κεφαλαίων πού προορίζονται γιά τό λογαριασμό τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος κατά τούς ἐν λόγῳ δέκα ὀκτώ μῆνες, τό Συμβούλιο ἀποφασίζει ὡς πρός τό καθεστώς πού διέπει μία κυβέρνηση πού ἔχει τήν ἰδιότητα τοῦ προσωρινοῦ μέλους δυνάμει τῆς παρούσης παραγράφου.

Ἄρθρο 61

Ἔναρξη τῆς ἰσχύος

1. Ἡ παρούσα συμφωνία ἀρχίζει νά ἰσχύει ὁριστικῶς τήν 1η Ὀκτωβρίου 1980, ἤ σέ ὁποιαδήποτε μεταγενέστερη ἡμερομηνία, ἐάν κατά τήν ἡμερομηνία αὐτή κυβερνήσεις πού συγκεντρώνουν τουλάχιστον 80% τῶν καθαρῶν ἐξαγωγῶν, πού ἀναγράφονται στό παράρτημα Α τῆς παρούσης συμφωνίας καί κυβερνήσεις πού συγκεντρώνουν τουλάχιστον 80% τῶν καθαρῶν εἰσαγωγῶν, πού ἀναγράφονται στό παράρτημα Β τῆς παρούσης συμφωνίας καταθέσουν τά ἔγγραφα ἀποδοχῆς, ἐγκρίσεως, ἐπικυρώσεως ἤ προσχωρήσεως, ἤ ἀνέλαβαν στό ἀκέραιο τίς χρηματικές τους ὑποχρεώσεις ἔναντι τῆς παρούσης συμφωνίας.

2. Ἡ παρούσα συμφωνία ἀρχίζει νά ἰσχύει προσωρινῶς τήν 1η Ὀκτωβρίου 1980, ἤ σέ μία οἱαδήποτε ἡμερομηνία ἐντός τῶν δύο ἑπομένων ἐτῶν ἄν, κατά τήν ἡμερομηνία αὐτή, κυβερνήσεις πού συγκεντρώνουν τουλάχιστον 65% τῶν καθαρῶν ἐξαγωγῶν, πού ἀναγράφονται στό παράρτημα Α καί κυβερνήσεις πού συγκεντρώνουν τουλάχιστον 65% τῶν καθαρῶν εἰσαγωγῶν πού ἀναγράφονται στό παράρτημα Β τῆς παρούσης συμφωνίας, καταθέσουν τά ἔγγραφα ἀποδοχῆς, ἐγκρίσεως ἤ ἐπικυρώσεως ἤ κοινοποιήσουν στό θεματοφύλακα, δυνάμει τοῦ ἄρθρου 60, ὅτι θά ἐφαρμόσουν προσωρινῶς τήν παρούσα συμφωνία. Ἡ παρούσα συμφωνία θά παραμείνει σέ προσωρινή ἰσχύ δέκα ὀκτώ μῆνες κατ' ἀνώτατο ὅριο, ἐκτός ἄν ἀρχίσει νά ἰσχύει ὁριστικῶς δυνάμει τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἤ ἄν τό Συμβούλιο ἀποφασίσει ἄλλως κατ' ἐφαρμογή τῆς παραγράφου 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

3. Ἄν ἡ παρούσα συμφωνία δέν ἀρχίσει νά ἰσχύει προσωρινῶς κατ' ἐφαρμογή τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἐντός προθεσμίας δύο ἐτῶν ἀπό τήν 1η Ὀκτωβρίου 1980, ὁ Γενικός Γραμματέας τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν προσκαλεῖ, ἀμέσως μόλις κρίνει ἀναγκαῖο μετά τήν ἡμερομηνία αὐτή, τίς κυβερνήσεις πού κατέθεσαν τά ἔγγραφα ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς, ἐγκρίσεως ἤ προσχωρήσεως ἤ ἐκοινοποίησαν ὅτι θά ἐφαρμόσουν τήν παρούσα συμφωνία προσωρινῶς, ὅπως καί ὅλες τίς ἄλλες κυβερνήσεις πού συμμετέσχαν στή Συνδιάσκεψη τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν γιά τό φυσικό καουτσούκ, 1978, νά συνέλθουν σέ σύνοδο μέ σκοπό νά προβοῦν σέ σύσταση πρός τίς κυβερνήσεις πού δύνανται νά τήν ἐφαρμόσουν, νά λάβουν ἤ ὄχι τά ἀναγκαῖα μέτρα γιά νά ἀρχίσει νά ἰσχύει μεταξύ τους ἡ παρούσα συμφωνία προσωρινῶς ἤ ὁριστικῶς, καθ' ὁλοκληρία ἤ ἐν μέρει. Ἐάν δέν ἐπέλθει κατάληξη κατά τή σύνοδο αὐτή, ὁ Γενικός Γραμματέας τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν συγκαλεῖ ἀργότερα ἄλλες σχετικές συνόδους ἐφ' ὅσον τό κρίνει ἀναγκαῖο.

4. Ἄν οἱ ὅροι πού προβλέπονται στήν παράγραφο 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου γιά τήν ὁριστική θέση σέ ἰσχύ τῆς παρουσης συμφωνίας δέν πληροῦνται κατά τήν περίοδο τῶν δέκα ὀκτώ ἡμερολογιακῶν μηνῶν κατά τήν ὁποία ἡ συμφωνία εὑρίσκεται προσωρινῶς σέ ἰσχύ δυνάμει τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ὁ

Γενικός Γραμματέας τοῦ 'Οργανισμοῦ τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν συγκαλεῖ ἀμέσως μόλις κρίνει ὅτι εἶναι ἀναγκαῖο, ἀλλά σέ κάθε περίπτωση πρό τῆς λήξεως τῆς περιόδου τῶν δέκα ὀκτώ μηνῶν πού ἐμνημονεύθη ἀνωτέρω, τίς κυβερνήσεις πού κατέθεσαν τά ἔγγραφα ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς, ἐγκρίσεως ἤ προσχωρήσεως ἤ ἐκοινοποίησαν ὅτι θά ἐφαρμόσουν προσωρινῶς τήν παρούσα συμφωνία, ὅπως καί ὅλες τίς ἄλλες κυβερνήσεις πού συμμετέσχαν στή Συνδιάσκεψη τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν γιά τό φυσικό καουτσούκ, 1978, μέ σκοπό νά ἐξετάσει τό μέλλον τῆς παρούσης συμφωνίας. Τό Συμβούλιο, λαμβάνοντας ὑπόψη τίς συστάσεις τῆς συνόδου τήν ὁποία συνεκάλεσε ὁ Γενικός Γραμματέας τοῦ 'Οργανισμοῦ τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν, θά συνέλθει γιά νά ἀποφασίσει περί τοῦ μέλλοντος τῆς παρούσης συμφωνίας. Τό Συμβούλιο τότε μέ εἰδική ψηφοφορία ἀποφασίζει:

α) νά θέσει ὁριστικῶς τήν παρούσα συμφωνία σέ ἰσχύ μεταξύ τῶν μελῶν πού ὑπάρχουν κατά τόν χρόνο θέσεως τῆς συμφωνίας σέ ἰσχύ, ὁλικῶς ἤ μερικῶς·

β) νά διατηρήσει προσωρινῶς σέ ἰσχύ τήν παρούσα συμφωνία μεταξύ τῶν μελῶν πού ὑπάρχουν κατά τόν χρόνο θέσεως σέ ἰσχύ τῆς συμφωνίας, ὁλικῶς ἤ μερικῶς, γιά ἕνα ἀκόμη ἔτος· ἤ

γ) νά ἐπαναδιαπραγματευθεῖ τήν παρούσα συμφωνία.

"Αν τό Συμβούλιο δέν φθάσει σέ καμμία ἀπόφαση, ἡ παρούσα συμφωνία παύει νά ἰσχύει κατά τή λήξη τῆς περιόδου τῶν δέκα ὀκτώ μηνῶν.

5. "Αν μία κυβέρνηση καταθέσει τό ἔγγραφο τῆς ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς, ἐγκρίσεως ἤ προσχωρήσεως μετά τή θέση σέ ἰσχύ τῆς παρούσης συμφωνίας, ἡ ἰσχύς αὐτῆς ἀρχίζει γιά τήν ἐν λόγω κυβέρνηση κατά τό χρόνο τῆς καταθέσεως αὐτῆς.

6. 'Ο Γενικός Γραμματέας τοῦ 'Οργανισμοῦ τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν συγκαλεῖ τήν πρώτη σύνοδο τοῦ Συμβουλίου ἀμέσως μόλις καταστεῖ δυνατόν, μετά τή θέση σέ ἰσχύ τῆς παρούσης συμφωνίας.

"Αρθρο 62

Προσχώρηση

1. Οἱ κυβερνήσεις ὅλων τῶν κρατῶν δύνανται νά προσχωρήσουν στήν παρούσα συμφωνία ὑπό τούς ὅρους πού ὁρίζει τό Συμβούλιο καί οἱ ὁποῖοι περιλαμβάνουν προθεσμία γιά τήν κατάθεση τῶν ἐγγράφων προσχωρήσεως. Τό Συμβούλιο δύναται πάντως νά χορηγήσει παράταση στίς κυβερνήσεις πού δέν δύνανται νά καταθέσουν τά ἔγγραφα προσχωρήσεως ἐντός τῆς ὁριζομένης προθεσμίας.

2. 'Η προσχώρηση πραγματοποιεῖται μέ τήν κατάθεση ἐγγράφου προσχωρήσεως στόν θεματοφύλακα.

"Αρθρο 63

Τροποποιήσεις

1. Τό Συμβούλιο δύναται, μέ εἰδική ψηφοφορία, νά συστήσει στά μέλη τροποποιήσεις τῆς παρούσης συμφωνίας.

2. Τό Συμβούλιο ὁρίζει τήν ἡμερομηνία, κατά τήν ὁποία τά μέλη ὀφείλουν νά κοινοποιήσουν πρός τό θεματοφύλακα ὅτι δέχονται τήν τροποποίηση.

3. Κάθε τροποποίηση ἀρχίζει νά ἰσχύει ἐνενήντα ἡμέρες ἀφ' ὅτου ὁ θεματοφύλακας ἔλαβε τίς κοινοποιήσεις ἀποδοχῆς τῶν μελῶν πού ἀποτελοῦν τουλάχιστον τά δύο τρίτα τῶν ἐξαγωγικῶν μελῶν καί συγκεντρώνουν τουλάχιστον 85% τῶν ψήφων τῶν ἐξαγωγικῶν μελῶν καί τῶν μελῶν πού ἀποτελοῦν τουλάχιστον τά δύο τρίτα τῶν εἰσαγωγικῶν μελῶν καί συγκεντρώνουν τουλάχιστον 85% τῶν ψήφων τῶν εἰσαγωγικῶν μελῶν.

4. Μετά τήν ἐκ μέρους τοῦ θεματοφύλακος ἐνημέρωση τοῦ Συμβουλίου ὅτι οἱ ἀναγκαῖες προϋποθέσεις γιά τήν ἔναρξη τῆς ἰσχύος τῆς τροποποιήσεως ἔχουν πληρωθεῖ καί ἀνεξαρτήτως τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου περί τῆς καθοριζομένης ἀπό τό Συμβούλιο ἡμερομηνίας, κάθε μέλος δύναται νά κοινοποιεῖ στό θεματοφύλακα ὅτι ἀποδέχεται τήν τροποποίηση, μέ τόν ὅρο ὅτι ἡ κοινοποίηση αὐτή πραγματοποιεῖται πρό τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς τροποποιήσεως.

5. Κάθε μέλος τό ὁποῖο δέν ἔχει κοινοποιήσει τήν ἀποδοχή του τροποποιήσεως κατά τήν ἡμερομηνία κατά τήν ὁποία ἡ ἐν λόγω τροποποίηση ἀρχίζει νά ἰσχύει, παύει νά ἀποτελεῖ συμβαλλόμενο μέρος τῆς παρούσης συμφωνίας ἀπό τήν ἡμερομηνία αὐτή, ἐκτός ἐάν ἀποδείξει στό Συμβούλιο ὅτι δέν ἀπεδέχθη τήν κοινοποίηση ἐγκαίρως λόγω δυσχερειῶν πού ἀπέτρεψαν τήν ὁλοκλήρωση τῆς συνταγματικῆς ἤ θεσμικῆς διαδικασίας καί τό Συμβούλιο ἀποφασίσει νά παρατείνει τήν προθεσμία ἀποδοχῆς ὑπέρ τοῦ ἐν λόγω μέλους. Τό μέλος αὐτό δέν δεσμεύεται ἀπό τήν τροποποίηση, ἐφ' ὅσον δέν προβαίνει στήν κοινοποίηση διά τῆς ὁποίας δηλώνει ὅτι τήν ἀποδέχεται.

6. 'Εάν οἱ προϋποθέσεις πού ἀπαιτοῦνται γιά τήν ἔναρξη τῆς ἰσχύος τῆς τροποποιήσεως θά πληροῦνται ἐντός τῆς καθοριζομένης ἀπό τό Συμβούλιο ἡμερομηνίας σύμφωνα μέ τήν παράγραφο 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἡ τροποποίηση θεωρεῖται ὅτι ἀποσύρεται.

"Αρθρο 64

'Αποχώρηση

1. Κάθε μέλος δύναται νά ἀποχωρήσει ἀπό τήν παρούσα συμφωνία κατά πάντα χρόνο μετά τήν ἔναρξη τῆς ἰσχύος διά κοινοποιήσεως τῆς ἀποχωρήσεώς του στόν θεματοφύλακα. Τό ἐν λόγω μέλος ἐνημερώνει ταυτόχρονα τό Συμβούλιο γιά τήν ἀπόφαση πού ἔλαβε.

2. "Ενα ἔτος μετά τή λήψη τῆς κοινοποιήσεώς του ἀπό τόν θεματοφύλακα, τό ἐν λόγω μέλος παύει νά ἀποτελεῖ συμβαλλόμενο τῆς παρούσης συμφωνίας.

"Αρθρο 65

'Αποκλεισμός

"Αν τό Συμβούλιο ἀποφαίνεται ὅτι μέλος παραβαίνει τίς ὑποχρεώσεις πού τοῦ ἐπιβάλλονται ἀπό τήν παρούσα συμφωνία, καί ἐάν ἀκόμη ἀποφασίσει ὅτι ἡ παράβαση αὐτή δυσχεραίνει οὐσιωδῶς τήν λειτουργία τῆς παρούσης συμφωνίας, δύναται νά ἀποκλείσει μέ εἰδική ψηφοφορία τό μέλος αὐτό ἀπό τήν παρούσα συμφωνία. Τό Συμβούλιο κοινοποιεῖ ἀμέσως πρός τόν θεματοφύλακα τήν ἀπόφαση αὐτή. Τό ἐν λόγω μέλος παύει νά ἀποτελεῖ συμβαλλόμενο μέρος στήν παρούσα συμφωνία, ἕνα ἔτος μετά τήν ἡμερομηνία τῆς ἀποφάσεως τοῦ Συμβουλίου.

"Αρθρο 66

'Εκκαθάριση τῶν λογαριασμῶν τῶν μελῶν πού ἀποχωροῦν ἤ ἀποκλείονται ἤ τῶν μελῶν πού δέν εἶναι σέ θέση νά ἀποδεχθοῦν μία τροποποίηση

1. Σύμφωνα μέ τό παρόν ἄρθρο, τό Συμβούλιο ἐκκαθαρίζει τούς λογαριασμούς ἑνός μέλους πού παύει νά εἶναι συμβαλλόμενο μέρος στήν παρούσα συμφωνία λόγω:

α) τῆς μή ἀποδοχῆς μιᾶς τροποποιήσεως τῆς παρούσης συμφωνίας κατ' ἐφαρμογή τοῦ ἄρθρου 63·

β) τῆς ἀποχωρήσεως ἀπό τήν παρούσα συμφωνία κατ' ἐφαρμογή τοῦ ἄρθρου 64· ἤ

γ) τοῦ ἀποκλεισμοῦ ἀπό τήν παρούσα συμφωνία κατ' ἐφαρμογή τοῦ ἄρθρου 65.

2. Τό Συμβούλιο παρακρατεῖ κάθε συνεισφορά πού ἔχει καταβληθεῖ στό διοικητικό λογαριασμό ἀπό τό μέλος πού παύει νά ἀποτελεῖ συμβαλλόμενο μέρος τῆς παρούσης συμφωνίας.

3. Τό Συμβούλιο ἐπιστρέφει, σύμφωνα μέ τό ἄρθρο 41, τό μερίδιο πού κατέχει στό λογαριασμό τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος μέλους τό ὁποῖο παύει νά ἀποτελεῖ συμβαλλόμενο μέρος λόγω μή ἀποδοχῆς μιᾶς τροποποιήσεως στήν παρούσα συμφωνία, ἀποχωρήσεως ἤ ἀποκλεισμοῦ, ἐλαττουμένου τοῦ μεριδίου τοῦ ἐν λόγω μέλους κατά τά ἐνδεχόμενα πλεονάσματα.

α) Ἡ ἐπιστροφή σέ μέλος πού παύει νά ἀποτελεῖ συμβαλλόμενο μέρος λόγω τῆς μή ἀποδοχῆς μιᾶς τροποποιήσεως στήν παρούσα συμφωνία, πραγματοποιεῖται ἕνα ἔτος ἀφ' ὅτου ἡ ἐν λόγω τροποποίηση ἄρχισε νά ἰσχύει.

β) Ἡ ἐπιστροφή σέ μέλος πού ἀποχωρεῖ πραγματοποιεῖται ἐντός προθεσμίας ἑξήντα ἡμερῶν ἀφ' ὅτου παύσει τό μέλος νά εἶναι συμβαλλόμενο μέρος στήν παρούσα συμφωνία, ἐκτός ἐάν μετά τήν ἀποχώρησή του, τό Συμβούλιο ἀποφασίσει νά θέσει τέρμα στήν ἰσχύ τῆς παρούσης συμφωνίας, κατ' ἐφαρμογή τῆς παραγράφου 6 τοῦ ἄρθρου 67, πρό τῆς ἐπιστροφῆς, ἐφαρμόζονται οἱ διατάξεις τοῦ ἄρθρου 41 καί τῆς παραγράφου 7 τοῦ ἄρθρου 67.

γ) Ἡ ἐπιστροφή σέ μέλος πού ἀποκλείεται, πραγματοποιεῖται ἐντός προθεσμίας ἑξήντα ἡμερῶν ἀφ' ὅτου τό ἐν λόγω μέλος παύει νά ἀποτελεῖ συμβαλλόμενο μέρος στήν παρούσα συμφωνία.

4. Ἄν ὁ λογαριασμός τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος δέν ἀρκεῖ γιά τήν σέ μετρητά ἀπαιτητή ἐπιστροφή κατ' ἐφαρμογή τῶν περιπτώσεων α), β) καί γ) τῆς παραγράφου 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου, δίχως νά διακυβεύεται τό βιώσιμο τοῦ λογαριασμοῦ τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος ἤ δίχως νά καθίσταται ἀπαραίτητη ἡ αἴτηση συμπληρωματικῶν συνεισφορῶν ἀπό τά μέλη γιά τήν κάλυψη τοῦ ποσοῦ πού ἐπιστρέφεται, ἡ ἐπιστροφή ἀναβάλλεται, ἕως ὅτου ἡ ἀναγκαία ποσότητα τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος δυνηθεῖ νά πωληθεῖ σέ τιμή ἴση ἤ ἀνώτερη ἀπό τήν ἀνώτερη τιμή παρεμβάσεως. Ἄν, πρό τοῦ τέλους τῆς περιόδου ἑνός ἔτους πού ὁρίζεται στό ἄρθρο 64, τό Συμβούλιο ἐνημερώσει τό μέλος πού ἀποχωρεῖ ὅτι ἡ ἐπιστροφή ἀναβάλλεται σύμφωνα μέ τήν παρούσα παράγραφο, ἡ περίοδος τοῦ ἑνός ἔτους μεταξύ τῆς κοινοποιήσεως τῆς ἀποχωρήσεως καί τῆς πράγματι ἐπελθούσης ἀποχωρήσεως εἶναι δυνατόν, ἐάν τό μέλος πού ἀποχωρεῖ τό ἐπιθυμεῖ, νά παραταθεῖ ἕως ὅτου τό Συμβούλιο ἐνημερώσει τό μέλος αὐτό ὅτι ἡ ἐπιστροφή τοῦ μεριδίου του δύναται νά πραγματοποιηθεῖ ἐντός ἑξήντα ἡμερῶν.

5. Μέλος τό ὁποῖο ἔλαβε ὡς ἐπιστροφή ἕνα ἐπαρκές ποσό κατ' ἐφαρμογή τοῦ παρόντος ἄρθρου δέν δικαιοῦται σέ κανένα μερίδιο τοῦ προϊόντος τῆς ἐκκαθαρίσεως τοῦ Ὀργανισμοῦ. Ἐπιπλέον, μετά τήν πραγματοποίηση τῆς ἐπιστροφῆς δέν τοῦ καταλογίζεται κανένα ἐνδεχόμενο ἔλλειμμα τοῦ Ὀργανισμοῦ.

Ἄρθρο 67

Διάρκεια, παράταση καί λήξη τῆς παρούσης συμφωνίας

1. Ἡ παρούσα συμφωνία παραμένει σέ ἰσχύ ἐπί περίοδο πέντε ἐτῶν ἀπό τήν ἡμερομηνία ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος ἐκτός ἐάν παραταθεῖ κατ' ἐφαρμογή τῶν παραγράφων 2, 3 ἤ 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἤ λήξει κατ' ἐφαρμογή τῶν παραγράφων 5 ἤ 6 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

2. Πρό τῆς λήξεως τῆς περιόδου πέντε ἐτῶν πού ἀναφέρεται στήν παράγραφο 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, τό Συμβούλιο δύναται νά ἀποφασίσει μέ εἰδική ψηφοφορία τήν παράταση τῆς παρούσης συμφωνίας ἐπί περίοδο ἡ ὁποία δέν θά ὑπερβαίνει δύο ἔτη καί/ἤ νά προβεῖ σέ ἐπαναδιαπραγμάτευσή της. Τό Συμβούλιο κοινοποιεῖ αὐτή ἤ αὐτές τίς ἀποφάσεις στό θεματοφύλακα.

3. Ἐάν, πρό τῆς λήξεως τῆς περιόδου τῶν πέντε ἐτῶν ἡ ὁποία ἀναφέρεται στήν παράγραφο 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, διεξάγονται διαπραγματεύσεις γιά μία νέα συμφωνία ἡ ὁποία θά ἀντικαταστήσει τήν παρούσα συμφωνία καί οἱ ὁποῖες δέν ἔληξαν ἀκόμη, τό Συμβούλιο δύναται, μέ εἰδική ψηφοφορία, νά παρατείνει τήν παρούσα συμφωνία ἐπί περίοδο μή ὑπερβαίνουσα τά δύο ἔτη. Τό Συμβούλιο κοινοποιει την παραταση αυτη στό θεματοφύλακα.

4. Ἐάν πρό τῆς λήξεως τῆς περιόδου τῶν πέντε ἐτῶν ἡ ὁποία προβλέπεται στήν παράγραφο 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, λήξουν οἱ διαπραγματεύσεις περί μιᾶς νέας συμφωνίας ἡ ὁποία πρόκειται νά ἀντικαταστήσει τήν παρούσα συμφωνία, ἀλλά ἡ συμφωνία αὐτή δέν ἀρχίσει νά ἰσχύει προσωρινῶς ἤ ὁριστικῶς, τό Συμβούλιο δύναται, μέ εἰδική ψηφοφορία, νά παρατείνει τήν παρούσα συμφωνία μέχρι τῆς θέσεως σέ ἰσχύ τῆς νέας συμφωνίας προσωρινῶς ἤ ὁριστικῶς, μέ τήν ἐπιφύλαξη ὅτι ἡ παράταση αὐτή δέν ὑπερβαίνει τά δύο ἔτη. Τό Συμβούλιο κοινοποιεῖ τήν παράταση αὐτή στό θεματοφύλακα.

5. Ἐάν διεξάγονται διαπραγματεύσεις περί μιᾶς νέας διεθνοῦς συμφωνίας γιά τό φυσικό καουτσούκ καί ἀρχίσει ἡ ἰσχύς αὐτῆς ἐνῶ ἐξακολουθεῖ νά ἰσχύει παρατεινομένη ἡ παρούσα συμφωνία σύμφωνα μέ τά ἄρθρα 2, 3, ἤ 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἡ παρούσα συμφωνία λήγει παρά τήν παράτασή της κατά τόν χρόνο θέσεως σέ ἰσχύ τῆς νέας συμφωνίας.

6. Τό Συμβούλιο δύναται ὁποτεδήποτε, μέ εἰδική ψηφοφορία, νά ἀποφασίσει τή λήξη τῆς παρούσης συμφωνίας μέ ἀποτέλεσμα κατά τήν ἡμερομηνία τῆς ἐκλογῆς του. Τό Συμβούλιο κοινοποιεῖ τήν ἀπόφασή του στό θεματοφύλακα.

7. Ἀνεξαρτήτως τῆς λήξεως τῆς παρούσης συμφωνίας, τό Συμβούλιο ἐξακολουθεῖ νά ὑφίσταται γιά μία περίοδο ἡ ὁποία δέν ὑπερβαίνει τά τρία ἔτη μέ σκοπό νά προβεῖ στήν ἐκκαθάριση τοῦ Ὀργανισμοῦ, συμπεριλαμβανομένης τῆς ἐκκαθαρίσεως τῶν λογαριασμῶν καί τῶν στοιχείων τοῦ ἐνεργητικοῦ σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 41 καί μέ τήν ἐπιφύλαξη σχετικῶν διατάξεων πού εἶναι δυνατόν νά θεσπισθοῦν μέ εἰδική ψηφοφορία, καί ἔχει γιά τήν ἐν λόγω περίοδο τίς ἐξουσίες καί τά καθήκοντα πού κρίνονται ἀπαραίτητα πρός τό σκοπό αὐτό.

Ἄρθρο 68

Ἐπιφυλάξεις

Οὐδεμία ἐπιφύλαξη ἐπιτρέπεται ὡς πρός μία οἱαδήποτε ἐκ τῶν διατάξεων τῆς παρούσης συμφωνίας.

Ἄρθρο 69

Αὐθεντικά κείμενα τῆς παρούσης συμφωνίας

Τά κείμενα τῆς παρούσης συμφωνίας στήν ἀγγλική, κινεζική, ἰσπανική, γαλλική καί ρωσική εἶναι ἐξ ἴσου αὐθεντικά.

Εἰς πίστωση τῶν ἀνωτέρω οἱ ὑπογράφοντες, νομίμως ἐξουσιοδοτημένοι πρός τό σκοπό αὐτό ἐκ μέρους τῆς κυβερνήσεώς τους, ὑπέγραψαν τήν παροῦσα συμφωνία κατά τήν ἡμερομηνία πού ἀναφέρεται παραπλεύρως τῆς ὑπογραφῆς τους.

Ἔγινε στή Γενεύη, στίς ἕξι Ὀκτωβρίου χίλια ἐννιακόσια ἑβδομήντα ἐννέα.

Κείμενο κεχυρωμένο ὡς αὐθεντικό

E. V. MBULI
Γραμματέας τῆς Συνδιασκέψεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν περί τοῦ Φυσικοῦ Καουτσούκ, 1978

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Α

Ἐξαγωγικές χῶρες καί τά μερίδιά τους, ὑπολογιζόμενα γιά τούς σκοπούς τοῦ ἄρθρου 61, ἐπί τοῦ συνόλου τῶν καθαρῶν ἐξαγωγῶν τῶν χωρῶν πού συμμετέχον στή Συνδιάσκεψη τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν περί τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ

	%(1)
Βολιβία	0,081
Καμερούν	0,514
Ἰνδία	0,199
Ἰνδονησία	25,387
Λιβερία	2,551
Μαλαισία	48,218
Νιγηρία	1,313
Παπούα-Νέα Γουϊνέα	0,150
Φιλιππίνες	0,018
Σιγκαπούρη	4,406
Σρί Λάνκα	4,367
Ταϊλάνδη	12,004
Ζαΐρ	0,792
Σύνολο	100,000

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Β

Χῶρες καί ὁμάδες εἰσαγωγικῶν χωρῶν καί τά μερίδιά τους, ὑπολογιζόμενα γιά τούς σκοπούς τοῦ ἄρθρου 61, ἐπί τοῦ συνόλου τῶν καθαρῶν εἰσαγωγῶν τῶν χωρῶν πού συμμετέχον στή Συνδιάσκεψη τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν περί τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ

	%(2)
Ἀλγερία	0,081
Αὐστραλία	1,467
Αὐστρία	0,683
Βραζιλία	1,836
Βουλγαρία	0,394
Καναδᾶς	2,934
Κίνα	7,707
Εὐρωπαϊκή Οἰκονομική Κοινότητα	23,283
Ὁμοσπονδιακή Δημοκρατία τῆς Γερμανίας	6,435
Βέλγιο/Λουξεμβοῦργο	0,772
Δανία	0,171
Γαλλία	5,428
Ἰρλανδία	0,273
Ἰταλία	4,150
Κάτω Χῶρες	0,733
Ἡνωμένο Βασίλειο	5,321
Αἴγυπτος	0,097
Ἰσημερινός	0,050
Ἰσπανία	3,178
Ἡνωμένες Πολιτεῖες	24,756
Ἰράκ	0,051
Φινλανδία	0,226
Γκάνα	0,141
Γουατεμάλα	0,070
Οὐγγαρία	0,534
Ἰαπωνία	10,780
Μαδαγασκάρη	0,000

---

(1) Πρόκειται περί μεριδίων ἐκφρασμένων σέ ποσοστά ἐπί τοῦ συνόλου τῶν καθαρῶν ἐξαγωγῶν τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ κατά τήν περίοδο τῆς πενταετίας ἀπό τό 1974 ἕως τό 1978.

(2) Πρόκειται περί μεριδίων σέ ποσοστά ἐπί τοῦ συνόλου τῶν καθαρῶν εἰσαγωγῶν τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ κατά τήν περίοδο τῆς τριετίας 1976, 1977 καί 1978.

Μάλτα	0,000
Μαρόκο	0,150
Μεξικό	1,325
Νορβηγία	0,094
Νέα Ζηλανδία	0,291
Παναμᾶς	0,000
Περού	0,225
Πολωνία	1,980
Ἀραβική Συριακή Δημοκρατία	0,014
Δημοκρατία τῆς Κορέας	3,189
Λαϊκή Γερμανική Δημοκρατία	1,258
Ρουμανία	1,529
Σομαλία	0,000
Σουηδία	0,439
Ἑλβετία	0,122
Τσεχοσλοβακία	1,810
Τυνησία	0,008
Τουρκία	0,758
Ἕνωση Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν	7,148
Οὐρουγουάη	0,117
Βενεζουέλα	0,306
Γιουγκοσλαβία	0,969
Σύνολο	100,000

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Γ

Κόστος κατ' ἐκτίμηση τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος, ὑπολογιζόμενο ἀπό τόν πρόεδρο τῆς Συνδιασκέψεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν περί τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ

Τό κόστος ἀποκτήσεως καί λειτουργίας ἑνός ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος 550 000 τόννων ὑπολογίζεται, κάτω ἀπό ὁμαλές συνθῆκες, πολλαπλασιάζοντας τόν ἀριθμό αὐτό μέ τήν κατώτερη τιμή ἐνεργοποιήσεως (168 cents Μαλαισίας/Σιγκαπούρης τό χιλιόγραμμο) καί προσθέτοντας ἕνα ποσό ἴσο πρός 10 % τῆς τιμῆς αὐτῆς.

Άρθρο δεύτερο.

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομεν να δημοσιευθή στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως το κείμενο του παρόντος και να εκτελεσθή ως νόμος του Κράτους.

Αθήνα, 12 Απριλίου 1984

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΘΝΙΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ
ΓΕΡΑΣΙΜΟΣ ΑΡΣΕΝΗΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΓΕΡΑΣΙΜΟΣ ΑΡΣΕΝΗΣ

ΕΝΕΡΓΕΙΑΣ ΚΑΙ ΦΥΣΙΚΩΝ ΠΟΡΩΝ
ΕΥΑΓΓΕΛΟΣ ΚΟΥΛΟΥΜΠΗΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 12 Απριλίου 1984

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ - ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΜΑΓΚΑΚΗΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ